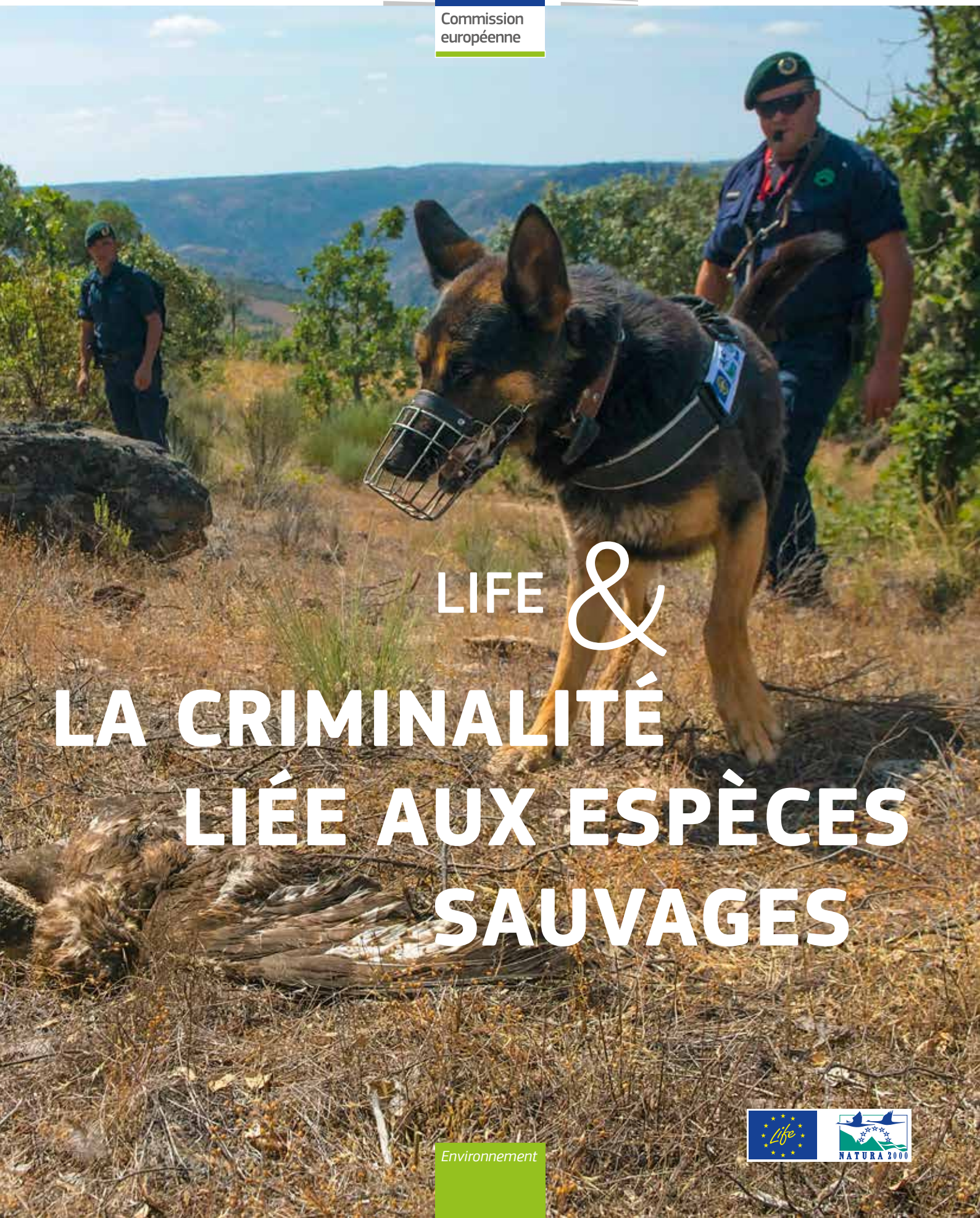
Commission européenne



LIFE & LA CRIMINALITÉ LIÉE AUX ESPÈCES SAUVAGES

Environnement

Life

NATURA 2000

COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT

LIFE (*"L'instrument financier pour l'environnement et l'action pour le climat"*) est un programme lancé par la Commission européenne et coordonné par les directions générales de l'environnement et de l'action pour le climat. Toutefois, la Commission a délégué la mise en œuvre de nombreux volets du programme LIFE à l'Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises (EASME).

Le contenu de la publication "LIFE et la criminalité liée aux espèces sauvages" ne reflète pas nécessairement les opinions officielles des institutions de l'Union européenne.

Auteurs: João Pedro Silva (expert en nature & biodiversité), Justin Toland (rédacteur en chef), Jon Eldridge, Stephen Nottingham, et Carla Travagnin (NEEMO GEIE, coordonnatrice de l'équipe de communication). **Directeur de publication**: Jean-Claude Merciol (Commission européenne, DG Environnement, LIFE D.4). **Coordination de la série LIFE Focus**: Davide Messina et Santiago Urquijo-Zamora (coordonnateurs de communication LIFE), Valerie O'Brien (DG Environnement, coordinatrice de publications). **Assistance technique**: Bent Jepsen, John Houston, Michele Lischi, Ivaylo Zafirov, Stoyan Yotov, Ioana Lucaciu, Kristijan Civic, et Darline Velghe (NEEMO EEIG). **Les personnes suivantes ont également travaillé sur ce numéro**: Laszlo Becsy (DG Environnement, LIFE D.4.), Anita Fassio (EASME, B.3.1 - LIFE), Joseph Van Der Stegen et Fotios Papoulias (DG Environnement, Protection de la nature D.3). **Production**: Monique Braem (NEEMO GEIE). **Graphisme**: Daniel Kurth (Atelier Kurth) et Anita Cortés (NEEMO GEIE). **Base de données Photos**: Sophie Brynart (NEEMO GEIE). **Remerciements**: Merci à tous les bénéficiaires des projets LIFE qui ont fourni des commentaires, des photos et d'autres documents utiles pour ce rapport. **Photos**: Sauf indication contraire, les photos proviennent des projets respectifs. **Photo de couverture**: © 2017 – LIFE14 NAT/PT/000855/ Hugo Marques. Tous droits réservés. Licence concédée à l'Union européenne sous conditions. **Traduction**: Translate4u2. Relecture: Monique Braem (NEEMO GEIE).

PRENDRE CONTACT AVEC L'UE

En personne
Des centaines de centres d'information Europe Direct sont répartis dans toute l'Union européenne. Vous pouvez trouver l'adresse du centre le plus proche de chez vous sur le site internet http://europa.eu/contact

Par téléphone ou courriel
EUROPE DIRECT est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez contacter le service:

– au N° de téléphone gratuit: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs pourraient vous facturer ces appels),
– au numéro standard suivant: +32 22999696, ou
– par courrier électronique via: http://europa.eu/contact

TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UE

En ligne
IDes informations sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'Union européenne sur le site Europa: http://europa.eu

Publications de l'UE
Vous pouvez télécharger ou commander gratuitement ou à un prix avantageux des publications de la librairie de l'UE à l'adresse suivante: http://bookshop.europa.eu. De multiples exemplaires de publications gratuites peuvent être obtenus en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (voir http://europa.eu/contact).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2018

PDF ISBN 978-92-79-80057-3 ISSN 2314-9329 doi: 10.2779/33443 KH-AJ-17-001-FR-N

© Union européenne, 2018 | La réutilisation est autorisée moyennant mention de la source.
La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39). Pour toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents ne relevant pas du droit d'auteur de l'UE, une autorisation doit être demandée directement aux titulaires des droits d'auteur.
.

Avant-propos

Photo: European Commission

La criminalité liée aux espèces sauvages a une incidence négative sur la biodiversité partout dans le monde. L'abattage, l'empoisonnement, le piégeage ou le commerce illégaux d'espèces menacent la biodiversité de l'Union européenne. En avril 2017, la Commission européenne a adopté le "Plan d'action pour le milieu naturel, la population et l'économie" en vue d'améliorer la mise en œuvre des directives Oiseaux et Habitats et de promouvoir la contribution de ces directives à la réalisation des objectifs de biodiversité de l'UE pour 2020.

La Commission européenne a développé une feuille de route visant à éliminer l'abattage, le piégeage et le commerce illégaux d'oiseaux. Celle-ci vise à prévenir et à enrayer la criminalité liée aux espèces sauvages dans l'Union européenne, conformément aux objectifs de la directive Oiseaux. La Feuille de route soutient en outre les recommandations de la Convention de Berne et la mise en œuvre de la Convention sur la conservation des espèces migratoires (CMS), en délimitant quatre domaines dans lesquels la Commission européenne peut aider les États membres à faire respecter le droit.

Cette nouvelle publication montre comment des projets LIFE ont déjà apporté leur contribution à chacun des domaines identifiés dans la Feuille de route: suivi et collecte de données; prévention; échange d'informations, formation et sensibilisation; mise en œuvre et aspects juridiques.

LIFE et la criminalité liée aux espèces sauvages dans l'UE entend non seulement mettre en lumière les actions de projets spécifiques dans chacun de ces quatre domaines, mais aussi fournir un ensemble de leçons et de bonnes pratiques qui seront utiles pour toutes les personnes intéressées par la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, en particulier à l'abattage illégal (par empoisonnement ou braconnage) d'espèces protégées d'oiseaux et de grands carnivores.

Le premier chapitre traite des questions liées au marquage par balises d'oiseaux protégés et à la constitution de bases de données nationales et transnationales répertoriant les cas d'empoisonnement.

Le chapitre sur la prévention met en avant les unités cynophiles spécialisées dans la détection de poisons, les réseaux de parties intéressées par la lutte contre les empoisonnements, les technologies novatrices, les équipes de gardiens de nids et les campagnes efficaces de sensibilisation. Il aborde aussi le braconnage d'espèces de poissons protégées, en mettant en exergue les bonnes pratiques telles que les protocoles de lutte contre le braconnage et les alternatives à la pêche illégale.

Le troisième chapitre analyse l'impact des projets LIFE qui ont contribué à former des policiers, des douaniers, des procureurs et des juges.

Le dernier chapitre montre à quel point le programme LIFE est aux avant-postes des efforts entrepris pour que les lois sur la criminalité liée aux espèces sauvages soient appliquées de façon plus cohérente dans toute l'Europe.

Des plans d'action régionaux visant la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et élaborés avec l'appui de LIFE sont désormais incorporés dans un Plan d'Action mené par le Réseau contre la criminalité environnementale.

Cette nouvelle publication rassemble dans un seul texte tout le savoir-faire généré par le programme et le présente dans un format attrayant. Nous espérons que vous la trouverez instructive et utile.

Humberto Delgado Rosa
Directeur de l'Unité du Capital naturel
DG Environnement, Commission européenne

Politique de l'UE en matière de criminalité liée aux espèces sauvages et accords internationaux **4**
Le rôle de LIFE dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages **8**

LIFE et la criminalité liée aux espèces sauvages: Suivi et collecte des données **12**
Aperçu général: bonnes pratiques et leçons tirées **12**
Vers une base de données européenne sur la criminalité liée aux espèces sauvages **14**
Le marquage par satellite fournit des données essentielles aux défenseurs de la nature et à la police **18**
Connaissez votre poison **20**

LIFE et la criminalité liée aux espèces sauvages: Prévention de la criminalité liée aux espèces sauvages **22**
Aperçu général: bonnes pratiques et leçons tirées **22**
Patrouilles cynophiles dissuasives **24**
Créer un réseau anti-poison **25**
Succès des technologies préventives **27**
Diffuser un message positif contre le braconnage **30**
La publicité en appui des actions de prévention **31**
Action conjointe contre la chasse et la pêche illégales **33**
Travailler avec les pêcheurs pour sauver l'esturgeon du Danube **36**

LIFE et la criminalité liée aux espèces sauvages: Formation, échange d'informations et collecte des preuves **38**
Aperçu général: bonnes pratiques et leçons tirées **38**
Des leçons juridiques au secours des espèces sauvages grecques **40**
Une formation ciblée aide les douanes à lutter contre le commerce illicite d'espèces sauvages **42**
Lutter contre la chasse illégale le long des voies de migration **44**
Les détectives canins de LIFE **46**

LIFE et la criminalité liée aux espèces sauvages: Mise en œuvre et aspects légaux **48**
Aperçu général: bonnes pratiques et leçons tirées **48**
Créer la capacité de poursuivre les auteurs d'infractions liées aux espèces sauvages **50**
Enquêtes de la police hongroise **52**
Enquêtes sur des empoisonnements illégaux au Portugal **53**
Les procès pour infractions liées à des oiseaux en Espagne sont porteurs de leçons pour l'UE **55**

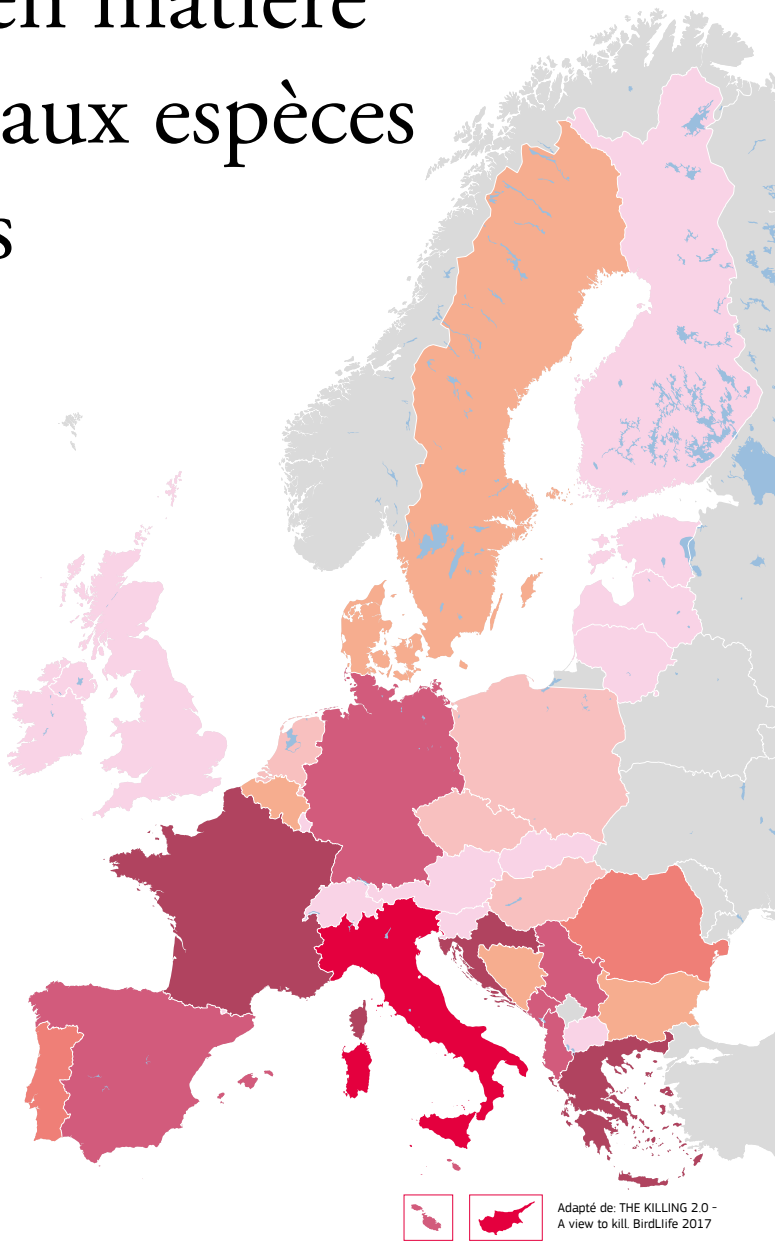
Pleins feux sur des projets **57**

Liste des publications LIFE disponibles **57**

Politique de l'UE en matière de criminalité liée aux espèces sauvages et accords internationaux

La criminalité liée aux espèces sauvages nuit gravement à l'environnement. Selon le WWF, elle constitue la deuxième menace la plus importante pour la biodiversité, après la perte/dégradation des habitats[1].

Ces types d'activités illégales peuvent être très profitables pour leurs auteurs et sont très difficiles à détecter. La criminalité liée aux espèces sauvages revêt souvent une dimension transfrontalière.



Les délits liés aux espèces sauvages ne sont pas répertoriés de façon systématique dans l'ensemble de l'UE. Toutefois, plusieurs initiatives récentes (dont certaines financées par le programme LIFE - voir pp. 10-13) ont amélioré notre prise de conscience de l'ampleur de ce problème. Par exemple, selon le dernier (2017) rapport de l'ONG BirdLife, quelque 36 millions d'oiseaux sont tués illégalement chaque année pendant leur migration dans la région méditerranéenne. Ces actes ont entraîné une baisse de 30% de la population de certaines espèces et une perte complète d'espèces de certaines régions (voir carte ci-dessus).

Types de criminalité liée aux espèces sauvages dans l'UE

- Piégeage et braconnage illégal à des fins alimentaires
- Lutte illégale contre les prédateurs/nuisibles
- Abattage illégal d'espèces protégées à des fins sportives
- Collecte illégale d'œufs et taxidermie
- Empoisonnement illégal
- Commerce illicite d'espèces protégées
- Destruction illégale d'habitats protégés

1. http://wwf.panda.org/about_our_earth/species/Problèmes/illegal_trade/

Législation relative à la criminalité liée aux espèces sauvages

Plusieurs législations européennes édictent des règles concernant l'abattage illégal d'espèces sauvages, notamment la directive Oiseaux, la directive Habitats et la directive sur la criminalité environnementale[2] (voir encadré).

L'UE est aussi signataire de plusieurs accords internationaux sur la criminalité liée aux espèces sauvages, dont les Conventions sur la conservation des espèces migratoires appartenant à la faune sauvage (CMS) et sur le commerce international des espèces menacées (CITES). En adhérant à la CITES, l'UE est devenue un acteur plus fort dans les efforts mondiaux visant à protéger l'environnement et à empêcher le commerce illégal.

La criminalité environnementale dans l'UE

Adoptée en 2008, la Directive sur la criminalité environnementale exige des États membres qu'ils traitent comme des infractions pénales certaines activités qui violent la législation de l'UE relative à la protection de l'environnement. Ces infractions incluent la mise à mort et le commerce d'espèces protégées et la dégradation importante d'habitats d'espèces sauvages faisant partie du réseau Natura 2000 de sites protégés.

Les États membres doivent mettre en œuvre des sanctions pénales efficaces, dissuasives et proportionnées pour ces infractions et pour d'autres délits concernant l'environnement (tels que le déversement illégal de déchets).

Abattage, piégeage et commerce illégaux d'oiseaux dans l'UE

L'abattage, le piégeage ou le commerce illégaux d'oiseaux constituent des problèmes largement répandus dans l'UE qui ont une incidence négative sur les populations de certaines espèces d'oiseaux et dans des lieux spécifiques. Ils font obstacle à la réalisation d'une amélioration mesurable des populations d'espèces dont le statut de conservation est préoccupant dans l'UE. Or, cette amélioration est un objectif de la Directive Oiseaux (voir encadré), le premier objectif de la Stratégie européenne de la biodiversité pour 2020 et une priorité du récent plan d'action de la Commission pour le milieu naturel, la population et l'économie.

Les activités internationales relatives à cette problématique se sont intensifiées ces dernières années. En 2012, la Commission européenne a publié une "Feuille de route destinée à éliminer l'abattage, le piégeage et le commerce illégaux des oiseaux", mise à jour en 2017. Cette feuille de route énumère un ensemble d'actions ciblées à mener par les États membres, les parties intéressées et la Commission. En outre, deux des grandes conventions internationales sur la protection des espèces, à savoir la Convention de Berne et la Convention de Bonn, ont adopté des mesures pour résoudre ce problème.

La Convention de Berne a élaboré le "Plan d'action de Tunis pour l'éradication de l'abattage, du piégeage et du commerce illégaux d'oiseaux sauvages" (Conseil de l'Europe, 2013). La Convention sur la conservation des espèces migratoires appartenant à la faune sauvage (CMS ou Convention de Bonn) a adopté une résolution en 2014 et a mis en place un "Groupe de travail intergouvernemental sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée" - MIKT (PNUE/CMS 2014), avec le soutien de la Commission. Ce groupe de travail rassemble des représentants gouvernementaux des pays du pourtour méditerranéen parties à la CMS, dont l'UE et d'autres parties intéressées.

Principales infractions entraînant la mort d'oiseaux

- Empoisonnement indirect résultant d'actions de lutte contre des nuisibles et des prédateurs — affecte principalement les rapaces
- Trafic illégal d'œufs et d'oiseaux pour la fauconnerie
- Collecte d'œufs
- Braconnage et abattage illégal dans des zones d'intérêts concurrentiels (par ex. domaines de chasse au lagopède d'Écosse, chasseurs de truffes)
- Piégeage non ciblé à des fins alimentaires (par ex. d'oiseaux chanteurs)

La Directive Oiseaux

La Directive Oiseaux interdit toute activité qui menace directement les oiseaux, telle que l'abattage ou la capture délibérée, la destruction de nids et le ramassage d'œufs, et les activités qui y sont associées telles que le commerce d'oiseaux vivants ou morts, à quelques exceptions près énumérées à l'Annexe III de cette directive. La Directive reconnaît la chasse comme une activité légitime et prévoit un système global de gestion de la chasse afin de garantir la durabilité de cette pratique. Elle exige notamment de garantir que les oiseaux ne soient pas chassés pendant les périodes où ils sont le plus vulnérables, notamment à leur retour de migration dans les zones de nidification et pendant la saison de couvaison/envol des juvéniles. Elle demande aux États membres de bannir toutes les formes d'abattage de grande ampleur et non sélectif d'oiseaux, étant entendu que des dérogations sont disponibles pour répondre à des besoins spécifiques en l'absence d'autres solutions satisfaisantes. Elle encourage le fait que la recherche étaie la protection, de la gestion et de l'exploitation de toutes les espèces d'oiseaux couvertes par la directive.

2. Directive 2008/99/EC on the protection of the environment through criminal law

La feuille de route de l'UE

La Feuille de route destinée à éliminer l'abattage, le piégeage et le commerce illégaux des oiseaux identifie cinq domaines principaux dans lesquels la Commission européenne peut agir pour aider les États membres:

1. **Sensibiliser les autorités compétentes et la société civile**
2. **Financer des projets**
3. **Coordonner les efforts au niveau de l'UE**
4. **Traiter les données fournies par les États membres dans le cadre de leurs obligations redditionnelles ou d'enquêtes de la Commission**
5. **Lancer des procédures juridiques**

La Feuille de route n'entend pas mettre en place un programme complet visant à mettre fin à l'abattage, au piégeage et au commerce illégaux d'oiseaux. Un tel programme figure déjà dans le Plan d'action de la Convention de Berne. La Feuille de route énumère plusieurs actions que la Commission et d'autres parties concernées peuvent mener et les regroupe en quatre catégories:

1. **Suivi et collecte des données**
2. **Échange d'informations, formation et sensibilisation**
3. **Mise en œuvre et aspects juridiques**
4. **Prévention**

Photo: LIFE10 NAT/HU/000019/MME/Márton Horváth

CITES
Trafic international d'espèces sauvages

Le commerce international d'espèces de la faune et de la flore sauvages brasse des milliards d'euros et concerne des centaines de millions de spécimens de la flore et de la faune. Ce commerce est diversifié, allant de spécimens vivants de la faune et de la flore à des produits qui en sont dérivés, en ce compris des produits alimentaires, des articles en cuir, du bois de construction et des médicaments.

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), signée en 1973, vise à garantir que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent. Elle accorde divers degrés de protection à plus de 30 000 espèces d'animaux et de plantes. La CITES agit en soumettant le commerce international de spécimens d'espèces sélectionnées à certains contrôles. Elle instaure, notamment, un système de licences qui requièrent une autorisation pour importer et (ré-) exporter des espèces couvertes par cette Convention.

En février 2016, la Commission européenne a adopté une **Communication sur le Plan d'action de l'Union européenne contre le trafic d'espèces sauvages**, qui expose un projet global pour lutter conjointement contre la criminalité liée aux espèces sauvages à l'intérieur de l'UE et pour renforcer le rôle de l'UE dans la lutte mondiale contre ces activités illégales. Ce plan comporte trois axes principaux: améliorer la mise en œuvre, renforcer la coopération et rendre les mesures préventives plus efficaces. Ce Plan d'action doit être mis en œuvre conjointement par l'UE (services de la Commission, SEAE, Europol, Eurojust) et par les États membres d'ici 2020. L'objectif est d'élaborer une approche plus stratégique des contrôles et de mettre en œuvre des règles pour lutter contre le trafic d'espèces sauvages au niveau de l'UE. Le Plan d'action de la Commission européenne contre le trafic d'espèces sauvages entend aussi intensifier les efforts entrepris pour assurer une application de la feuille de route de l'UE visant à mettre fin à l'abattage, au piégeage et au commerce illégaux d'oiseaux.

Initiative européenne pour une chasse durable

Pour répondre au besoin de longue date d'améliorer le dialogue avec et entre les parties intéressées, la Commission européenne a lancé, en 2001, l'Initiative pour une chasse durable, dont un des résultats notables a été la publication d'un Guide sur la chasse en application de la Directive Oiseaux (2004). Ce guide fournit des éléments indicatifs clairs et complets sur la façon dont les États membres devraient traduire les principes énoncés dans la Directive oiseaux dans leurs mesures nationales de réglementation de la chasse.

Cette initiative a aussi amorcé un dialogue entre la Fédération européenne des associations de chasse et de conservation de la faune sauvage (FACE) et BirdLife International. Ce dialogue a abouti à la signature, en 2004, d'un accord conjoint reconnaissant l'importance de la Directive oiseaux pour le maintien des populations d'oiseaux sauvages (y compris d'espèces chassables) et de leurs habitats dans un état de conservation favorable au niveau de l'UE, l'application de la directive étant basée sur le Guide interprétatif de la Commission.

Créée en 1977, la Fédération FACE représente les intérêts de sept millions de chasseurs européens et compte parmi ses membres des associations de chasse de 34 pays.

"FACE applique une politique de tolérance zéro à l'égard de la criminalité liée aux espèces sauvages et des abattages illégaux et c'est le message que nous diffusons parmi nos membres", souligne David Scallan, PhD, directeur principal de la conservation de cette fédération.

Les chasseurs et les associations de chasse peuvent apporter une contribution majeure à la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, estime-t-il. "Ils observent et écoutent ce qui se passe sur le terrain et peuvent jouer un rôle en signalant des incidents."

De plus, les associations de chasse peuvent communiquer avec efficacité sur les abattages illégaux. Par exemple, FACE s'est concentrée sur l'abattage d'oiseaux dans la région méditerranéenne, où elle a travaillé avec des chasseurs pour condamner les activités illégales et coopérer à des enquêtes.

"FACE est un partenaire très précieux de la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages dans l'UE et assume aussi une responsabilité particulière, dit Wouter Langhout, responsable de la politique nature de l'UE chez BirdLife. "Nous avons besoin d'eux pour envoyer un message de tolérance zéro."

FACE et l'Organisation européenne des propriétaires terriens (ELO) assurent conjointement le secrétariat de l'intergroupe du Parlement européen "Biodiversité, chasse et activités rurales". Créé en 1985, cet intergroupe est une des plates-formes parlementaires les plus anciennes et les plus actives, soutenue par 110 eurodéputés, dont Karl-Heinz Florenz (voir encadré).

L'eurodéputé Karl-Heinz Florenz

L'eurodéputé allemand Karl-Heinz Florenz est président de l'intergroupe du Parlement européen "Biodiversité, chasse et activités rurales".

Outre la préservation de la biodiversité et la promotion de zones rurales prospères sur le plan économique et social, l'intergroupe s'appuie aussi, selon les termes de M. Florenz, sur l'idée clé qu'"un système de chasse sérieux et durable, contrôlé par le gouvernement fait partie intégrante d'une bonne politique environnementale".

M. Florenz estime que "chaque chasseur lutte contre l'illégalité" et que "les législateurs doivent coopérer avec les chasseurs dans la lutte contre la chasse illégale". Tout en reconnaissant que tout le monde n'apprécie pas les associations de chasse, il souligne que celles-ci jouent un rôle important dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages en expliquant les restrictions juridiques à leurs membres. "Je n'ai pas l'impression que les associations de chasse bloquent le processus. Ce sont elles qui sont prêtes à descendre dans la rue", dit-il.

Photo: © European Union 2012 PE-EP

BirdLife et l'abattage illégal d'oiseaux

"Nos principales priorités [concernant la criminalité liée aux espèces sauvages] sont l'empoisonnement et l'utilisation d'appâts empoisonnés, le trafic d'oiseaux chanteurs et la persécution des rapaces. Ces dernières années, nous avons beaucoup investi dans la surveillance afin de caractériser la criminalité liée aux espèces sauvages et d'en évaluer l'ampleur", explique Wouter Langhout, de BirdLife.

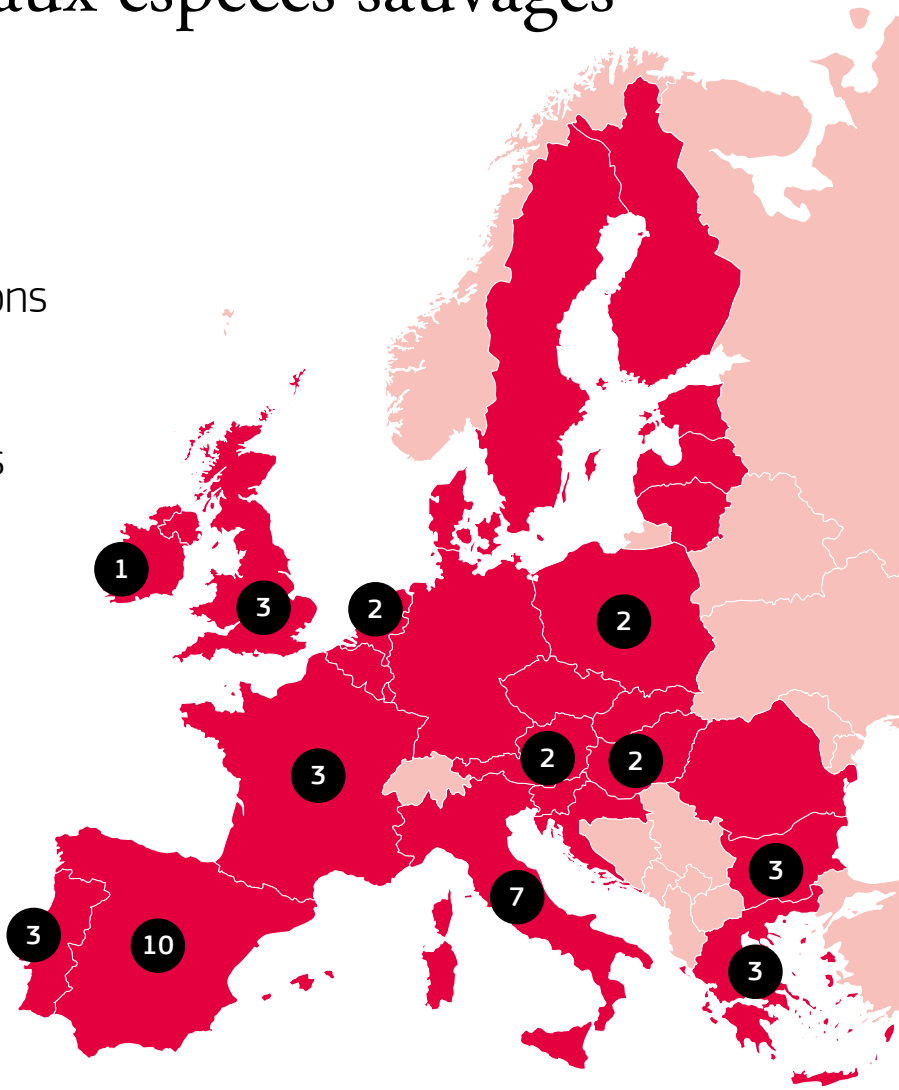
"Nous avons publié un rapport sur l'abattage, qui documente l'ampleur des abattages illégaux d'oiseaux dans la région méditerranéenne. En outre, nous venons de lancer la campagne abattage 2.0, qui couvre l'ensemble de l'Europe, ainsi que quelques autres pays. Cette campagne livre les meilleures estimations des nombres d'oiseaux touchés par ce type de criminalité, à la fois le nombre d'oiseaux tués et les espèces concernées", dit M. Langhout.

"Nous sommes aussi actifs sur le plan de la politique concernant cette matière. Nous avons déposé des plaintes formelles auprès de la Commission [au titre de la Directive Oiseaux] et avons participé à l'élaboration de la Feuille de route visant à mettre fin à l'abattage illégal d'oiseaux, via les réunions régulières entre la Commission et les parties intéressées par ce sujet. Étant donné que nous sommes une des organisations qui appliquent les actions de la Feuille de route, nous gardons un œil sur le suivi et nous faisons rapport à la Commission sur ce qui se passe sur le terrain. Par exemple, récemment, nous avons informé les parties intéressées en Europe des projets LIFE axés sur l'abattage illégal d'oiseaux. Nous assurons ce genre de suivi de façon régulière. Nous participons à la réunion afin de veiller à ce que tout le monde soit au courant de ce qui se passe", conclut-il.

Le rôle de LIFE dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages dans l'UE

LIFE a joué un rôle central dans la mise en œuvre d'actions pilotes pouvant contribuer à prévenir et réduire la criminalité liée aux espèces sauvages dans l'UE.

Ce programme a investi plus de 70 millions d'euros dans plus de 40 projets LIFE ciblant des activités illégales liées aux espèces sauvages.



Projets LIFE ciblant la criminalité liée aux espèces sauvages, par pays (1992-2017)

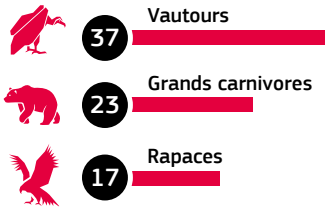
1 2

LIFE est l'instrument financier de l'UE qui soutient des projets axés sur l'environnement, sur la préservation de la nature et sur les actions pour le climat dans toute l'UE. LIFE est le seul programme financier du budget de l'UE consacré exclusivement à l'environnement et, en particulier, à la préservation de la nature. Depuis 1992, LIFE a cofinancé plus de 1 650 projets, en mobilisant plus de 2 milliards d'euros pour la préservation de la nature et de la biodiversité.

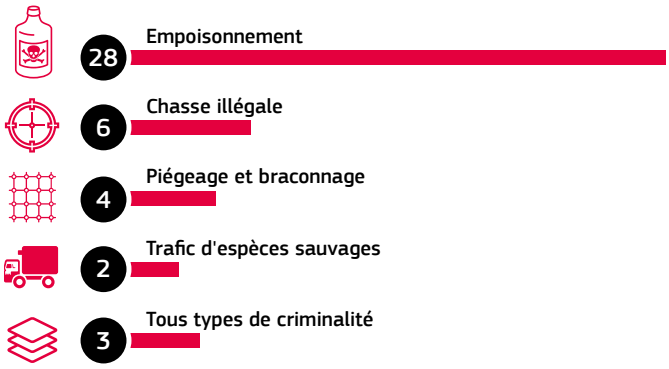
Sur les 43 projets LIFE ayant ciblé les activités illégales liées aux espèces sauvages, la majorité se sont attaqués au problème de l'empoisonnement d'espèces protégées, en particulier d'oiseaux tels que les rapaces et les vautours, ainsi que de grands carnivores. Comme le montrent les chiffres en haut de la page 9, les projets ont aussi ciblé d'autres formes de criminalité liée aux espèces sauvages, notamment la chasse illégale, le piégeage et le braconnage, le trafic d'espèces, trois projets couvrant toutes les formes de criminalité liée aux espèces sauvages.

Les projets LIFE traitant de la criminalité liée aux espèces sauvages sont principalement situés en Europe méridionale et centrale. Cette répartition correspond aux incidences les plus élevées de la criminalité liée aux espèces sauvages en Europe, selon le rapport Killing 2.0 de BirdLife. Cependant, plusieurs États membres, en particulier en Europe centrale, n'ont pas encore de projet LIFE ciblant les activités criminelles liées aux espèces sauvages. Il convient de noter que certains projets ont mis en œuvre des actions transfrontalières, notamment le projet Retour du vautour percnoptère, dirigé par la Bulgarie, aussi actif en Grèce (voir pp. 25-26 et 42-45).

Nombre de projets par espèce protégée (Directives Habitats et Oiseaux)



Nombre de projets LIFE ciblant la criminalité liée aux espèces sauvages



Leçons tirées de LIFE

L'objectif de cette publication est de mettre en lumière comment LIFE soutient la mise en œuvre de la politique européenne de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages. La majorité des projets présentés ont élaboré des actions à l'appui de la Feuille de route destinée à éliminer l'abattage, le piégeage et le commerce illégaux d'oiseaux. Les actions mentionnées dans la Feuille de route sont regroupées en quatre catégories: suivi et collecte de données; échange d'informations, formation et sensibilisation; mise en œuvre et aspects juridiques; prévention.

Exemples d'actions menées par des projets LIFE

Suivi et collecte de données:

- Constitution d'une base de données de cas et signalement d'infractions liées aux espèces sauvages
- Identification des espèces ciblées et des types d'activités illégales ainsi que de leur localisation

Échange d'informations, formation et sensibilisation:

- Formation d'agents chargés de l'exécution
- Dressage de chiens capables de détecter des appâts empoisonnés – actions parfois transfrontalières
- Formation à la collecte de preuves (kits empoisonnement)
- Campagnes d'information du public contre l'usage illégal de poison

Mise en œuvre et aspects juridiques:

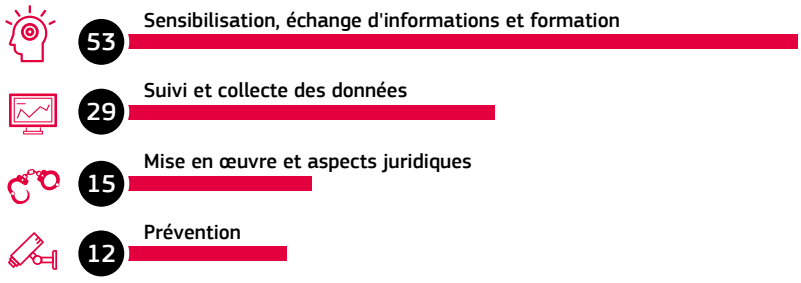
- Actualisation/mise en œuvre de la législation, des amendes et sanctions
- Formation de procureurs spécialisés pour les procédures judiciaires
- Contribution à la mise en place ou à l'équipement des unités spécialisées dans la criminalité liée aux espèces sauvages au sein des forces de police

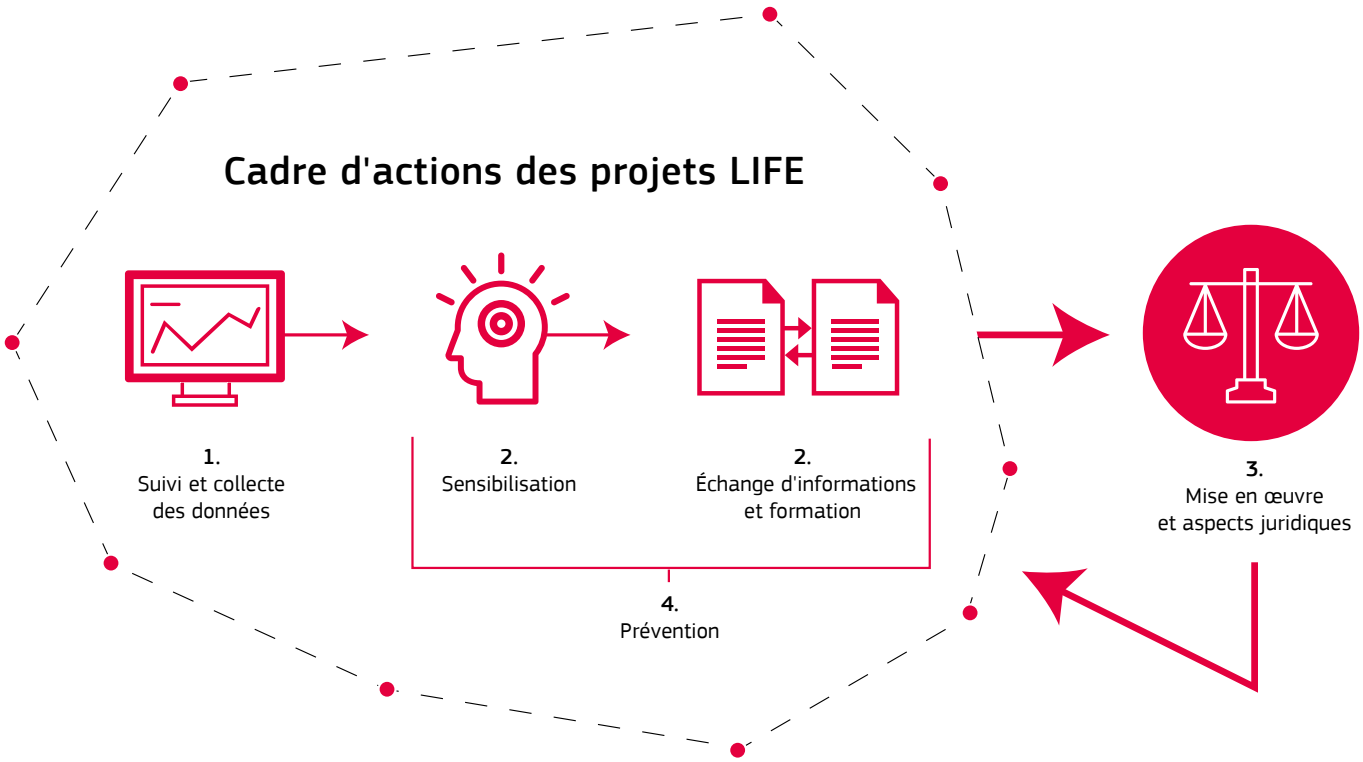
Prevention:

- Création de zones de surveillance en collaboration avec des associations locales de chasseurs

Photo: LIFE08 NAT/E/000062

Nombre d'actions des projets LIFE menées dans le cadre de la Feuille de route destinée à éliminer l'abattage, le piégeage et le commerce illégaux d'oiseaux:





L'image ci-dessus montre comment les projets LIFE peuvent contribuer à l'approche intégrée exposée dans la Feuille de route. Les projets qui collectent des données sur les activités illégales et abordent le problème (1.) peuvent mener à des actions qui vont de la formation à la sensibilisation (2.), en combinaison avec des actions de prévention (4.). La mise en œuvre et les compétences juridiques relèvent de la responsabilité des États membres. Toutefois, certaines actions des projets soutiennent la mise en œuvre des lois et règlements, notamment en formant des policiers et des douaniers afin que ceux-ci puissent mieux faire respecter la loi. Le projet VENENO NO mérite d'être mis en exergue car il a couvert tous les aspects, depuis la collecte de données jusqu'à la prévention en passant par l'appui à la mise en œuvre (voir p. 20-21 et pp. 55-56).

Principales réalisations des projets LIFE ciblant la criminalité liée aux espèces sauvages

- *Suivi et collecte de données à l'aide de technologies de marquage par balises de transmission par satellite*
- *Base de données d'incidents (pouvant devenir paneuropéenne)*
- *Patrouilles de détection et de prévention de l'usage de poisons dans presque tous les États méditerranéens membres de l'UE*
- *Réseaux anti-poison associant les chasseurs et les bergers, etc.*
- *Travail avec les moyens technologiques et avec les populations*
- *Faire participer les médias pour sensibiliser les populations au fait que des infractions liées aux espèces sauvages sont des infractions pénales*
- *Campagnes de sensibilisation dans l'ensemble des États membres*
- *Sensibilisation et formations spécialisées pour les autorités compétentes, la police, la douane, les procureurs, les spécialistes en droit de l'environnement et les juges.*
- *Sanctions sévères et claires, appliquées de façon plus systématique*

Photo: © 2015 – LIFE14 PRE/UK/000002/Richard Bennett. All rights reserved. Licensed to the European Union under conditions.

Promouvoir des plans d'action pour les oiseaux

Le projet EuroSAP est une vaste initiative d'une durée de trois ans qui rassemble 13 partenaires sous la houlette de BirdLife, afin de réduire les menaces pesant sur 16 espèces. Ce projet LIFE entend améliorer les mesures de préservation ciblant ces oiseaux en étudiant les cycles de vie complets de ceux-ci, leurs voies de migration et les pressions pesant sur leur survie, en ce compris la criminalité liée aux espèces sauvages, qui constitue un grave problème pour beaucoup de ces espèces.

"Le meilleur exemple est la tourterelle des bois (*Streptopelia turtur*), très largement chassée illégalement à la fois dans et hors de l'UE", selon Wouter Langhout, en charge de la politique nature de l'UE chez BirdLife.

"Les vautours sont aussi très vulnérables parce qu'ils sont susceptibles de consommer des appâts empoisonnés et peuvent trouver ces appâts sur de longues distances. Certaines de leurs populations sont très fragiles. Les vautours percnoptères en Bulgarie sont très susceptibles d'empoisonnement et leur population est très limitée. À ce stade, chaque individu compte."

Wouter Langhout souligne en outre que le nombre élevé d'incidents d'empoisonnement en Espagne reste une grave source de préoccupation pour BirdLife. L'approche encouragée par cette ONG via le projet LIFE est toutefois d'établir des plans d'actions basés sur les méthodologies les plus récentes. "Leur mise en œuvre relève de la responsabilité des États membres de l'UE et la Commission doit veiller à ce que cette mise en œuvre soit effective", ajoute-t-il.

Collecte des données et outils de surveillance:

- Réseaux de parties intéressées
- Lignes téléphoniques spécifiques/point de contact spécifique
- Unités cynophiles
- Balises de transmission par satellite
- Populations

Bonnes pratiques:

- Utiliser les données historiques
- Donner aux populations un outil pour signaler les cas
- Mobiliser les réseaux locaux pour la collecte de données
- Fournir des protocoles exposant la façon de traiter les cas d'empoisonnement
- Créer et harmoniser des bases de données européennes

1

Problème:
Les empoisonnements sont la plus grave menace qui pèse sur de nombreux rapaces menacés, notamment l'aigle impérial en Hongrie. Il est essentiel de savoir quand, où, comment et pourquoi des empoisonnements ont lieu si l'on veut réduire cette menace pour les espèces d'oiseaux protégées.

Solution:
Le projet HELICON a créé une base de données de la criminalité liée aux oiseaux, qui répertorie les cas d'empoisonnement, d'abattage et autres activités illégales visant les oiseaux de proie en Hongrie. Le projet de suivi, PannonEagle Life, étend cette base de données à l'échelon régional.

Résultat:
Plus de 1 000 cas d'infractions concernant des oiseaux en Hongrie ont été introduits dans la base de données TOTEM. En 2018, cette base de données sera étoffée pour inclure des données provenant d'Autriche, de République tchèque, de Slovaquie et de Serbie. "Théoriquement, il sera possible, à l'avenir, de collecter des données de toute l'Europe", dit le directeur du projet, Márton Horváth.

Pour en savoir plus, voir page 14.

2

Problème:
Les busards Saint-Martin et d'autres espèces d'oiseaux protégées souffrent souvent de taux de mortalité élevés parmi les juvéniles.

Solution:
Le marquage des juvéniles par balises de transmission par satellite permet aux ONG actives dans la préservation de la nature de trouver les causes de cette mortalité. Il révèle aussi de nouveaux sites de repos et livre de nouvelles informations sur le comportement de ces espèces protégées.

Résultat:
Les données fournies par les balises jouent un rôle crucial dans l'identification des cas d'infractions liées aux espèces sauvages. Le fait de savoir que des oiseaux sont équipés de balises peut aussi dissuader des gens de les tuer illégalement.

Pour en savoir plus, voir page 18.

3

Problème:
La méconnaissance des poisons utilisés pour tuer illégalement des oiseaux et d'autres espèces sauvages entrave la lutte contre ce problème.

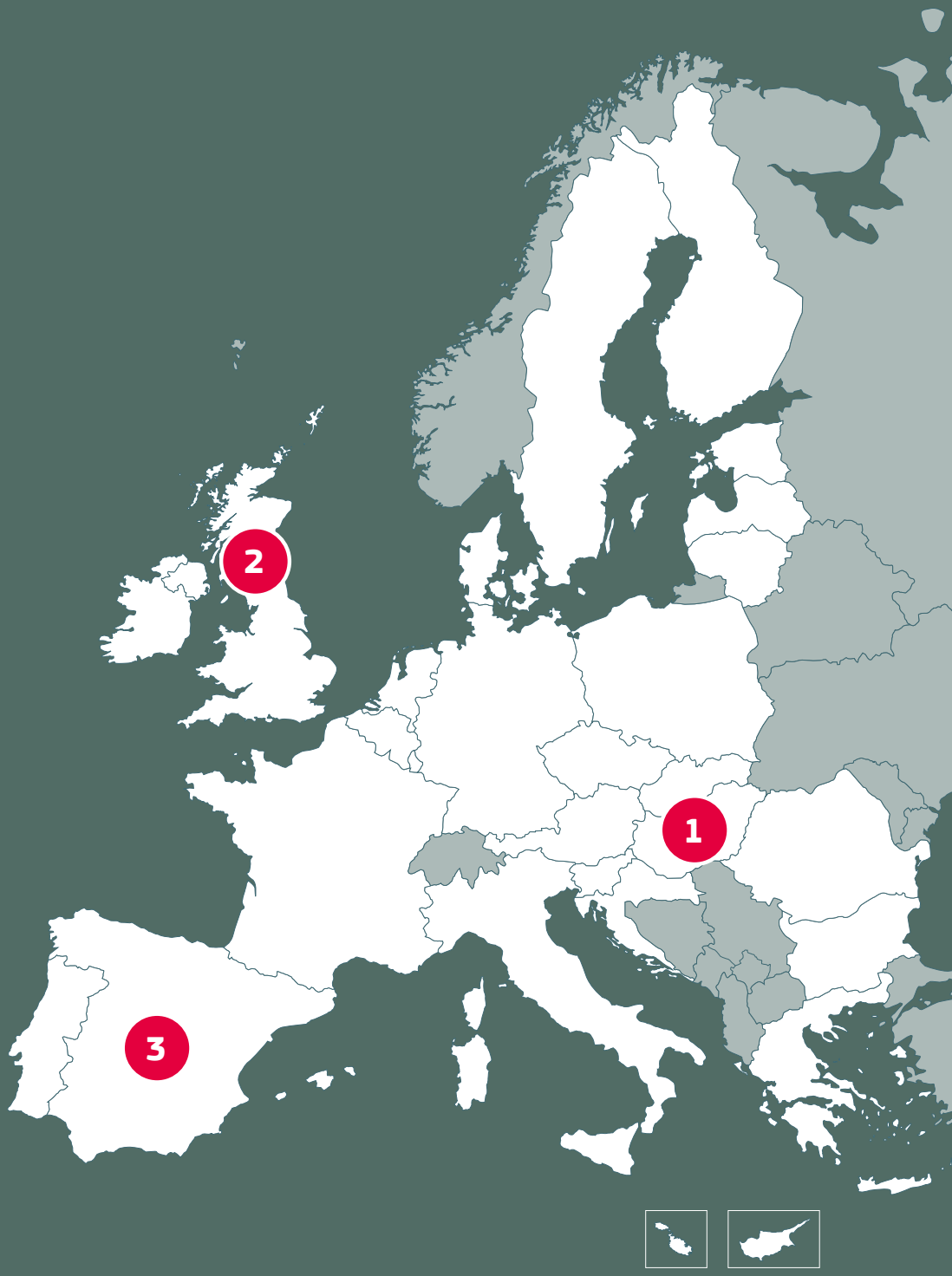
Solution:
VENENO NO ("Non au poison"), un projet LIFE mené en Espagne, a analysé les données de plus de 4 000 cas d'empoisonnement sur une période de cinq ans. Ce travail a révélé qu'il fallait intensifier les contrôles sur la commercialisation et l'utilisation des produits phytosanitaires afin de prévenir leur utilisation dans des appâts empoisonnés.

Résultat:
Les découvertes de ce projet ont alimenté les plans d'action nationaux et le Plan d'action européen pour prévenir l'empoisonnement illégal d'espèces sauvages.

Pour en savoir plus, voir page 20.

Chapitre 1

Suivi et collecte des données



Vers une base de données européenne sur la criminalité liée aux espèces sauvages

1

Le projet HELICON a créé une base de données de la criminalité liée aux oiseaux, qui répertorie les cas d'empoisonnement, d'abattage et autres activités illégales visant les oiseaux de proie en Hongrie.

Le projet de suivi, PannonEagle Life, étend cette base de données à cinq pays d'Europe centrale.

"Nous avons commencé la création d'une base de données de la criminalité liée aux oiseaux vers 2007", se rappelle Márton Horváth, de BirdLife Hongrie (MME), directeur des projets HELICON (voir encadré) et PannonEagle Life. Le catalyseur de ce travail a été la perte de deux aigles impériaux par empoisonnement en 2005. Une collecte systématique de données a commencé sur base d'une série de publications dans les domaines de la médecine vétérinaire et de la préservation de la nature. "Nous avons rassemblé toutes les données historiques connues en remontant jusqu'à 1975 et y avons ajouté les données que nos collègues et nous avons collectées dans les parcs nationaux", dit M. Horváth.

La base de données HELICON est gérée dans le format Excel mais les données sont aussi publiées sur Google Drive, afin que les partenaires du projet puissent y accéder. Les données clés comprennent : le type d'infraction, le lieu, l'espèce, le nombre de spécimens touchés, l'autorité policière en charge de l'enquête, les rapports des vétérinaires et, dans le cas d'empoisonnements, le type de poison.

Un groupe de travail contre l'empoisonnement, créé pendant le premier projet LIFE, rassemble toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales qui interviennent dans la préservation des oiseaux de proie, telles que les directions des parcs nationaux, la police, les vétérinaires et les chasseurs, qui fournissent des informations pour la base de données et peuvent accéder aux données brutes. Pour des raisons de sécurité, l'accès à la base de données est restreint mais des rapports succincts sont disponibles pour le grand public.

HELICON: aperçu général

La Hongrie abrite la plus grande population d'aigles impériaux (Aquila heliaca) de l'UE, avec 117 couples reproducteurs enregistrés en 2010. Bien que le nombre d'individus de cette espèce menacée à l'échelle mondiale ait légèrement augmenté depuis les années 1980, une hausse significative des abattages illégaux menace d'inverser cette tendance positive. Plus de 50 aigles impériaux avaient été empoisonnés en Hongrie dans les années précédant le lancement de HELICON. Ce projet LIFE s'est fixé pour objectif de considérablement réduire la mortalité non naturelle des aigles. À cette fin, il a été décidé de mener les actions suivantes: suivre et protéger les aigles et leur permettre de mener à bien une nichée, assurer le suivi des incidents d'abattage illégal, créer une base de données de la criminalité liée aux oiseaux, mettre en place des protocoles d'enquête sur ces cas, mieux sensibiliser les parties intéressées aux méthodes de gestion du gibier respectueuses des aigles et sensibiliser le grand public à la préservation des rapaces ainsi qu'aux incidences négatives des empoisonnements.

Ce projet a aidé les autorités hongroises à détecter et poursuivre plus de cas d'empoisonnement, ce qui a mené à cinq condamnations. Une nette réduction du nombre d'empoisonnements d'aigles impériaux a été observée (de 16 en 2012 à 1 en 2016). Ce travail a permis de réduire le taux de mortalité de l'espèce. La population reproductrice connue d'aigles impériaux a maintenant atteint 200 couples en Hongrie.

Pour en savoir plus: http://www.imperialeagle.hu/

Photo: MME/Márton Horváth

Photo: MME/Márton Horváth

"Ce projet couvre cinq pays mais, à l'avenir, il sera théoriquement possible de collecter des données de toute l'Europe"

Collecte des données

HELICON a élaboré, à l'intention des vétérinaires, de la police et des enquêteurs sur le terrain, trois protocoles à suivre en cas d'infractions liées aux espèces sauvages. "Nous avons aussi élaboré un organigramme de protocole à utiliser si quelqu'un trouve une carcasse ou un appât empoisonné sur le terrain. En répondant oui ou non à toutes les possibilités, vous pouvez catégoriser les données. S'il s'agit d'un empoisonnement suspect, accidentel ou illégal, les données seront introduites dans la base de données de la criminalité liée aux oiseaux", explique M. Horváth. "Un cas courant d'[empoisonnement accidentel d']aigles, par exemple, est lié au fait que des chasseurs utilisent encore des plombs et que l'accumulation de plomb dans l'organisme peut entraîner du saturnisme."

Le bénéficiaire du projet, MME, a établi un formulaire de signalement en ligne et un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse de courriel spécifiques, afin que quiconque puisse signaler un cas suspect d'empoisonnement illégal. "Nous avons géré une ligne téléphonique spécifique mais, honnêtement, il y a eu très peu de signalements du public", dit M. Horváth, "mais ce fut un bon outil pour gérer le réseau."

Cette ligne téléphonique est gérée par Gábor Deák, qui est sur le terrain plusieurs fois par semaine en tant que chef de l'unité cynophile (voir pp. 46-47). Cette unité peut intervenir rapidement en réponse à des signalements et est une source majeure de données sur les empoisonnements illégaux. Elle est liée directement à la nouvelle base de données en ligne via un système GPS, qui suit à la fois le chien et son accompagnateur. Nous recevons environ 50 appels par an du public, soit 10% des appels, 90% des appels venant d'organismes de préservation de la nature, de chasseurs ou de vétérinaires", explique M. Deák.

Un réseau d'environ 250 gardes travaillant dans les parcs nationaux de Hongrie et 300 volontaires prenant part à des enquêtes sur les rapaces fournissent des informations précieuses sur la criminalité liée aux espèces sauvages. Les gardes ont aussi des contacts directs avec les fermiers locaux, de sorte que les fermiers tendent à appeler les gardes, qui téléphonent ensuite au MME. Les chasseurs sont encouragés à signaler des infractions concernant des oiseaux via la Chambre nationale des chasseurs hongrois, qui est partenaire du projet.

À la fin du projet HELICON (2012-2016), la base de données sur la criminalité liée aux oiseaux contenait 1 023 fiches concernant 2 350 spécimens (dont 252 aigles impériaux). 147 cas d'empoisonnement d'oiseaux y étaient répertoriés (dont 89 empoisonnements illégaux, 14 accidentels et 44 suspicions d'empoisonnement).

Développer la base de données TOTEM

Le projet LIFE en cours permet à l'équipe des TI du centre de surveillance de MME de développer et programmer une base de données en ligne appelée TOTEM. "Cette base de données répertoriera les données sur tous les types de mortalité parmi les oiseaux, les mammifères, les reptiles et les amphibiens, mais elle sera dotée d'une section spéciale sur le problème des empoisonnements", dit M.. Horváth.

Le Centre de surveillance harmonise actuellement quatre base de données créées par HELICON (nids d'aigles, suivi des aigles, oiseaux équipés de balises de transmission par satellite et criminalité liée aux oiseaux) et d'autres bases de données de MME. Un objectif majeur est de canaliser toutes les données pour constituer un atlas des oiseaux pour la Hongrie à l'intérieur de la base de données MAP (Madáratlasz Program).

De nouvelles méthodes de collecte des données sur la criminalité liée aux oiseaux sont aussi explorées. "Notre partenaire BirdLife Austria a créé une application mobile de collecte de données, application que nous projetons de connecter avec la base de données TOTEM", dit M. Horváth.

TOTEM (pas un acronyme mais un jeu de mots sur le thème "animal mort") comporte trois niveaux de données, explique M.. Horváth. "Le premier correspond à un scénario où, par exemple, un auteur met du poison dans une zone et des carcasses sont trouvées en différents lieux." À ce niveau, TOTEM trouve tous les documents pertinents pour ce scénario (par ex. documents de la police et des tribunaux).

"Le deuxième niveau, que nous appelons un événement, a une date et un lieu exacts", poursuit-il. Les coordonnées de la base de données des événements sont liées à Google Maps pour visualiser les lieux. "En un lieu, par exemple, nous avons trouvé trois busards des roseaux et deux corbeaux. Chaque spécimen trouvé aura alors une fiche dans le troisième niveau. À cette fin, nous pouvons télécharger des photos, des documents vétérinaires sur des spécimens précis, sur la concentration en poison, etc.".

Vers une base de données européennes sur la criminalité liée aux espèces sauvages

TOTEM (totem.mme.hu) offre d'énormes avantages en termes de collecte de données, par rapport au programme Excel. Lorsqu'un nouveau cas est ajouté, il apparaît instantanément sur les cartes, par exemple, tandis que des résumés sont générés automatiquement.

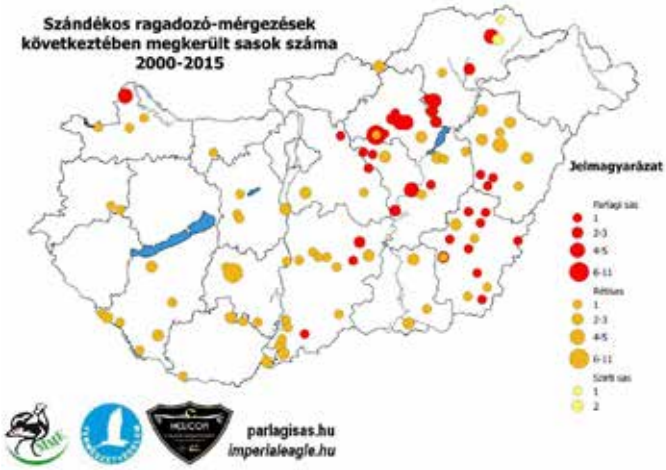
L'équipe de PannonEagle Life surmonte les défis posés par la fusion des bases de données nationales en une base de données régionale. "Nous avons maintenant plus de 1 080 fiches pour la Hongrie. Dans chaque pays, nos partenaires collectent des données mais dans des formats différents. Nous aimerions donc tout rassembler dans la même base de données", dit M.. Horváth. "Nous entendons finaliser la version hongroise de la base de données et ensuite, au début de 2018, commencer à importer des données des quatre autres pays participant à PannonEagle: l'Autriche, la République tchèque, la Serbie et la Slovaquie."

La Chambre des chasseurs

La Chambre nationale des chasseurs de Hongrie (HHNC) représente quelque 3 500 membres de la communauté des chasseurs. Gábor Kovács, de la HHNC, explique que cet organisme a participé au projet LIFE pour prouver son engagement à protéger l'aigle impérial.

Le projet a organisé des sessions de formation pendant les journées annuelles de formation des chasseurs. "Les conséquences des abattages illégaux ont été clairement montrées au public. Á cet égard, des changements d'attitude sont perceptibles", dit M. Kovács. "La gestion du gibier et la protection de la nature ont beaucoup d'intérêts communs", ajoute-t-il.

Vu son importante couverture nationale, la HHNC peut, grâce à l'esprit écologique de ses membres, contribuer de façon significative au signalement d'actes illégaux, note M. Kovács.



LIFE10 NAT/HU/000019
Titre: Conservation of imperial eagles by managing human-eagle conflicts in Hungary
Bénéficiaire: MME BirdLife Hungary
Contact: Márton Horváth
Email: horvath.marton@mme.hu
Site web: http://imperialeagle.eu/
Durée: du 1 JAN 2012 au 31 DEC 2016
Budget total: 2 100 000 €
Contribution LIFE: 1 600 000 €

Carbofuran

"Le carbuforan est la substance que nous trouvons le plus souvent dans des appâts empoisonnés illégaux, mais nous avons aussi détecté du phorate et, récemment, des anticoagulants utilisés comme rodenticides", dit M. Horváth. Ákos Horváth, du Bureau national d'enquête hongrois (aucun lien de parenté) explique que le carbuforan peut provenir de trois sources différentes: "Tout d'abord, il existe quelques vieux stocks. Jusqu'en 2008, il était utilisé légalement en Hongrie et dans les pays environnants. Toutefois, vu la méthodologie d'empoisonnement, nous pensons qu'il provient principalement d'Autriche, où existe une marque différente de carbuforan, de couleur violette. Le carbuforan vendu en Hongrie est blanc ou rouge. Nous trouvons ce produit violet même dans le coin sud-est de la Hongrie. Il doit donc s'agir d'un commerce illégal. La troisième source est probablement un commerce illégal d'Ukraine et de Serbie. L'usage du carbuforan est toujours légal en Ukraine et il existe probablement de gros stocks illégaux en Serbie."

Le marquage par satellite fournit des données essentielles aux défenseurs de la nature et à la police

2

Le projet LIFE consacré au busard Saint-Martin donne à la RSPB l'occasion de mener son plus vaste programme de marquage par balises de transmission par satellite à des fins de suivi d'une espèce de rapace.

Grâce au cofinancement LIFE, cette ONG basée au R.-U. a pu former sept personnes et obtenir pour elles des licences officielles de marquage. Ces personnes font partie de son équipe qui étudie les taux de mortalité élevés parmi les juvéniles, dont beaucoup succomberaient à des tirs illégaux au-dessus des landes où l'on pratique la chasse au lagopède d'Écosse. "Le balisage LIFE nous permet de découvrir pourquoi ils sont morts et d'étudier si nous pouvons faire quelque chose", dit la directrice de ce projet, Cathleen Thomas.

Selon les calculs, l'habitat britannique pourrait maintenir 30 couples de busards Saint-Martin, alors que seulement trois couples ont pu mener leur nichée à bien en 2016. Le balisage a aussi révélé de nouveaux sites de repos et livré de nouvelles informations sur le comportement de ces rapaces.

Les données des balises jouent aussi un rôle crucial dans les enquêtes sur les abattages illégaux, car elles indiquent clairement le lieu de l'incident. L'équipe d'enquête de la RSPB collecte des preuves et les transmet au policier en charge de la criminalité liée aux espèces sauvages. Mme Thomas pense que le marquage par balises peut aussi avoir un effet dissuasif vu que la part d'oiseaux marqués n'est pas connue. En 2016, 12 oiseaux ont été marqués, dont seulement cinq étaient encore en vie un an plus tard. Il reste clairement beaucoup de progrès à faire mais le marquage par balises de transmission par satellite s'avère un outil clé pour lutter contre la persécution des busards Saint-Martin.

Récit d'un poseur de balises

Équiper des oiseaux de balises n'est pas nouveau mais les nouvelles technologies ont rendu ce processus plus fiable et ont amélioré la qualité des données. Les balises deviennent en outre plus petites, de sorte qu'elles peuvent être posées en toute sécurité sur plus d'espèces d'oiseaux. Au R.-U., il faut environ trois années de formation pour obtenir de la British Ornithological Society une licence pour pose de balises. "La longueur de cette formation s'explique par le fait que vous devez être sûr que la balise s'adapte sur l'oiseau d'une manière spécifique afin qu'elle n'ait aucun impact sur cet oiseau une fois que celui-ci aura quitté le nid", dit Mark Thomas, enquêteur pour la RSPB en Angleterre, qui est officiellement formé pour attacher des balises sur de grands oiseaux tels que des rapaces.

Avant leur première pose de balise, les stagiaires doivent s'exercer sur des modèles d'oiseaux, "essentiellement des oiseaux en peluche" que la RSPB produit à cette fin, explique-t-il. "La balise de transmission par satellite [utilisée dans le projet LIFE] se place sur l'oiseau comme un sac à dos dont les sangles passent sous les ailes et s'attachent d'une manière particulière."

Les méthodes varient selon les espèces et les grands oiseaux peuvent porter de plus grandes balises. Chez le busard Saint-Martin, la femelle est plus grande que le mâle, par exemple, et les balises placées sur des oiseaux femelles dans le cadre du projet LIFE ont pu transmettre des données au quotidien. Les oiseaux mâles ont été équipés de dispositifs plus petits, qui n'envoient des informations que tous les deux ou trois jours.

Le moment de la pose de la balise est crucial: le moment optimal est un ou deux jours avant que le juvénile ne soit capable de voler; pour déterminer ce moment, les chercheurs visitent le site de nidification plusieurs fois avant de poser la balise. Une fois la balise en place, l'équipe de recherche doit immédiatement commencer à recevoir des données de cet oiseau. "Certains parcourront immédiatement de longues distances; d'autres resteront dans les environs du nid, mais vous pourrez regarder les données sur le site web tous les jours. S'il s'agit d'un oiseau "posant devant la caméra", nous commencerons à mettre à jour notre site web et à raconter où l'oiseau se trouve et ce qu'il fait."

Photo: Guy Anderson

"Nous ne voulons pas que des oiseaux soient tués dans les six semaines qui suivent la pose de la balise mais, au moins, la balise nous indique ce qui se passe."

Si la balise cesse de transmettre ou donne un signal depuis le même lieu, l'équipe suspectera qu'il est arrivé quelque chose à l'oiseau et mènera une enquête. Si l'oiseau a été abattu illégalement, souvent, la balise aura été détruite et l'individu aura été éliminé. Parfois on peut récupérer des oiseaux victimes de tirs, s'ils ne sont pas morts immédiatement. "Comme les données que nous recevons nous signalent les baisses de voltage sur la balise et l'absence de mouvements, nous nous sommes rendus sur le lieu d'où nous avons reçu le dernier signal, avons fouillé l'endroit et trouvé l'oiseau", explique M. Thomas.

"L'an dernier, Rowan et Carol, deux oiseaux marqués par le projet, ont été retrouvés morts, mais quand nous avons été récupérer les oiseaux pour analyse, il s'est avéré qu'ils avaient été victimes de tirs."

Faire campagne pour une meilleure mise en œuvre

La transparence est le maître mot du projet LIFE. "Si ces oiseaux sont tués sur des landes de chasse au lagopède par des gardes-chasse (des faits qui se sont déjà produits), alors notre devoir absolu est de faire connaître cette information au grand public", dit M. Thomas.

"Les gens ont le droit de savoir ce qui se passe, puis de mener campagne et de demander que la police réprime de façon plus systématique les infractions liées aux espèces sauvages." En fait, la police a enregistré la persécution des oiseaux de proie comme une priorité nationale de la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et a identifié le busard Saint-Martin comme une espèce clé à cet égard.

Le projet protège aussi les nids en en rendant l'approche plus difficile. Même si la plupart des sites de nidification de ces dernières années étaient situés sur des terres gérées à des fins de préservation des espèces et rarement sur des landes privées de chasse au lagopède d'Écosse, les individus restent vulnérables. Les mâles peuvent chasser jusqu'à 15 km du nid et peuvent donc être "éliminés" sur des domaines avoisinants, reconnaît M. Thomas. Néanmoins, les balises nous donnent, sur le sort de ces oiseaux, des informations qui n'étaient pas disponibles auparavant. "À l'évidence, nous ne voulons pas que des oiseaux soient tués dans les six semaines qui suivent la pose de la balise mais, au moins, la balise nous indique ce qui se passe."

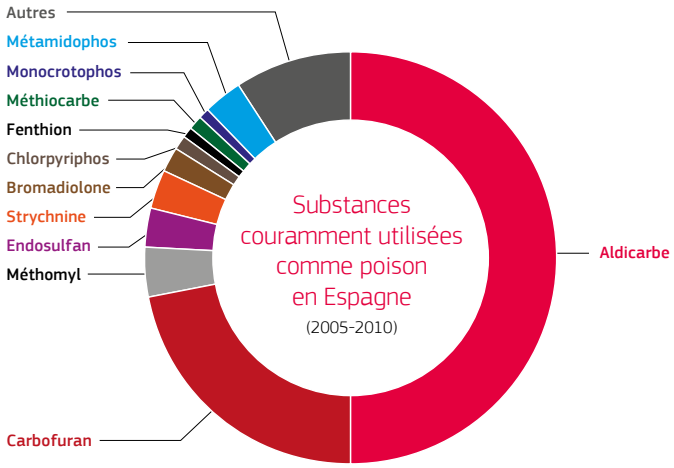
LIFE13 NAT/UK/000258
Titre: LIFE hen harriers
Bénéficiaire: The Royal Society for the Protection of Birds
Contact: Nick Folkard
Email: nick.folkard@rspb.org.uk
Site web: http://ww2.rspb.org.uk/our-work/conservation/henharrierlife/
Durée: du 01-JUIL-2014 au 30-JUIN -2019
Budget total: 2 270 000 €
Contribution LIFE: 1 135 000 €

3

Connaissez votre poison

Le projet VENENO NO a recueilli un vaste échantillon de données sur les poisons utilisés pour tuer illégalement des oiseaux.

La base de données ainsi constituée est une ressource précieuse pour comprendre et combattre la criminalité liée aux espèces sauvages.



"La collecte de données sur les empoisonnements nous a permis d'avoir une bonne idée de ce qui se passe en Espagne" dit David de la Bodega Zugasti, coordinateur du projet VENENO NO (2010-2014) et actuel coordinateur du Réseau européen contre la criminalité environnementale (ENEC) chez SEO/BirdLife.

Une étude réalisée par ce projet et couvrant les années 2005 à 2010 a analysé 4 395 spécimens de diverses espèces tuées par des appâts empoisonnés en Espagne. La littérature montre que seulement quelque 7% à 10% des animaux empoisonnés sont retrouvés, de sorte que SEO/BirdLife estime qu'environ 45 000 animaux pourraient avoir été tués par des poisons durant ces cinq années. Les spécimens comprenaient des espèces hautement menacées, telles que le milan royal (Milvus milvus: 297), l'aigle ibérique (Aquila adalberti: 30) et le gypaète barbu (*Gypaetus barbatus*: 13).

L'analyse a été effectuée en collaboration avec l'IREC (l'Institut espagnol pour la recherche sur le gibier et la faune sauvage), qui a aussi contribué à formuler un protocole standardisé à utiliser par les laboratoires de toxicologie et les centres de sauvetage de la faune sauvage lorsqu'ils ont affaire à des cas d'empoisonnement illégal.

Le rapport de ce projet a révélé que plus de 70 substances ont été utilisées pour préparer des appâts empoisonnés. Ces substances étaient principalement des produits phytosanitaires et des biocides. Les plus courants étaient l'aldicarbe (50%) et le carbofuran (22%), tous deux interdits dans l'UE (voir figure).

Un total de 1 694 appâts empoisonnés ont été collectés, principalement des morceaux de viande. L'équipe du projet a parfois trouvé des carcasses entières imprégnées de poison et utilisées comme appâts. Les aliments couramment utilisés comme appâts comprenaient du pain, des œufs et des conserves de poisson. Ces appâts posent un danger potentiel pour les personnes, en particulier lorsqu'ils sont placés dans des parcs ou dans d'autres espaces publics.

L'analyse des données a montré que plus de 70% des cas étaient liés à l'usage de poisons pour éradiquer des prédateurs ciblant des espèces de gibier (par ex. perdrix ou lapins). D'autres cas ont été associés à l'apiculture (8%), à l'élevage (5%) et à des situations urbaines (9%) et ce sont principalement des animaux domestiques (chiens et chats) qui en ont fait les frais.

Des enquêtes, par exemple sur les ventes en ligne, ont révélé l'existence d'un marché noir permettant d'écouler des stocks de pesticides interdits qui n'avaient pas été éliminés. L'équipe du projet a conclu qu'il fallait intensifier les contrôles sur la commercialisation et l'utilisation des produits phytosanitaires afin de prévenir leur utilisation dans des appâts empoisonnés.

"Une des principales suites de ce projet a été l'élaboration du Plan d'action européen pour prévenir l'empoisonnement illégal des espèces sauvages", dit M. de la Bodega. Ce texte s'est basé sur des plans d'action créés dans le cadre du projet LIFE."

LIFE08 NAT/E/000062
Titre: VENENO NO – Action to fight illegal poison use in the natural environment in Spain
Bénéficiaire: SEO/BirdLife
Contact: David de la Bodega
Email: ddelabodega@seo.org
Site web: http://www.venenono.org
Durée: du 01-JAN-2010 au 30-MAR-2014
Budget total: 1 672 000 €
Contribution LIFE: 647 000 €

Photo: © ARurales-Cataluña

VENENO NO: aperçu général

Le projet VENENO NO ("Non au poison") entendait réduire l'usage illégal de poisons en Espagne. Pour y parvenir, il a mis en œuvre des actions recommandées par la stratégie nationale espagnole contre l'usage illégal d'appâts empoisonnés dans les campagnes. Ce travail s'est concentré sur trois axes: les poursuites en cas d'infractions; la prévention et la dissuasion; l'amélioration des connaissances et l'information. Ce projet a principalement permis de renforcer les capacités d'enquête, de poursuivre les cas d'empoisonnement et d'ancrer solidement l'empoisonnement d'espèces sauvages protégées dans les programmes politiques en Espagne.

Pour en savoir plus: https://www.venenono.org/

"La collecte de données sur les empoisonnements nous a permis d'avoir une bonne idée de ce qui se passe en Espagne."

Photo: © Guardia Civil SEPRONA

1

Problème:
Il n'y a pas de moyens de dissuasion suffisants pour empêcher les gens de déposer des appâts empoisonnés.

Solution:
Des projets tels que LIFE "Under Griffon Wings", en Italie, et "Return of the Neophron", en Grèce, ont investi dans des unités cynophiles spécialisées dans la détection de poisons.

Résultat:
Des preuves indirectes laissent penser que ces unités cynophiles ont un effet dissuasif précieux.

Pour en savoir plus, voir page 24.

2

Problème:
Déposer du poison pour protéger le bétail et le gibier reste considéré comme un "mal nécessaire" dans de nombreuses parties de l'Europe. Toutefois, cette pratique illégale a de nombreuses conséquences négatives non voulues sur des espèces protégées, des chiens de travail et des animaux domestiques.

Solution:
Dans le cadre du projet "Return of the Neophron" la Société ornithologique hellénique a créé un vaste réseau anti-poison auquel participent des bergers, des chasseurs et d'autres membres des communautés locales.

Résultat:
Plus de 150 parties intéressées ont rejoint le réseau anti-poison en Épire, Grèce. "Il semble effectivement y avoir de moins en moins d'incidents liés à l'usage de poisons", dit le coordinateur du réseau, Haritakis Papaioannou.

Pour en savoir plus, voir page 25.

3

Problème:
Il faut des méthodes plus efficaces pour dissuader les gens de braconner des espèces d'oiseaux protégées. Des technologies plus avancées seraient les bienvenues.

Solution:
Les projets LIFE introduisent des innovations telles que les "indicateurs de cadavres" et des systèmes intelligents de patrouille qui dissuadent les braconniers et pourraient favoriser un meilleur respect de la loi. Des technologies éprouvées, telles que des caméras-pièges, ont été déployées avec grande efficacité par les équipes des projets LIFE.

Résultat:
Un système de patrouilles intelligentes en Grèce a permis de prévenir toute incidence de mortalité parmi les oies naines, une espèce classée comme vulnérable par l'UICN. Des caméras-pièges observant des nids d'aigles de Bonelli en Sardaigne ont empêché des actes de braconnage en 2017. L'utilisation du prototype d'"indicateurs de cadavres", soutenue par un vaste réseau de volontaires et de pratiquants de la chasse durable, contribue à la mise en œuvre du plan national italien de lutte contre la chasse illégale d'oiseaux.

Pour en savoir plus, voir page 27.

4

Problème:
Dans certains lieux, des oiseaux protégés sont tués à cause de la persistance de méthodes traditionnelles de chasse qui ne font pas de distinction entre les espèces.

Solution:
Partager un message positif sur la biodiversité dans les écoles peut être un moyen efficace de communiquer les objectifs de la protection des oiseaux, comme le montrent les efforts menés dans le cadre des projets LIFE en Sardaigne et en Bulgarie.

Résultat:
De jeunes esprits engagés ont contribué à sensibiliser les générations plus âgées à ce problème, sans les blâmer.

Pour en savoir plus, voir page 30.

5

Problème:
La conscience qu'une infraction liée aux espèces sauvages est une infraction pénale est faible dans certaines parties de l'Europe.

Solution:
La Société bulgare pour la protection des oiseaux a créé un programme d'octroi de prix via un projet LIFE, pour octroyer une reconnaissance aux individus qui "protègent les forêts et les aigles de Bulgarie". À Chypre, une vaste campagne de communication a été lancée pour sensibiliser la population à l'impact du piégeage illégal d'oiseaux sur la biodiversité.

Résultat:
En récompensant 35 individus, y compris sept ayant pris part à des actions en justice contre des auteurs d'infractions contre des espèces sauvages, cette campagne a sensibilisé la population bulgare à ce problème. "Rendre les infractions liées à des espèces sauvages plus publiques permettra de changer les choses. À Chypre, des enquêtes révèlent, à la suite de la campagne menée par le projet LIFE, une nette augmentation de la conscience que le piégeage est un problème.

Pour en savoir plus, voir page 31.

6

Problème:
La pêche illégale fait peser une grave menace sur les oiseaux des milieux humides et sur les stocks de poissons dans certains sites Natura 2000.

Solution:
Des projets LIFE en Bulgarie et en Italie ont instauré des protocoles anti-braconnage pour aider les organismes d'application de la loi. Ces protocoles ont eu un plus grand impact car des associations de pêche à la ligne et de chasse ainsi que des organismes de protection de la nature y ont été associés.

Résultat:
En Bulgarie, LIFE FOR THE BOURGAS LAKES a instauré un partenariat qui a accru les signalements de pêche illégale, a réduit les violations et a commencé à développer des activités économiques durables, telles que la pêche sportive, au lieu de la pêche commerciale illégale. Le projet LIFE BARBIE, en Italie, a signé, avec des associations de pêche à la ligne, un protocole qui a ouvert un dialogue avec les pouvoirs publics.

Pour en savoir plus, voir page 33.

7

Chapitre 2

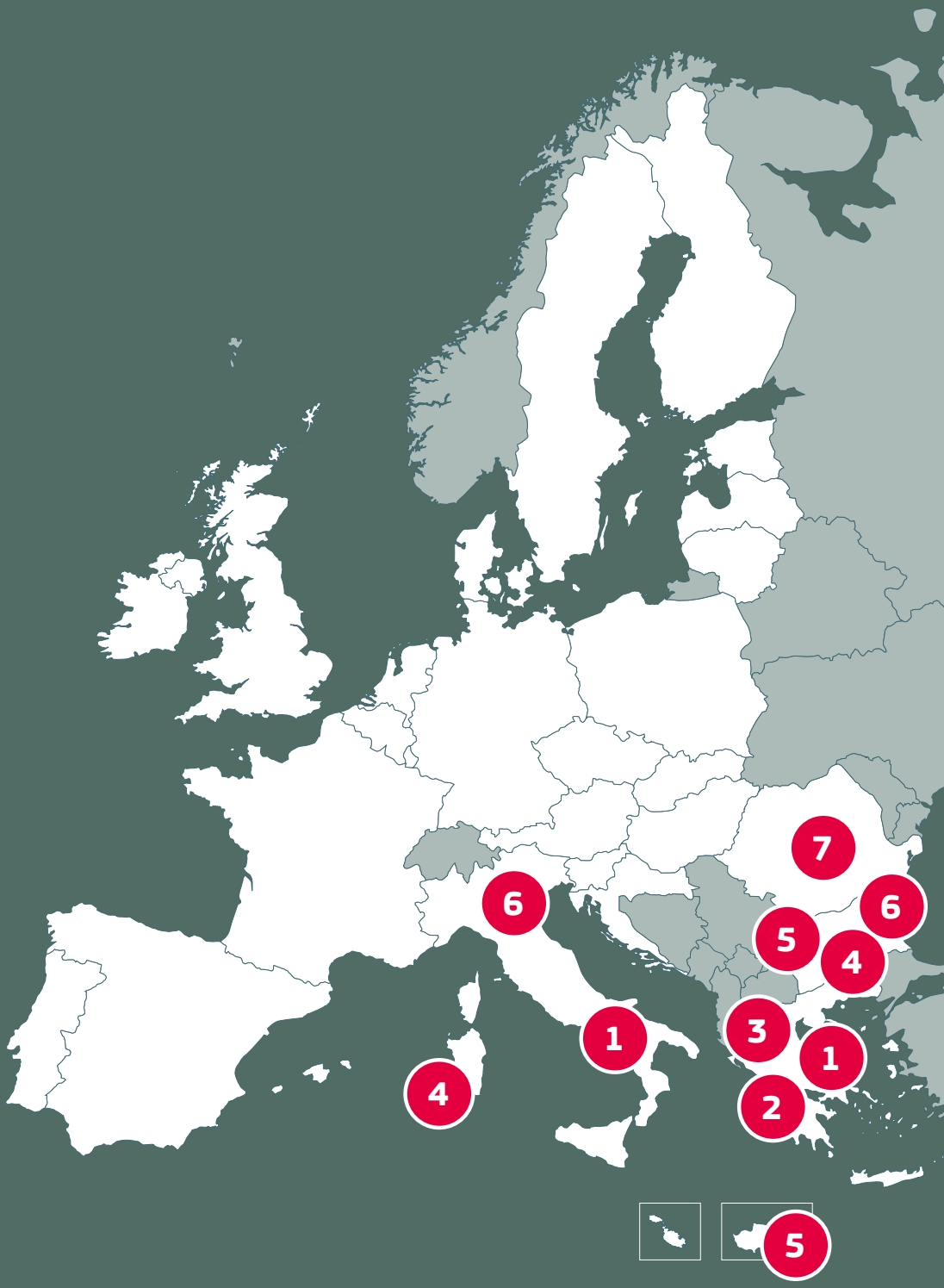
Prévention de la criminalité liée aux espèces sauvages

Problème:
La pêche illégale de l'esturgeon du Danube menace la survie à long terme de cette espèce protégée. Cette activité de pêche est étroitement liée au commerce illégal du caviar.

Solution:
Deux projets LIFE ont collaboré étroitement avec les communautés de pêcheurs sur les rives roumaines et bulgares du cours inférieur du Danube. Ils ont abordé les causes de la pêche illégale et ont fourni des alternatives économiquement viables.

Résultat:
Le projet LIFE initial, SAVING DANUBE STURGEONS, a renforcé la sensibilisation de la population locale au problème, grâce à une équipe de "défenseurs des esturgeons" qui a jeté un pont entre les autorités et les communautés de pêcheurs. La confiance générée par le premier projet permet au projet suivant, LIFE FOR DANUBE STURGEONS, de renforcer le soutien en faveur d'une interdiction de la pêche à l'esturgeon, de mieux faire connaître cette interdiction aux détaillants et d'accroître la capacité à faire respecter les interdictions visant la pêche et le commerce des esturgeons. Une entreprise pilote a aussi été créée pour montrer de façon concrète que des alternatives existent.

Pour en savoir plus, voir page 36.



Patrouilles cynophiles dissuasives

1

Plus de 20 projets LIFE ont montré que des patrouilles cynophiles spécialisées dans la détection de poisons peuvent être un moyen efficace de prévention de la criminalité liée aux espèces sauvages. Les patrouilles cynophiles ont identifié des zones névralgiques pour les empoisonnements et ont encouragé le public à signaler les cas d'empoisonnement d'espèces sauvages.

Photo: LIFE10 NAT/BG/000152

"Les patrouilles cynophiles servent non seulement à trouver les preuves d'empoisonnement mais aussi à faire savoir à la communauté que l'empoisonnement d'animaux est une infraction pénale et que les autorités sont déterminées à engager des poursuites contre de telles infractions."

La première unité cynophile de détection de poisons en Sardaigne a été créée grâce au projet LIFE "Under Griffon Wings", qui s'était fixé pour objectif de préserver le vautour fauve (Gyps fulvus) sur l'île. Elle est le fruit d'une initiative conjointe du département de médecine vétérinaire de l'Université de Sassari, qui forme et abrite ces chiens, et du service régional de la police de protection de l'environnement, qui effectue des patrouilles toute l'année, quatre à six fois par mois.

"Les patrouilles cynophiles servent non seulement à trouver les preuves d'empoisonnement mais aussi à faire savoir à la communauté que l'empoisonnement d'animaux est une infraction pénale et que les autorités sont déterminées à engager des poursuites contre de telles infractions" , explique la directrice du projet, Fiammetta Berlinguer, de l'Université de Sassari. "Avant de patrouiller, l'unité cynophile de détection de poisons va dans les cités locales, distribue des dépliants et parle avec les populations afin que chacun connaisse le risque d'empoisonnement et soit encouragé à signaler d'éventuels cas d'empoisonnement aux autorités." Le nombre de signalements a augmenté et les partenaires du projet entendent continuer les inspections avec traçage GPS dans un avenir proche.

Les appâts empoisonnés posent un grave problème aux espèces de vautours ciblées par le projet Return of the Neophron en Grèce. Les équipes cynophiles de ce projet interviennent (rapidement) en cas d'appel du réseau de parties prenantes qui a été créé. Elzbieta Kret, du WWF Grèce, est un maître-chien qui travaille avec le malinois, Kiko. Elle explique que l'utilisation de chiens est essentiellement une mesure de prévention. "Lorsque le public voit un chien qui flaire un appât empoisonné, il voit que les gardes forestiers et la police prennent le problème des empoisonnements au sérieux. Ainsi, les gens pourraient y réfléchir à deux fois avant de déposer des appâts empoisonnés.

Des équipes cynophiles pour les loups

Le projet WOLF IN THECALPS a créé des équipes de lutte contre les empoisonnements constituées de quatre ou cinq chiens et maîtres-chiens dans les zones tant orientales qu'occidentales du massif. Le but est de dissuader des candidats empoisonneurs de tuer des loups qui reviennent s'installer dans ces parties des Alpes. Dans des cas d'empoisonnement, les nouvelles équipes collaborent avec les équipes de gardiens de parcs ou de gardes forestiers actifs dans la lutte contre le braconnage. Actuellement, quatre grandes enquêtes sont en cours grâce à ce projet.

Le soutien des chasseurs a été crucial. Ce projet a amené des districts de chasse, soutenus par un garde rémunéré par les chasseurs, à coopérer avec les équipes cynophiles dans leurs tentatives de collecte de preuves. "En général, les chasseurs sont prêts à accorder leur soutien, surtout dans des zones où les loups viennent de se réinstaller", dit Francesca Marucco, la directrice technique du projet.

Celle-ci pense que les équipes cynophiles ont un effet dissuasif: "C'est le résultat le plus important de tout le travail", conclut-elle.

Egyptian vulture (Neophron percnopterus) • Photo: Bogdan Boev

2

Créer un réseau anti-poison

Un projet LIFE a directement associé les parties prenantes locales du nord-ouest de la Grèce à la lutte contre l'usage illégal d'appâts empoisonnés. Haritakis Papaioannou, de la Société ornithologique hellène (HOS), est coordinateur du Réseau de parties prenantes dans la lutte contre l'empoisonnement d'espèces sauvages en Épire.

"Je suis originaire d'ici et j'ai donc de très bons contacts avec les habitants de ces montagnes", explique-t-il. "Peut-être que quelqu'un d'Athènes ne réussirait pas aussi bien à rallier leur soutien!"

Le réseau a été lancé en 2012, dans le cadre du projet LIFE Return of the Neophron (*Neophron percnopterus*), qui visait à préserver cette espèce. "Les progrès ont été lents", se rappelle M. Papaioannou. "Mois après mois, nous avons rallié plus de gens. Maintenant, nous avons plus de 150 membres qui vivent à la campagne ou ont des contacts avec la campagne: des bergers, des chasseurs, la police des frontières, etc.".

Leçons tirées

- Créer des réseaux locaux anti-poison
- Laisser des locaux respectés diriger/mobiliser les réseaux
- Rencontrer les gens à leurs propres conditions et dans leurs propres espaces (en face à face dans les lieux qu'ils fréquentent, pas dans un rapport hiérarchique via des réunions organisées)
- Montrer comment vous pouvez résoudre leur problème — perte de chiens par empoisonnement
- Travailler avec et non contre les associations de chasseurs
- Donner aux membres du réseau un sentiment d'appartenance et la motivation pour continuer
- Entretenir le réseau en gardant le contact.

Récit d'un berger

George Spanos est un berger de 56 ans qui veille sur son troupeau familial de 500 moutons. De la fin de l'automne au début de l'été, ses moutons paissent dans la plaine de la ville de Konitsa, en Épire, près de la frontière albanaise. Chaque été, M. Spanos marche durant trois heures avec la moitié du troupeau jusqu'à une des zones les plus montagneuses et isolées de Grèce, les gorges du Vikos dans le parc national de Vikos-Aoos.

M. Spanos a subi les conséquences négatives involontaires de l'utilisation de poison à plusieurs reprises. "La dernière fois, c'était il y a environ trois ans, lorsque cinq de mes chiens de berger ont disparu en six mois. J'en ai trouvé un et je l'ai emmené chez le vétérinaire. Il avait été empoisonné avec du méthomyl, probablement déposé par des chasseurs de sangliers."

"L'utilisation de poison dans les pâtures où il y a de grands carnivores — surtout des ours bruns et des loups — est un grand problème pour des gens comme moi. Lorsque vous perdez des chiens de berger à cause d'appâts, surtout des chiens matures et expérimentés, votre troupeau devient vulnérable aux prédateurs", dit-il.

"Depuis que le réseau anti-poison a été mis en place, il y a eu moins de cas d'empoisonnement", dit M. Spanos. Il pense aussi que moins de personnes posent des appâts empoisonnés, "mais ceux qui en posent, le font parfois de manière répétée".

Selon M. Spanos, le réseau anti-poison est la meilleure occasion pour les bergers de collaborer pour résoudre ce problème tout en arrêtant l'appauvrissement de la nature au fil des ans. "Qui sont les mieux placés pour protéger des espèces rares? Les personnes qui vivent et travaillent en permanence dans les campagnes, comme les bergers", proclame-t-il.

"Presque tous les bergers et la moitié des chasseurs ont perdu au moins un chien par empoisonnement."

Cafés et jumelles

Il a été crucial de gagner la confiance de la communauté locale pour créer ce réseau anti-poison. Il a donc fallu rencontrer des gens à leurs conditions et au moment où cela les arrangeait. "Les réunions publiques ne sont pas une bonne méthode. Il vaut mieux aller directement là où se trouvent les gens, par exemple dans des cafés où ils se rendent après la traite du matin ou tard le soir", explique M. Papaioannou.

En général, le réseau a été très bien reçu. "Même si les gens ne veulent pas participer, ils savent que le poison pose un gros problème. Presque tous les bergers et la moitié des chasseurs ont perdu au moins un chien par empoisonnement", dit-il.

"Nous coopérons directement avec l'association locale de chasse, avec les gardes-chasse et avec le conseil régional de la chasse. Ainsi, il est plus facile de convaincre des chasseurs locaux de participer au réseau", explique M. Papaioannou.

Le réseau de l'Épire inclut aussi des représentants des principales autorités compétentes et de groupes d'intérêts locaux: "L'association des amis des champignons ou un club de marche d'un village, par exemple", dit M. Papaioannou. Les membres du réseau lui téléphonent lorsqu'ils trouvent un animal qu'ils soupçonnent d'avoir été empoisonné. "Certains discutent avec d'autres bergers, d'autres chasseurs, de sorte que les gens qui sont susceptibles d'utiliser du poison sachent que des locaux surveillent et veulent prendre soin de leur région", ajoute-t-il.

"Je dis à tous les membres du réseau d'appeler l'autorité forestière ou la force de police la plus proche pour traiter le cas présumé d'empoisonnement. Parfois ces instances ne peuvent se déplacer, auquel cas je me rends moi-même sur place et je transmets les détails au service forestier ou à la police", explique M. Papaioannou.

Un des rôles importants du réseau est de prouver qu'il existe des alternatives efficaces au poison pour préserver le bétail. "Nous avons donné 27 clôtures électriques et environ 60 paires de jumelles aux membres les plus actifs du réseau", dit-il. "Lorsque les gens ressentent un sentiment d'appartenance, ils se font un devoir de participer, de donner des informations et de nous aider."

Héritage de LIFE

Selon M. Papaioannou, le réseau anti-poison a déjà eu un impact visible. "Le fait que ces gens sortent et discutent entre eux — un chasseur ou un berger avec un autre — est sans doute l'impact le plus positif. Il semble effectivement y avoir de moins en moins d'incidents liés à l'usage de poisons".

"Maintenant les gens savent que faire s'ils trouvent un animal empoisonné. Même sans nous, je pense que le réseau continuera à œuvrer", pense M. Papaioannou. Le projet Return of the Neophron a aidé le groupe national d'action contre les poisons en Grèce à travailler de façon plus intense et plus systématique. "Notre prochain but est de répliquer ce que nous avons réalisé ici, en Épire, dans la région des Météores, en Thessalie (centre-est de la Grèce)."

3

Preventive technology works

Photo: LIFE10 NAT/GR/000638/HOS/ManoliaVougioukalou

"Ce n'est qu'avec un intérêt véritable et une réelle volonté de protéger la biodiversité que l'on peut tirer d'un système de haute technologie tout le potentiel qu'il recèle."

La technologie joue un rôle majeur dans la prévention des abattages illégaux d'espèces d'oiseaux menacées, grâce à des innovations, telles que les "indicateurs de cadavres", et des systèmes intelligents de patrouille ainsi que des technologies éprouvées, telles que les caméras-pièges.

Johannes Fritz Johannes Fritz dirige un projet LIFE qui réintroduit l'ibis chauve (Geronticus eremita) en Europe. Pendant la migration automnale de 2017, ce projet a testé un prototype de technologie qui permet une intervention rapide en cas de perte d'un signal de suivi. "Le plus crucial, c'est d'obtenir des informations sur un incident le plus vite possible. Idéalement, dès que l'incident se produit. Nous avons donc émis l'idée d'un "indicateur de cadavre", un senseur qui reconnaît qu'un accident s'est produit et transmet immédiatement la localisation de l'accident", explique M. Fritz, fondateur et directeur de l'ONG autrichienne, Waldrappteam. Waldrappteam.

Une fois cette technologie bien établie, si l'équipe du projet reçoit un signal d'un indicateur de cadavre, elle peut informer son réseau d'environ 700 volontaires. Le but est de trouver rapidement ce qui est arrivé à l'oiseau, idéalement dans l'heure ou l'heure et demie suivant l'alerte. "Les volontaires informent la police et remettent le cadavre de l'oiseau ou font ce qui doit être fait", dit M. Fritz.

L'équipe de ce projet LIFE collabore avec des juristes italiens et des instituts médico-légaux de pointe du pays afin d'élaborer une mallette pédagogique pour former les volontaires. Un groupe d'action séparé a aussi été mis sur pied par les chasseurs eux-mêmes et est géré par la Federazione Italiana dell Caccia, la plus grande organisation de chasse en Italie.

Les chasseurs veillent

"Nous avons consacré beaucoup d'énergie et d'argent à l'élaboration de l'indicateur de cadavre", explique M. Fritz. L'idée est de ne pas l'utiliser que pour l'ibis chauve mais aussi d'en équiper d'autres oiseaux migrateurs et de communiquer son existence au sein de la communauté des chasseurs parce que ce dispositif augmente considérablement les risques pour les braconniers. Nous investissons de l'argent dans chaque oiseau qui est relâché et nous pouvons donc déterminer la perte financière que génère l'abattage d'un oiseau: elle se situe entre 20 000 et 70 000 euros par oiseau. Si nous pouvons identifier un chasseur qui a abattu nos oiseaux, nous entamons un procès au civil pour réclamer des dommages-intérêts. Simplement faire savoir que nous avons des "indicateurs de cadavres" et que nous pouvons réclamer des dommages-intérêts élevés sert de mise en garde aux chasseurs sur le terrain qui ne suivent pas les règles afin qu'ils se montrent plus consciencieux et évitent de pratiquer la chasse illégale aux oiseaux."

L'indicateur de cadavre a été mis au point en collaboration avec l'Institut Max Planck pour l'ornithologie de Starnberg, en Allemagne, et avec d'autres institutions. Le prototype actuel est un dispositif discret; le but est de l'intégrer dans le dispositif de repérage par GPS.

"Les indicateurs de cadavres et le réseau de volontaires devraient nettement améliorer la probabilité que des auteurs soient identifiés et poursuivis. Ils peuvent contribuer à la mise en œuvre du plan national italien contre la chasse illégale aux oiseaux", dit M. Fritz.

Système de patrouilles intelligentes

En Grèce, un projet de sauvegarde de l'oie naine (Anser erythropus) dans ses principaux sites de halte migratoire et d'hivernage, à savoir le lac de Kerkini et le delta de l'Evros, a combiné avec succès technologies et populations pour former un "système de patrouilles intelligentes" (SPS). Les trois éléments qui constituent le SPS sont une "unité télécommandée" (caméras de surveillance fonctionnant à l'énergie solaire fixées dans un endroit d'intérêt), un "centre de contrôle" où des gardiens formés peuvent visionner et traiter les images des unités télécommandées, et une "unité mobile" (un véhicule de patrouille 4x4 équipé d'un dispositif VHF, d'une unité GPS et d'une tablette avec système de repérage par GPS). L'unité mobile est en contact avec le centre de contrôle et peut effectuer des vérifications sur le terrain.

"L'unité télécommandée fournit un bel aperçu de toutes les activités ayant lieu dans la zone intéressante, de jour comme de nuit", dit la directrice du projet, Manolia Vougioukalou. Le SPS est destiné à être utilisé pendant les mois où l'oie naine reste en Grèce (d'octobre à mars). Pendant la durée du projet LIFE, quelque 2 500 contrôles de chasseurs ont eu lieu et la plupart chassaient légalement d'autres espèces.

Photo: © 2017 – LIFE14 NAT/IT/001017/Di Trapani. All rights reserved. Licensed to the European Union under conditions

Déployer des caméras-pièges pour arrêter le braconnage en Sicile

LIFE ConRaSi est un projet en cours visant à arrêter la prédation des nids d'aigles de Bonelli, de vautours percnoptères et de faucons laniers en Sicile. En 2017, le partenaire du projet, Coop. Silene, a installé 28 caméras-pièges sur 21 sites. "Ces pièges transmettent essentiellement les images qu'ils prennent au niveau du nid, via le réseau de téléphonie mobile. Une équipe centrale reçoit les images en temps réel par courriel", explique le directeur du projet, Gianluca Catullo. Sans l'appui de volontaires, le camp de surveillance du projet situé à Castel di Iudica a vu deux jeunes aigles de Bonelli pendre leur envol en juin 2017. "La méthode fonctionne: c'était la première année depuis longtemps sans pillage de nid", dit M. Catullo. "Les braconniers sont informés de l'opération de surveillance, ce qui les dissuade d'agir", pense-t-il.

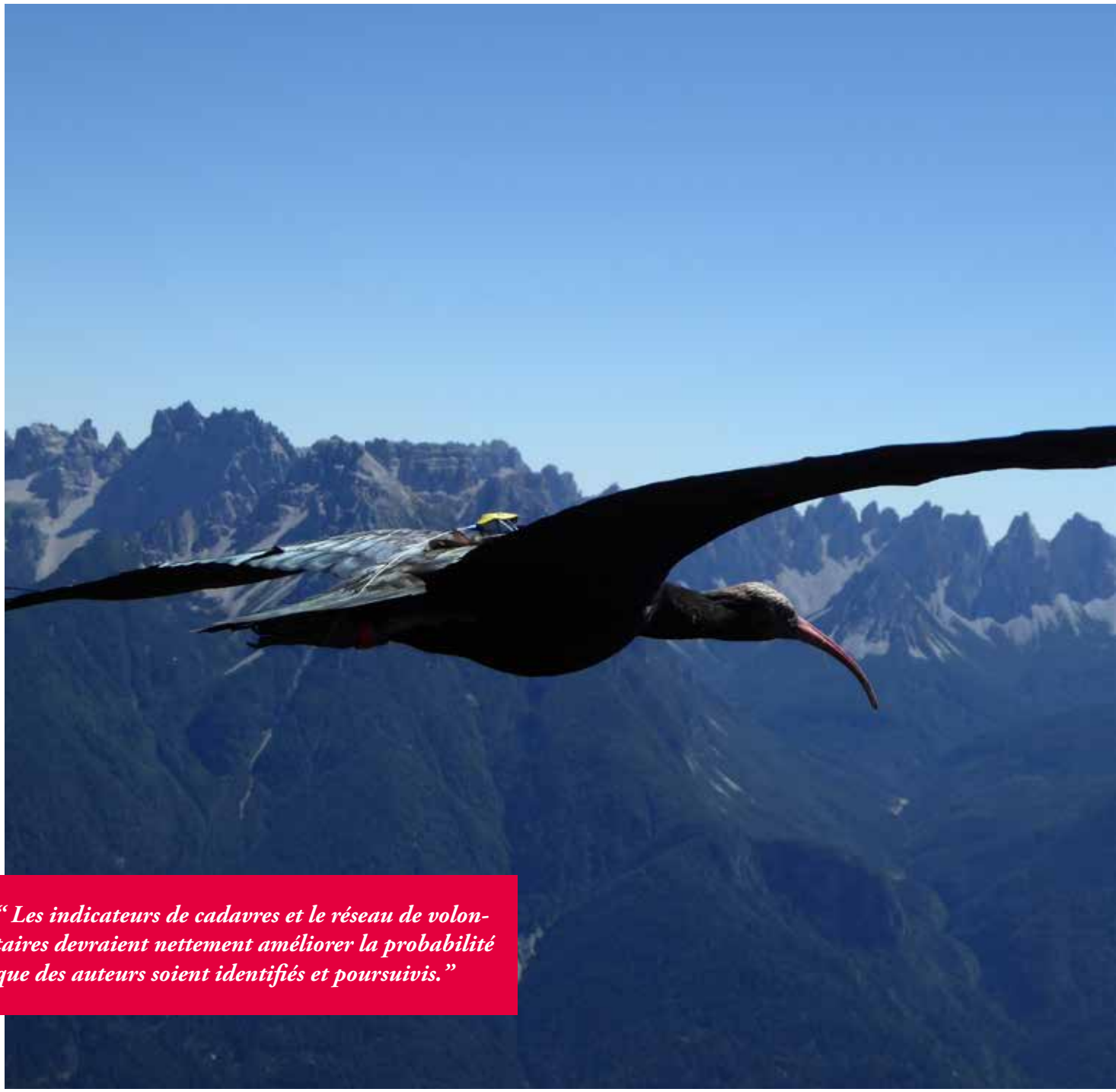
Aucune mortalité enregistrée

Grâce à ce système de patrouille et aux activités concertées de sensibilisation, aucune mort d'oie naine n'a été enregistrée durant le projet, dit Mme Vougioukalou. "Le SPS a aussi révélé plusieurs activités illégales et/ou potentiellement menaçantes — pêche illégale, contrebande de produits de la mer et tourisme sauvage — près des sites de repos situés dans les zones protégées."

Bien que ce projet LIFE soit aujourd'hui terminé, les autorités de gestion du lac de Kerkini et du Parc national du delta de l'Evros continuent à utiliser le SPS pour protéger les sites d'hivernage de l'oie naine.

Mme Vougioukalou pense que c'est la combinaison de "télésurveillance" et de "présence humaine sur le terrain" qui a valu au SPS son succès remarquable. "Ce n'est qu'avec un intérêt véritable et une réelle volonté de protéger la biodiversité que l'on peut tirer d'un système de haute technologie tout le potentiel qu'il recèle."

Photo: LIFE12 BIO/AT/000143



“ Les indicateurs de cadavres et le réseau de volontaires devraient nettement améliorer la probabilité que des auteurs soient identifiés et poursuivis.”

Des patrouilles supplémentaires profitent aux oiseaux à Chypre

Le projet LIFE-FORBIRDS, qui s’est clôturé l’an dernier, a mis en œuvre des mesures pour préserver des espèces d’oiseaux dans les habitats forestiers de basse altitude à Chypre. Il a notamment organisé des activités dans des écoles et mené, via des spots télévisés et des affichages le long des routes, une campagne de sensibilisation à haute visibilité concernant le piégeage et l’abattage illégaux d’oiseaux.

L’équipe du projet a créé un comité de consultation pour proposer des mesures destinées à combattre la criminalité liée aux oiseaux dans trois sites du réseau Natura 2000. Une des mesures les plus efficaces a été de bloquer l’accès aux sites de piégeage et d’augmenter le nombre de patrouilles effectuées par le Service du gibier et de la faune.

Cette mesure a entraîné une hausse de 57% de la détection d’infractions liées aux oiseaux dans les sites protégés. Le suivi révèle que le nombre de couples reproducteurs de trois espèces de passereaux touchées par le piégeage a légèrement augmenté depuis l’application des mesures du projet.

Leçons tirées

- La technologie peut contribuer à prévenir la criminalité liée aux espèces sauvages
- Des mesures telles que les indicateurs de cadavres, les caméras-pièges et les systèmes de patrouilles intelligentes ont tous eu un effet dissuasif concret
- Les solutions technologiques ne sont pas des remèdes miracles: elles doivent être intégrées dans une stratégie plus large impliquant des individus.

Diffuser un message positif contre le braconnage

4

"J'ai vu ces petites étincelles dans les yeux des élèves"

Organiser des activités dans les écoles s'est avéré un moyen efficace pour sensibiliser à la criminalité liée aux espèces sauvages et pour éveiller l'intérêt de jeunes esprits, qui iront répandre le message de respect pour des espèces protégées.

Nouer le dialogue avec des élèves, des étudiants et leurs professeurs est aussi un moyen d'éviter une confrontation directe avec les braconniers et de prévenir la formation d'une nouvelle génération de braconniers. Ce type d'approche est illustré par le projet "A safe haven for wildbirds", qui a été mis en oeuvre dans plusieurs pays méditerranéens. En Italie, le bénéficiaire du projet, l'organisation italienne pour la protection des oiseaux, LIPU, a touché environ 3 000 étudiants et certaines classes se sont jointes aux volontaires de LIPU, aux gardes forestiers régionaux et au Carabinieri pour retirer les pièges des bois environnants. Cette initiative doit son succès à l'"approche positive" adoptée, explique le directeur du projet, Umberto Gallo-Orsi. "Nous n'avons pas abordé directement le problème du braconnage mais avons tenté de souligner l'importance de la biodiversité et, au bout du compte, le problème du braconnage se pose."

Pour certaines écoles de Sardaigne, la "capitale du braconnage", inquiètes à l'idée d'autoriser une ONG à parler de ce problème, une approche indirecte était en réalité une nécessité. En évitant tout type de "blâme", le projet a pu "ouvrir les yeux" de plus de personnes, souligne-t-il. Ce projet a organisé des concours dans les classes et des cérémonies de remise de prix dans les villages, en présence de parents, dans une tentative d'"ouvrir une brèche dans cette culture fermée".

En Grèce et en Espagne, le projet a produit des mallettes pédagogiques, que les enseignants peuvent télécharger. Les écoles dans les "centres névralgiques" des abattages illégaux ont été informées de la disponibilité de ces mallettes pédagogiques.

L'"Homme-oiseau" de Bulgarie

Pour soutenir ses efforts de préservation du vautour percnoptère (Neophron percnopterus), le projet Return of the Neophron a fait participer activement des enseignants de Bulgarie tels que Medjnun Angelov, qui a présenté des exposés devant des élèves d'écoles secondaires et a créé un club d'ornithologie dans son école à Provadia.

Les enfants se sont révélés très réceptifs. "J'ai vu ces petites étincelles dans les yeux des élèves quand je parlais du symbole de la ville, le vautour percnoptère, et quand j'expliquais combien il était important pour la préservation de l'environnement", dit-il.

"J'ai vu une superbe occasion de relier préservation de la nature et enseignement... J'ai utilisé toutes les opportunités qui se présentaient pour emmener les élèves sur le terrain afin qu'ils puissent comprendre les causes du déclin de l'espèce aux niveaux local et mondial."

Un des enfants a participé à une campagne spéciale consacrée aux vautours et s'est même rendu dans l'est du massif des Rhodopes pour en apprendre plus sur la préservation du vautour. Un autre a créé un T-shirt arborant un vautour. M. Angelov a alors organisé un atelier pour stimuler la créativité d'autres élèves, ce qui lui a valu le surnom d'"Homme-oiseau".

Lesser spotted eagle *(Aquila pomarina)* • Photo: Boris Belchev

La publicité en appui des actions de préservation

5

Une campagne de sensibilisation, maintenant dans sa quatrième année, fait mieux connaître la criminalité liée aux espèces sauvages en Bulgarie.

Depuis 2014, une campagne de relations publiques en Bulgarie se concentre sur les personnes qui contribuent à préserver l'aigle pomarin (*Aquila pomarina*). Ce rapace menacé à l'échelle mondiale a été victime du pillage de ses nids et du trafic d'oiseaux et d'œufs, ainsi que du braconnage et d'empoisonnements, autant d'activités illégales. La campagne "Je protège les forêts et les aigles de Bulgarie" a été lancée dans le cadre du projet LIFE for Eagles Forests, en vue de sensibiliser à ces pressions et de promouvoir les mesures de prévention qui se sont avérées fructueuses pour dissuader et poursuivre les auteurs d'infractions liées aux espèces sauvages.

Le grand public, les autorités gouvernementales et les spécialistes sont invités à sélectionner des personnes qui ont apporté de précieuses contributions à la lutte contre ces activités illégales. "Étant donné que les "infractions contre la nature" sont un concept assez peu connu de la plupart des gens, cette campagne s'est fixé pour objectif de les définir. Elle s'est concentrée sur les personnes et sur le récit des infractions qu'elles ont réussi à prévenir — depuis la capture illégale d'animaux sauvages et le vol de nids et d'œufs jusqu'à l'utilisation de pratiques illégales de chasse et à la taxidermie", dit Emilia Yankova de la Société bulgare pour la protection des oiseaux (BSPB), bénéficiaire du projet. En collaboration avec l'Agence forestière nationale, l'ONG a remis le prix à 35 personnes, depuis des citoyens ordinaires, jusqu'à des journalistes, en passant par des douaniers, des policiers et des gardes forestiers.

"La plupart du temps, les candidats ont été proposés par un collègue ou par leur directeur. L'essentiel des personnes sélectionnées l'ont été pour la prévention d'infractions liées à des espèces d'oiseaux protégées ou à des coupes d'arbres illégales", dit Mme Yankova.

Maria Salabasheva, journaliste

Maria Salabasheva est une journaliste de la télévision bulgare basée à Burgas. Elle a reçu le prix "Je protège les aigles et les forêts de Bulgarie" pour sa couverture approfondie du procès et de la condamnation de Jan Ross, un ressortissant britannique déclaré coupable d'avoir collecté, en Bulgarie, des œufs de plusieurs espèces d'oiseaux protégées, dont le vautour fauve[3]. "J'ai trouvé cela intéressant non seulement parce que je ne savais pas auparavant qu'une telle infraction existait mais aussi en raison du côté psychologique d'un tel acte: qu'est-ce qui pousse quelqu'un à commettre une telle infraction? Qu'y a-t-il derrière cette obsession de posséder des choses très rares? Ce sont ces questions qui m'ont motivée à creuser cette affaire", dit Mme Salabasheva. "Ce fut un sujet très inhabituel et intéressant à traiter."

Sa couverture du sujet pour la télévision publique bulgare et la chaîne privée TV7 a attiré beaucoup d'attention. "Les gens ne connaissaient pas l'ampleur de toute cette affaire. La révélation des détails, des pièces du puzzle a suscité l'intérêt de beaucoup de gens."

Mme Salabasheva est convaincue du pouvoir de la publicité dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages: "Les médias jouent un rôle important dans la nation; aussi, si des organisations à but non lucratif et des personnes qui travaillent dans ce domaine collaborent avec les médias, les résultats seront vite visibles. Une plus grande publicité autour de cette problématique fera la différence; petit à petit, étape par étape, pas à pas, nous obtiendrons quelques très bons résultats."

"Je suis pianiste de concert classique; j'ai joué à Carnegie Hall et ai reçu beaucoup de prix. Mais je me suis sentie honorée de recevoir ce prix. C'est bon de savoir que l'on a contribué à changer les choses", dit-elle.

3. http://www.lifeneophron.eu/en/video-gallery/2/51.html

Veselin Kolev - Récompensé par le prix "I protect the Eagles and Forests of Bulgaria" prize.

"Une plus grande publicité autour de cette problématique fera la différence; petit à petit, étape par étape, pas à pas, nous obtiendrons quelques très bons résultats."

Les personnes sélectionnées pour le prix révélation de la culpabilité d'auteurs d'infractions liées à des espèces sauvages

Sept des personnes sélectionnées l'ont été en rapport avec des affaires portées devant les tribunaux: cinq pour actes illégaux contre des oiseaux et deux contre des tortues. Chaque année, 10 personnes sélectionnées se voient remettre un prix lors de cérémonies spéciales qui ont lieu dans tout le pays pendant le festival de la semaine des forêts nationales.

Les lauréats reçoivent un diplôme, une médaille et un prix de 150 leva.

"Cette campagne vise à sensibiliser le public et les professionnels travaillant sur le terrain et on espère qu'elle aura un impact positif sur la criminalité liée aux espèces sauvages et sur les abattages illégaux", conclut Mme Yankova.

Mettre en exergue le mal causé par le piégeage d'oiseaux

Le piégeage d'oiseaux est une pratique illégale qui implique la capture de grands nombres d'oiseaux par des moyens non sélectifs tels que des pièges à glu et des filets japonais. Chypre est un des pays où cette forme de chasse est encore pratiquée. Plus de 200 espèces d'oiseaux en sont victimes et jusqu'à 2 millions d'oiseaux par an sont tués illégalement.

Le projet BIOforLIFE a mené une vaste campagne de communication dans le pays pour mieux faire comprendre le concept de biodiversité. Menée conjointement par un conglomérat de médias, une ONG et le Département de l'Environnement, cette campagne a ciblé tant le grand public, que des groupes d'intérêts pertinents et des décideurs politiques. En particulier, il a mis en lumière la gravité des abattages d'oiseaux qui ont lieu chaque année pendant la saison des migrations, quand des millions d'oiseaux survolent Chypre. Des débats télévisés ont abordé le problème du piégeage illégal et aveugle d'oiseaux devant un public plus large. Cette campagne a entraîné une hausse mesurable du degré de sensibilisation à la question en rapport avec les oiseaux chanteurs. Des enquêtes réalisées à la clôture du projet ont montré que 95% des répondants étaient conscients des raisons pour lesquelles des personnes étaient opposées à l'abattage de la fauvette à tête noire (ambelopoulia); au début du projet, ce chiffre était de 47%.

Action conjointe contre la chasse et la pêche illégales

6

Des projets en Bulgarie et en Italie montrent l'importance de créer des partenariats avec des parties intéressées pour rédiger et appliquer des protocoles anti-braconnage et promouvoir des sources alternatives de revenus pour les populations locales.

"Chaque oiseau d'une espèce menacée étranglé dans un filet est une perte majeure; aussi, nous poursuivons notre travail. "

"Avant le projet LIFE FOR THE BOURGAS LAKES, des activités illégales, surtout la pêche illégale, constituaient une menace pour les oiseaux et les lacs", dit Konstantin Gospodinov, de la Société bulgare pour la protection des oiseaux/BirdLife Bulgarie. "Le grand public et les autorités en charge du respect de la loi connaissaient peu cette problématique."

Même des organisations de protection de la nature ne connaissaient pas toute l'ampleur de cette menace, se souvient-il.

"Nous avons compris que nous ne pourrions pas attendre des organismes chargés de l'application de la loi qu'ils s'attaquent seuls à ce problème" dit M. Gospodinov. "Notre but a donc été de trouver un moyen de renforcer et aider les organismes chargés de l'application de la loi."

La pêche illégale fait peser une grave menace sur les oiseaux parce qu'elle se pratique principalement la nuit, lorsque les oiseaux nicheurs ou au repos sont particulièrement vulnérables aux perturbations. Le matériel illégal de pêche caché et les filets jetés sont très problématiques la nuit parce que les oiseaux ne les voient pas et peuvent être pris au piège et se noyer.

Rassembler les organisations

Lorsque le projet LIFE a été lancé en 2010, “il régnait une tension entre les organisations, surtout entre les organisations de pêcheurs à la ligne et l’organisme responsable de la lutte contre la pêche illégale dans les lacs, à savoir l’Agence nationale pour la pêche et l’aquaculture (NAFA)”, explique M. Gospodinov. Ce projet a été un catalyseur permettant à des organisations d’origines différentes de collaborer et de soutenir ensemble le respect de la loi.

“Nous avons mis en place une unité centrale pour mener des patrouilles conjointes contre le braconnage”, poursuit-il. Cette unité a effectué 170 patrouilles sur les sites du réseau Natura 2000 pendant quatre ans, travail qui a abouti à des amendes et à la saisie de filets et de bateaux. Ces patrouilles conjointes ont aussi sensibilisé au problème et montré comment ce type de coopération peut être à la fois efficace et viable.

“Même si la NAFA a des capacités limitées, les gens ont vu qu’il était possible de réussir à résoudre ce problème avec l’appui d’autres organismes”, dit M. Gospodinov. “Nous avons établi un partenariat entre la NAFA et six organisations ici à Bourgas, dont des associations de pêcheurs à la ligne et de chasseurs, des clubs de pêche sportive et des organisations de protection de la nature.”

La clé du succès de ces partenariats, selon M. Gospodinov, a été que les organisations ont soutenu les organismes chargés du respect de la loi plutôt que de blâmer ceux-ci pour leur inefficacité. “Il nous a fallu environ deux ou trois ans pour parvenir à cet accord de partenariat. Beaucoup de mes collègues pensaient que ce serait impossible mais, maintenant, c’est devenu une pratique courante.”

La chasse illégale aux lacs de Bourgas a un impact majeur sur les espèces d’oiseaux. Pour prévenir de tels actes, l’équipe du projet a travaillé avec les associations nationales de chasseurs. “Ensemble, nous avons rédigé un guide pour aider les chasseurs à reconnaître les espèces, surtout celles qui sont très similaires, et à distinguer celles qui peuvent être chassées de celles qui sont protégées. Ce guide a été réédité plusieurs fois par notre ministère et a aussi été publié dans d’autres pays, tels que la Grèce et l’Ouzbékistan”, dit M. Gospodinov.

Ce projet a instauré une pratique consistant à signaler aux autorités locales des observations d’activités illégales de pêche ou de chasse. Cette pratique a garanti un retour d’informations et a donné aux gens des assurances quant au traitement de leurs signalements dans toute l’étendue de l’application de la loi.

“À la fin de 2015, nous pouvions affirmer que le nombre de signalements d’activités illégales avait augmenté mais que le nombre d’infractions avait diminué. Les auteurs d’infractions ne voulaient pas recevoir d’amendes ou voir leur matériel confisqué.”

Photo: Svetoslav Spasov

Une association de protecteurs de l'environnement, de chasseurs et de pêcheurs

L'équipe du projet a reconnu le potentiel économique des lacs. "Ces lacs sont très poissonneux et s'ils sont gérés de façon durable, il y a des activités, telles que la pêche sportive et la pêche à la ligne, qui peuvent constituer un "obstacle naturel" aux activités illégales. Forts de ces constats et du succès remporté par le partenariat, nous avons créé en 2012 l'"Association des organisations de protection de l'environnement, des unions des chasseurs et pêcheurs à la ligne et des clubs de pêche sportive de Bourgas" pour favoriser ces types d'activités", dit M. Gospodinov.

Cette association montre comment des organisations aux intérêts potentiellement conflictuels peuvent être rassemblées autour d'un but commun.

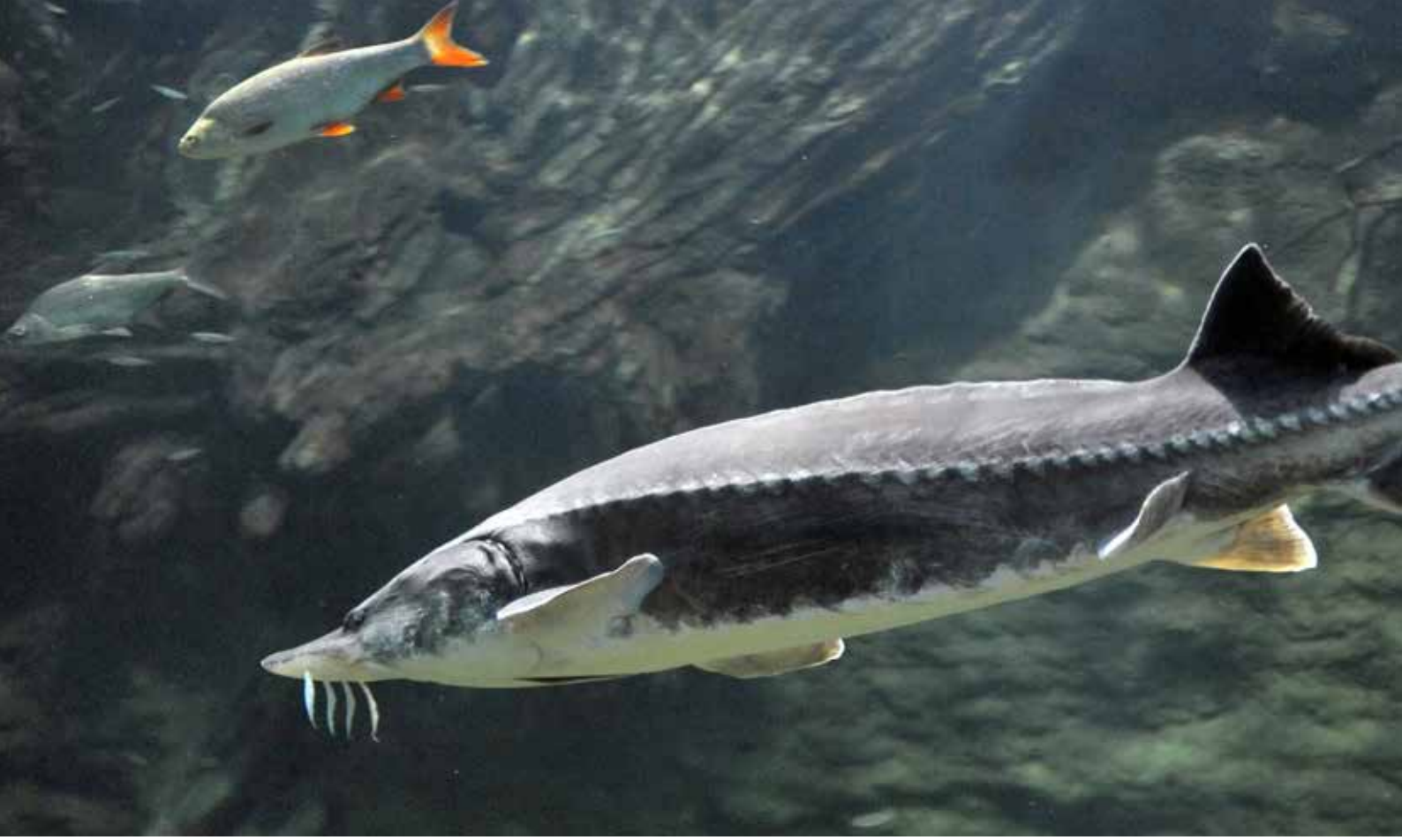
"Lorsque nous avons débuté nos activités, la pêche commerciale était encore autorisée dans ces lacs. À l'époque, les autorités pensaient qu'il était impossible de distinguer la pêche légale et la pêche illégale", explique M. Gospodinov. "Lorsque nous avons créé l'association, nous avons travaillé dur avec les parties prenantes pour changer cela. Nous avons contribué à l'instauration d'une interdiction de la pêche commerciale parce que celle-ci était utilisée comme couverture pour des pratiques de pêche illégale, qui constituaient une concurrence déloyale vis-à-vis des fermes aquacoles."

Ces dernières années, nous avons noté des progrès considérables dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages aux lacs de Bourgas mais, dit M. Gospodinov, il reste beaucoup à faire pour éliminer cette menace. "Chaque oiseau d'une espèce menacée étranglé dans un filet est une perte majeure; aussi, nous poursuivons notre travail."

Protéger les barbeaux contre la pêche illégale

Une des principales réalisations du projet LIFE Barbie, qui visait à améliorer le statut des popula-tions de barbeau, menacées et en danger, dans les rivières du nord de l'Italie, a été la rédaction d'un protocole contre le braconnage. L'impact de la pêche illégale dans certaines zones est "considérable", dit Francesco Nonnis Marzano de l'Université de Parme, qui a dirigé ce projet. "Alors que la pêche illégale cible principalement des espèces non indigènes, elle amène au bord de l'extinction des espèces mêmes autochtones ayant de très faibles populations."

Pour avancer sur ce sujet, nous avons signé, avec des associations de pêche à la ligne, un pro-tocole qui a ouvert un dialogue avec les pouvoirs publics et "a même suscité des appels télé-phoniques lorsque quelque chose d'illégal se passait sur la rivière", dit le professeur Nonnis Marzano. Néanmoins, même si les associations portent plus d'attention à la pêche illégale et ef-fectuent des contrôles parmi leurs membres, il faut consentir plus d'efforts pour arrêter des pê-cheurs d'autres pays, qui sont responsables d'une grande partie de la pêche illégale. Pour en-core améliorer la prévention, il faut instaurer plus de contrôles et des amendes plus sévères.



Beluga sturgeon *(Huso huso)* • Photo: LIFE11 INF/AT/000902/Lubomir Hlasek

Travailler avec les pêcheurs pour sauver l'esturgeon du Danube

7

Les projets LIFE sensibilisent aux esturgeons menacés et encouragent des alternatives à la pêche illégale sur le Danube.

Les dernières populations viables d'espèces d'esturgeons du cours inférieur du Danube sont menacées par le braconnage et par le commerce illégal du caviar. Des interdictions de la pêche à l'esturgeon ont été imposées en Roumanie et en Bulgarie en 2006 et en 2011, respectivement, mais sans mécanisme d'indemnisation des pêcheurs pour perte de revenus. Les activités criminelles restent un problème majeur.

Le projet Saving Danube Sturgeons (2012-2015) a pris des mesures pour réduire la pêche illégale dans 15 communautés le long du Danube, en Roumanie et en Bulgarie, en créant notamment un réseau de "défenseurs des esturgeons". Dans le projet de suivi, LIFE FOR DANUBLE STURGEONS, ces défenseurs mettent au point des mesures socio-économiques qui proposent des alternatives réalistes aux pêcheurs qui pratiquaient jadis à la pêche à l'esturgeon.

Défenseurs des esturgeons

Le rôle des défenseurs des esturgeons est de se rendre dans les communautés de pêcheurs, d'agir comme médiateurs entre les pêcheurs et les autorités, de fournir les dernières informations sur la pêche, d'écouter les préoccupations des pêcheurs et de collaborer avec eux pour trouver des solutions à leurs problèmes. À mesure que la reconnaissance des défenseurs des esturgeons s'accroît, les pêcheurs sont plus enclins à discuter avec eux.

Les défenseurs des esturgeons Cristina Munteanu, coordinatrice du projet, et George Caracas, tous deux du WWF Roumanie, explorent les alternatives au braconnage, telles que l'aquaculture et le tourisme, et les possibilités de se tourner vers d'autres poissons pour le marché, notamment le barbeau, la carpe, la perche, le brochet et la brème.

> ***"Nous avons rencontré les directeurs des associations de pêche deux ou trois fois, pour apprendre à mieux nous connaître et pour leur faire comprendre que nous ne sommes pas des méchants"***

LIFE15 GIE/AT/001004
Titre: LIFE FOR DANUBE STURGEONS
Bénéficiaire: WWF Austria
Contact: Jutta Jahrl
Email: sturgeons@wwf.at
Site web: https://danube-sturgeons.org/the-project/
Durée: du 01-OCT-2016 au 31-DÉC-2020
Budget total: 1 852 000 €
Contribution LIFE: 1 108 000 €

Ils ont constaté une réduction du nombre d'esturgeons braconnés depuis le début des projets LIFE. Ce résultat a été obtenu en partie via leur travail auprès de plusieurs associations de pêcheurs, qui leur a permis d'atteindre plus de 200 pêcheurs (voir encadré). Étant donné qu'il y a quelque 4 000 pêcheurs commerciaux le long du Danube rien qu'en Roumanie, il reste beaucoup à faire. Néanmoins, l'idée est d'amener quelques associations à collaborer avec eux, afin de donner un bon exemple que d'autres associations peuvent suivre.

"À un moment donné, la communication entre les autorités et les pêcheurs s'est arrêtée. Nous voulons restaurer cette communication car elle est clairement nécessaire", explique M. Caracas. Il se rappelle que les premières tentatives de prises de contact directes avec les pêcheurs ont échoué. Alors nous avons rencontré les directeurs des associations de pêche deux ou trois fois, pour apprendre à mieux nous connaître et pour leur faire comprendre que nous ne sommes pas des méchants; ensuite, nous avons pu appeler les pêcheurs et ils ont répondu à nos questions."

"Nous avons constaté que les pêcheurs étaient prêts à accepter une interdiction à long terme de la pêche à l'esturgeon, à condition qu'ils soient récompensés s'ils attrapaient accidentellement un esturgeon et le relâchaient ou à condition qu'ils puissent tirer un revenu d'autres sources", dit Mme Munteanu.

Associations de pêcheurs

Le projet Saving Danube Sturgeons a établi les premières collaborations entre des organisations de préservation de la nature et des associations locales de pêcheurs en Roumanie et en Bulgarie. Les défenseurs des esturgeons apprennent quelles sont les préoccupations des pêcheurs et aident ceux-ci à mettre sur pied des sources alternatives de revenus qui soient compatibles avec une pêche durable.

"Actuellement, il est interdit de pêcher des esturgeons, donc il nous faut des alternatives économiques", dit Marian Chinan, président de l'Association des pêcheurs de Borcea. "Il est très difficile de vivre exclusivement de la pêche. La construction d'une nouvelle infrastructure pour la navigation sur le Danube a eu un impact négatif sur les stocks de poissons." L'Agence nationale pour la pêche et l'aquaculture (NAFA), qui dépend du ministère roumain de l'Agriculture, fixe des quotas de pêche annuels pour les associations de pêcheurs. "Nous voulons être associés au processus de fixation des quotas de pêche. Nous sentons que l'esturgeon est en déclin mais c'est difficile d'en être sûr car il n'y a pas de bon suivi de l'espèce", dit M. Chinan.

"Le projet LIFE FOR DANUBE STURGEONS nous aidera à collaborer avec les autorités en matière d'application de la législation et, bien entendu, à résoudre certains problèmes", dit Marian Cristea, président de l'Association des pêcheurs de Fetesti. "Les poissons que nous pêchons sont vendus directement à des clients locaux ou conservés pour nourrir les familles des pêcheurs. Le quota de poissons que nous pouvons pêcher par bateau et par an est de 850 kg, ce qui n'est pas beaucoup car nous avons en moyenne trois pêcheurs par bateau." Il espère que le projet pourra les aider à évaluer de nouvelles sources de revenus dans les principales communautés de pêcheurs.

Ateliers sur les sources alternatives de revenus

L'interdiction de la pêche à l'esturgeon réduit les revenus et peut rendre la pêche illégale tentante. Pour résoudre ce problème, le projet Saving Danube Sturgeons a organisé des ateliers dans 14 communautés de pêcheurs, afin de leur montrer comment solliciter des fonds publics. Dans un cas en Bulgarie, une nouvelle association de pêcheurs a été créée pour permettre à une communauté de demander un financement.

Les ateliers ont aussi soutenu l'élaboration de plans d'activités concrets pour des sources alternatives de revenus dans les communautés de pêcheurs. Les efforts ciblent aussi les jeunes, qui représentent l'avenir des communautés riveraines dans une région relativement défavorisée. L'ouverture de nouvelles opportunités d'emploi pourrait prévenir l'exode rural.

En résumé, l'équipe du projet LIFE en cours pense que les pêcheurs se montrent plus enclins à protéger les esturgeons et que cela pourrait réduire le braconnage.

1

Problème:
Les procureurs et les juges n'ont pas suffisamment de moyens pour faire respecter les directives européennes sur la protection de la nature. C'est particulièrement le cas dans les pays méditerranéens et dans certaines parties de l'Europe orientale.

Solution:
LIFE Natura Themis forme des procureurs, des juges et des juristes en Crète. LIFE Justice4Nature fournira des cours en ligne pour les personnes travaillant pour des organismes d'application de la législation environnementale en Pologne.

Résultat:
Des centaines de gardes forestiers, de juristes, de procureurs et de juges devraient participer à des formations. Ces formations contribueront à développer les capacités et la gouvernance en matière de poursuites contre des auteurs d'infractions liées aux espèces sauvages et à instaurer une responsabilité pour des dommages à la biodiversité dans les zones Natura 2000 en Crète et en Pologne.

Pour en savoir plus, voir page 40.

2

Problème:
Nombre de douaniers n'ont pas les connaissances nécessaires pour faire respecter les lois concernant les espèces protégées. En particulier, ils peuvent éprouver des difficultés à identifier si une espèce peut légalement traverser les frontières de l'UE.

Solution:
Le projet Return of the Neophron a formé des douaniers de Bulgarie et de Grèce, ce qui a accru leur capacité à traiter des infractions liées à des oiseaux. Au total, 127 douaniers ont participé à des séminaires et à des réunions et un douanier a même reçu une formation spécialisée au Royaume-Uni. Ce projet a aussi publié un manuel sur la prévention du trafic d'espèces en danger, disponible en bulgare, en grec et en albanais.

Résultat:
Six cas d'infractions liées à des oiseaux ont été portés devant les tribunaux à la suite de ces actions. Les douaniers sont mieux sensibilisés et plus sûrs de leur capacité à traiter des infractions liées à des oiseaux.

Pour en savoir plus, voir page 42.

3

Problème:
Nombre de pays hors UE offrent une protection juridique théorique aux espèces d'oiseaux migrateurs. Dans la pratique, les gardes forestiers, les agences de protection de l'environnement et les organismes chargés d'appliquer la loi n'ont pas les connaissances ni la formation requises pour faire respecter ces législations.

Solution:
Les projets LIFE peuvent collaborer avec des partenaires locaux actifs dans la préservation de la nature le long des voies de migration entre l'Europe et l'Afrique afin de développer les capacités. Des projets de préservation du vautour percnoptère prouvent que c'est possible.

Résultat:
Des organisations partenaires au Niger et au Nigeria ont sensibilisé les communautés locales et les responsables locaux à l'importance de protéger le vautour percnoptère. Les leçons tirées sont maintenant appliquées tout au long des voies de migration..

Pour en savoir plus, voir page 44.

Chapitre 3

Formation, échange d'informations et collecte des preuves

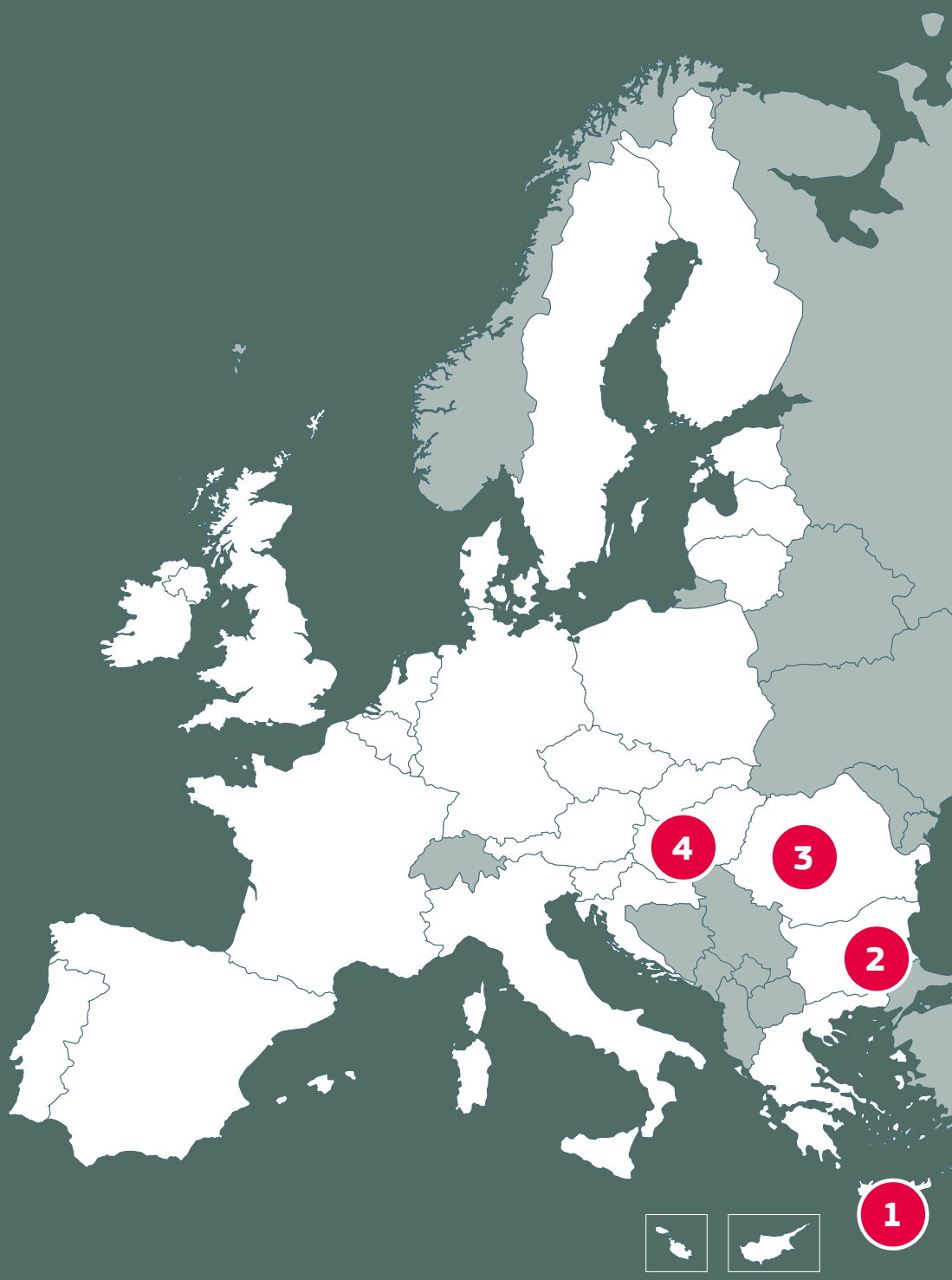
4

Problème:
Il est difficile de réunir des preuves d'empoisonnement d'espèces sauvages.

Solution:
Des formations et des échanges de bonnes pratiques aident les unités cynophiles de détection de poisons à identifier rapidement des cas d'empoisonnement d'espèces protégées et à recueillir des preuves.

Résultat:
Les preuves réunies par les unités cynophiles de LIFE ont mené à des procès en Espagne, en Hongrie et ailleurs.

Pour en savoir plus, voir page 46.



1

Formation juridique au secours des espèces sauvages grecques

En formant des juristes professionnels, LIFE Natura Themis entend encourager l'application effective des législations qui protègent la biodiversité dans les sites Natura 2000 en Crète.

"Nos recherches ont mis en lumière des lacunes dans la mise en œuvre de la législation environnementale en Crète", dit Michalis Probonas, de l'Université de Crète (UoC), coordinateur du projet LIFE Natura Themis. "Cette faiblesse est principalement due à la méconnaissance des problématiques environnementales au sein du système judiciaire, de l'administration publique et parmi les citoyens." L'équipe du projet a organisé, pour les juges, les procureurs, les fonctionnaires et les ONG environnementales, des séminaires de formation qui se tiendront en 2018.

"Le but de ces séminaires pour les juges et les procureurs est d'améliorer leur capacité à identifier des infractions liées aux espèces sauvages en tant qu'affaires distinctes à poursuivre et de leur donner les aptitudes nécessaires pour garantir l'application correcte et efficace du droit environnemental de l'UE et de la directive sur la prévention et la réparation des dommages environnementaux, par rapport à la biodiversité, dit M. Probonas. Ces séminaires constituent en outre un précieux lieu d'échange de connaissances et d'expériences.

Nombre de personnes qui devraient participer aux séminaires du projet:

- *600 juristes*
- *300 procureurs et juges*
- *150 membres d'ONG environnementales*
- *100 fonctionnaires*

Pour compléter ces séminaires, l'équipe du projet publie des guides techniques destinés aux services judiciaires, aux juristes, aux fonctionnaires et aux citoyens. Ces guides faciliteront la poursuite des infractions liées aux espèces sauvages et la mise en œuvre de la directive sur la prévention et la réparation des dommages environnementaux en Grèce.

Photo: © 2017 – LIFE14 GIE/GR/000026/NHMC/Popi Baxevani. All rights reserved. Licensed to the European Union under conditions.

"Il est très important que les juges et les procureurs comprennent que les infractions environnementales sont des infractions graves et non des délits de moindre importance ."

Point de vue d'un procureur

Panagiotis Panagiotopoulos est procureur et membre du Comité d'experts du projet LIFE Natura Themis. Il a occupé le poste de représentant du ministère public d'Héraklion auprès d'un tribunal de première instance en 2014.

"Je suis très intéressé par la protection de l'environnement", dit M. Panagiotopoulos, qui a, par le passé, poursuivi en justice des auteurs d'infractions environnementales. "LIFE Natura Themis peut donner aux professionnels de la justice des statistiques importantes sur la criminalité environnementale, des informations sur la préservation de la biodiversité et la nécessité de protéger les espèces sauvages et des informations sur la façon dont le droit pénal et le droit civil protègent l'environnement", explique-t-il.

"Il est très important que les juges et les procureurs comprennent que les infractions environnementales sont des infractions graves et non des délits de moindre importance", pense M. Panagiotopoulos. "Il est important de comprendre que les infractions environnementales détruisent la qualité de nos vies. Si l'on comprend à quel point ces infractions sont nuisibles, on peut les juger de façon plus stricte."

LIFEJustice pour la nature

Pour améliorer la capacité de la Pologne à mettre en œuvre la politique européenne de protection de la nature, il est nécessaire "de mieux sensibiliser et faire connaître la protection de la nature aux autorités judiciaires et aux autorités en charge de l'application de la loi", explique Renata Putkowska-Smoter, directrice de LIFEJustice for Nature.

Ce projet mettra au point des cours en ligne et des séminaires de formation gratuits pour les juges et les autorités chargées de l'application de la loi (policiers, procureurs et gardes forestiers) et s'emploiera à améliorer la coopération locale entre ces autorités et les directions régionales en charge de la protection de l'environnement. Le but ultime est d'assurer une protection effective de la nature.

Photo: LIFE11 INF/IT/000253

Une formation ciblée aide les douanes à lutter contre le commerce illicite d'espèces sauvages

2

Photo: LIFE12 NAT/BG/001218

Le projet Return of the Neophron a formé des douaniers de Bulgarie et de Grèce, ce qui a accru leur capacité à réprimer le trafic d'oiseaux et d'œufs. Des douaniers du poste-frontière de Kipoi à la frontière gréco-turque ont, notamment, pris part à ce projet.

Le poste-frontière de Kipoi est le point de passage de la frontière gréco-turque le plus fréquenté. "Environ un million de personnes entrent et sortent de l'UE à ce point de passage. Et de 70 000 à 80 000 camions y passent aussi, dit Athanasious Grigoriou, directeur du poste de douane de Kipoi. "C'est un trafic important, qui ne cesse de croître." Des contrôles du trafic commercial et du trafic de passagers ont lieu conformément au système européen d'analyse du risque. "Nous effectuons tous les types de contrôles", explique M. Grigoriou. "Tabac, cigarettes, alcool, drogues, argent, armes, immigration clandestine, menaces extérieures, CITES [espèces protégées] et trésors archéologiques."

En 2014, des membres du WWF de Dadia, dans le nord-est de la Grèce, partenaires du projet Return of the Neophron, ont organisé un exposé à l'attention des douaniers du poste-frontière de Kipoi. "Le but était d'aider nos douaniers à en savoir plus sur les trafics illégaux et de pouvoir reconnaître si un oiseau ou un œuf peut ou non passer la frontière ou être transféré ou s'il faut des documents appropriés pour ce faire", dit M. Grigoriou.

Difficile à gérer

"Il est difficile pour nous de gérer ces types de cas, qui sont, pour la plupart du temps, pas courants, ajoute-t-il.

Environ 20 douaniers de Kipoi, dont George Kansizoglou, ont assisté à cette formation. "Nous devons appliquer une législation très large et nous nous fixons des priorités lorsque nous effectuons des contrôles. Nous fixons des priorités dans les cas qui nous semblent importants. Quand vous ne connaissez pas bien une problématique, vous avez peur de prendre des décisions."

L'appui du projet Return of the Neophron a eu un impact direct sur le travail de M. Kansizoglou et de ses collègues. Depuis 2014, le poste-frontière a traité quatre infractions liées à des espèces sauvages. "Nous n'en avions pas eu auparavant mais lorsque nous avons à l'esprit que ce type d'infraction existe" — on y pense lorsqu'on effectue un contrôle", dit-il.

"Le premier cas, en 2014, a été une buse féroce (*Buteo rufinus*) transportée de la Turquie vers l'UE. Ce fut le cas le plus important parce qu'il s'agissait d'un oiseau vivant", explique M. Grigoriou. Au départ, nous pensions que c'était un faucon pour la fauconnerie. Mais comme nous venions d'assister à la présentation du projet, nous savions qu'il valait mieux vérifier deux fois qu'une. Nous avons demandé aux personnes qui travaillaient là de venir et de certifier que c'était illégal."

Manuel pour les douaniers

Le projet Return of the Neophron a aussi publié un manuel sur la prévention du trafic d'espèces en danger, disponible en bulgare, en grec et en albanais. Ce manuel se concentre principalement sur les oiseaux de proie, ainsi que sur les hiboux, les oiseaux chanteurs et les œufs de certaines espèces protégées en vertu de la CITES ou de la directive Oiseaux de l'UE. "C'est un guide très pratique et facile à utiliser pour les douaniers. S'ils ont un doute concernant un cas, il leur suffit d'ouvrir le livre, de voir de quelle espèce il s'agit, où cette espèce est citée dans la législation, quel est son statut et aussi comment agir", explique Dimitar Gradarinov, en charge de la criminalité liée aux oiseaux à la BSPB.

"Je pense que ce guide aura un impact considérable sur la détection d'infractions concernant des oiseaux", dit Mirjan Topi, de l'Association de protection et de préservation de l'environnement naturel en Albanie, un des collaborateurs locaux de ce projet LIFE. "Il s'agit du premier livre de ce type en albanais. Or, les responsables de l'application des lois destinées à protéger les espèces sauvages en Albanie manquent réellement de connaissances à ce sujet et éprouvent des difficultés à identifier les espèces. Ce livre les aidera dans les deux cas.

Photo: Ravisangeetha/CC BY-SA 4.0

"Grâce à cette coopération avec les personnes travaillant pour ce projet, nous nous sentons plus à l'aise et n'avons pas peur de relever le défi posé par ce type de cas."

Les collaborations mènent à des condamnations

La certification de l'espèce a été effectuée par le Service forestier de Soufli, l'autorité compétente pour les matières environnementales dans la région. "La loi nous oblige à réagir lorsqu'on fait appel à nous. Lorsqu'un incident survient, ils nous appellent pour que nous venions certifier l'espèce", explique Panayiotis Alexoudis, directeur du Département de la protection des forêts au sein du Service forestier de Soufli. Son équipe a demandé l'appui des partenaires du projet Return of the Neophron (WWF Grèce) à Dadia pour identifier le rapace trouvé à Kipoi. "Nous collaborons avec le WWF Grèce et l'Organe de gestion du Parc national de Dadia parce qu'ils ont des connaissances plus spécialisées dans certains domaines", note M. Alexoudis.

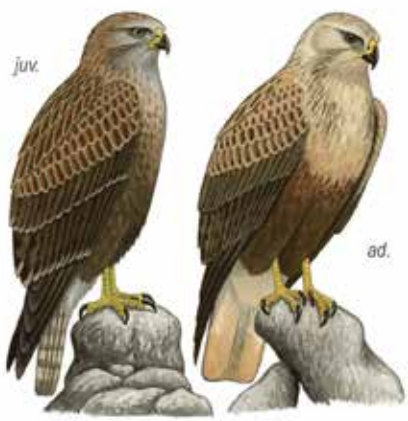
M. Grigoriou, du Poste de douane de Kipoi, se souvient que le certificat a été demandé le 5 septembre 2014, "et nous l'avons eu le 6". Il faut être rapide parce que nous ne pouvons détenir quelqu'un plus de 24 heures. Une fois que nous avons le certificat, nous informons le parquet de cette zone. Dans certains cas, nous pouvons imposer une amende nous-mêmes, en vertu du code des douanes."

La réaction rapide a permis de garantir la transmission de l'affaire au parquet. L'auteur — un ressortissant britannique — s'est vu imposer une amende de 768 euros et une peine de prison avec sursis. "S'il commet le même type d'infraction dans les trois prochaines années, il ira en prison", note M. Kansizoglou.

M. Grigoriou est très enthousiaste quant aux bénéfices apportés par l'aide de LIFE à son équipe. "Grâce à cette coopération avec les personnes travaillant pour ce projet, nous nous sentons plus à l'aise et n'avons pas peur de relever le défi posé par ce type de cas."

Un nouvel exposé sur la criminalité liée aux oiseaux est prévu pour 2018, grâce au nouveau projet LIFE consacré au vautour percnoptère (Egyptian Vulture New LIFE). Cela rafraîchira la mémoire des douaniers et garantira que de nouvelles recrues pourront traiter des cas similaires à l'avenir. Les douaniers sont aussi équipés de copies d'un manuel publié en trois langues par la BSPB, dans le cadre du projet Return of the Neophron (voir au dessus).

Manuel pour les douaniers
illustration de
Buteo rufinus:



ILL: LIFE10 NAT/BG/000152

3

Lutter contre la chasse illégale le long des voies de migrations

Les projets LIFE de préservation des vautours percnoptères élargissent leur champ d'action au delà des sites de reproduction dans les Balkans pour prendre des mesures tout le long des voies de migration de cette espèce. Ils contribuent aussi à développer les capacités locales de préservation, à acquérir de nouvelles connaissances et à mieux sensibiliser les populations à cette espèce très précieuse.

Paschalis était un jeune vautour percnoptère (Neophron percnopterus) né en 2013 à Dadia, Grèce, et équipé d'une balise de transmission par satellite dans le cadre du projet LIFE Return of the Neophron. Il était le seul juvénile sur 10 à avoir réussi à migrer jusqu'aux sites d'hivernage dans le sud du Niger. À la fin de février 2014, le bénéficiaire coordonnateur du projet, la Société bulgare pour la protection des oiseaux (BSPB), a constaté que sa balise émettait un signal depuis le même lieu depuis un long moment, avant de perdre le signal. C'était un indice qu'il pourrait y avoir un problème. Le dernier signal émis par l'oiseau en pleine nature a été reçu d'un site situé à environ 115 km au nord-ouest de Zinder (à quelque 140 km de la frontière avec le Nigeria) et les signaux suivants provenaient d'une maison dans le village le plus proche. Quelques jours plus tard, l'émetteur a été exporté au Nigeria.

La BSPB a contacté ses partenaires du projet LIFE au sein du Fonds pour la préservation du Sahara (SCF) au Niger et de l'Institut de recherche ornithologique A.P. Leventis (APLORI) de l'Université de Jos au Nigeria afin qu'une enquête soit menée. Ces enquêtes simultanées ont eu lieu en mars et avril 2014 et ont révélé des informations cruciales maintenant utilisées pour protéger les vautours percnoptères et d'autres espèces migratrices[4].

Qu'est-il arrivé à Paschalis?

"Le dernier lieu connu n'était pas très loin d'où j'habitais autrefois; j'ai donc envoyé une équipe de collègues locaux pour enquêter. Ils ont réussi à obtenir les raisons pour lesquelles ce vautour a été tué", se rappelle Thomas Rabeil, du SCF.

L'enquête a révélé que Paschalis avait été tué par un chasseur traditionnel de vautours qui vient régulièrement du Nigeria. Son but était de vendre l'oiseau à des clients au Nigeria pour des cérémonies traditionnelles d'"argent du sang" [juju].

"Les habitants de certaines zones du Nigeria pensent que le vautour est un animal très intelligent. Si vous tuez un vautour ou si vous en faites un usage basé sur des croyances — par ex. manger des morceaux du vautour et en garder sur vous, d'une certaine manière, vous pourrez devenir aussi intelligent que l'oiseau lui-même", explique Manu Shiiwua, PhD, directeur d'APLORI. Par exemple, certaines personnes pensent qu'en fumant le cerveau du vautour, ils pourront voir l'avenir.

APLORI a découvert l'existence d'un vaste marché pour les morceaux de vautour dans le sud-ouest du Nigeria. "Chaque morceau de vautour, y compris ses déjections, est vendue au marché. Cette pratique ne se limite pas aux vautours mais concerne aussi d'autres espèces d'oiseaux, dit M. Shiiwua. Bien qu'illégaux, "ces marchés ne sont pas un secret; ils constituent une pratique traditionnelle et c'est là que réside la difficulté."

Les morceaux de vautours sont précieux et l'histoire de Paschalis a montré que le marché des morceaux de vautours au Nigeria avait aussi un impact négatif sur cette espèce dans les pays voisins, tels que le Niger et le Tchad. "Au Niger, on raconte des blagues sur le fait qu'une fois que les rapaces traversent la frontière nigériane, ils ne reviennent jamais! Nous ne savions pas pourquoi mais, maintenant, nous en comprenons les raisons", dit M. Rabeil, PhD.

4. Le récit complet figure sur la page: http://lifeneophron.eu/files/docs/1431623272_325.pdf

De l'autre côté de la frontière

L'équipe du SCF au Niger a commencé à travailler avec les autorités en charge des espèces sauvages et avec les communautés locales pour changer leur façon de voir les vautours. "Le vautour percnoptère figure à l'Appendice 1 de la loi du Niger sur les espèces sauvages mais les gardes forestiers et les autorités en charge des espèces sauvages n'y ont pas prêté attention. Il était considéré comme une plaie, une espèce inutile", se souvient M. Rabeil. Le SCF a collaboré avec le projet LIFE pour mieux faire connaître cette espèce. "Nous avons mené une campagne de sensibilisation du public, avec quelques journalistes, des agents des autorités en charge des espèces sauvages et l'ONG", dit-il. "Nous avons aussi rencontré les principaux dirigeants. Être chasseur traditionnel, c'est une fonction officielle au Niger. Par exemple, à Zinder, qui est une assez grande ville, la deuxième ou la troisième du pays, le Sultan a plus de 200 chasseurs traditionnels qui travaillent pour lui."

Selon M. Rabeil, cette campagne a été très utile pour sensibiliser les gens aux problèmes, aux menaces qui pèsent sur l'espèce et au rôle important du vautour en tant que fournisseur de services à l'écosystème. "Les autorités en charge des espèces sauvages ont acquis une meilleure compréhension de l'importance des vautours. Nous avons réussi à rallier un important soutien des principaux dirigeants." Le projet a aussi collaboré avec les chasseurs traditionnels, en sensibilisant ceux-ci aux espèces protégées par la loi et à celles qui peuvent être chassées et en offrant des indemnisations pour tout impact sur leurs moyens de subsistance. "Nous avons tenté d'y parvenir en embauchant certains d'entre eux pour utiliser leurs connaissances sur les espèces sauvages, à des fins de traçage", explique M. Rabeil.

Photo: LIFE10 NAT/BG/000152/Svetoslav Spasov

Photo: LIFE10 NAT/BG/000152

"L'enthousiasme avec lequel toutes les personnes offrent leur participation le long des voies de migration est très positif."

Nouveau projet LIFE pour les vautours

Maintenant, LIFE soutient la poursuite du travail à partir de ces premières étapes. Le nouveau projet LIFE sur le vautour percnoptère vise à renforcer la population reproductrice de cette espèce dans les Balkans en appliquant des mesures sur ses sites de reproduction et le long de ses voies de migration, avec la participation active de 10 pays d'Afrique et du Moyen-Orient, ainsi que de quatre pays des Balkans. Tant le SCF qu'APLORI seront associés à ce nouveau projet.

"Nous surveillerons les micro-habitats du vautour percnoptère, en notant où ils se trouvent et en étudiant ce qui attire ces rapaces dans les habitats où ils font escale", dit M. Shiiwua. "Nous mènerons aussi des campagnes de sensibilisation le long de leurs voies de migration, en collaborant avec la Fondation nigériane pour la préservation de la nature". Pour ces campagnes, nous aurons des réunions en tête à tête, nous publierons des dépliants et autres matériels dans la langue locale, le Hausa.

"L'enthousiasme avec lequel toutes les personnes offrent leur participation le long des voies de migration est très positif", dit M. Shiiwua. "Je pense que ce projet sera très utile. Prenez le Nigeria, par exemple: nous nous rendons dans des lieux où des oiseaux sont morts, nous parlons à quelques personnes en tête à tête; un autre pays fait quelque chose; le suivant fait quelque chose; tout cela transmet un message très positif: au moins certains des oiseaux ressortiront d'ici et retourneront."

Selon Thomas Rabeil, "Si nous voulons protéger les vautours percnoptères le long des voies de migration, leurs mouvements saisonniers, il est très important de mettre sur pied une bonne collaboration avec toutes les parties prenantes des différents pays. Ce projet LIFE offre une réelle opportunité de réaliser cela. Il profitera non seulement aux vautours percnoptères mais aussi à tous les vautours et à tous les rapaces."

Quel serait le meilleur résultat de ce projet? "Premièrement, une meilleure sensibilisation de toutes les parties prenantes; deuxièmement, si nous voulons mettre en œuvre les bonnes actions en termes de préservation de cette espèce, nous devons améliorer nos connaissances et la collaboration générale entre les différents pays le long des voies de migration, collaboration qui n'existait pas du tout auparavant. Le projet européen précédent a réellement donné le coup d'envoi à ces évolutions, pense M. Rabeil, principalement via le Plan d'action pour les voies de migration destiné à préserver les populations de vautours percnoptères (en anglais EVFAP) dans les Balkans et en Asie centrale. Appelé EVFAP, il est un élément clé du Plan d'action multi-espèces de préservation des vautours d'Afrique-Eurasie (PAME vautours), approuvé par les États parties à la CMS à la COP12 en octobre 2017.

Les détectives canins de LIFE

4

Photo: LIFE10 NAT/HU/000019/Szilárd Morvai

Nous avons déjà expliqué comment des unités cynophiles peuvent dissuader des personnes d'utiliser des poisons. Dans ce chapitre, nous examinons les méthodes et protocoles que différentes unités cynophiles utilisent pour rassembler des preuves dans des cas d'empoisonnement.

Le projet HELICON (voir pp. 14-17) a créé la première unité cynophile de détection de poisons en Europe centrale, dans le but de protéger l'aigle impérial (Aquila heliaca) et d'autres oiseaux de proie. Le chef de l'unité, Gabor Deák, et son chien Falco ont trouvé plus de 200 oiseaux tués illégalement et des appâts empoisonnés qui n'auraient pas été découverts avec d'autres méthodes.

Former les unités cynophiles

Falco, un berger allemand de 10 mois, est un des deux chiens élevés spécialement pour un travail de recherche, qui a suivi une formation au Centre de dressage de chiens de la Police nationale hongroise.

"Falco utilisait très bien son flair et était bon en résolution de problèmes", dit son maître, Gabor. "L'autre chien était un bon chercheur mais Falco vérifiait de larges zones très rapidement et cette habitude est très bonne pour chercher dans les champs."

Pendant quatre mois de formation avec son maître Gabor, Falco a d'abord appris à trouver des carcasses d'oiseaux de proie, puis du carbofuran et du phorate, et enfin à la fois les carcasses et le poison dans des appâts, comme des morceaux d'animaux et des œufs.

"Les unités de certains pays utilisent des signaux passifs, par exemple, si le chien trouve quelque chose, il s'assied ou se couche près de ce qu'il a trouvé. Falco, par contre, m'avertit en aboyant parce que nous cherchons souvent dans des zones humides ou couvertes de buissons, où nous ne pourrions pas le voir."

Les équipes cynophiles du projet WOLF IN THE ALPS, dans le nord de l'Italie, ont été formées pour détecter plus de 30 types de poisons: "Les poisons les plus courants utilisés dans des appâts dans les Alpes", explique la directrice technique du projet, Francesca Marucco. "La substance la plus inquiétante ces dernières années, est l'endosulfan alfa-bêta (un organochloré), un poison illégal très dangereux qui a été trouvé dans la province de Cuneo pendant le projet LIFE", explique-t-elle.

La recherche de preuves

"En cas de constatation d'une activité de braconnage par empoisonnement, en général, l'équipe cynophile est la première à être contactée et elle se rend rapidement sur le terrain pour tenter de détecter le poison", explique Mme Marucco. Il est crucial d'intervenir rapidement pour arrêter la propagation du poison et, éventuellement, attraper les auteurs.

"Nous devons être prêts à agir rapidement parce que c'est comme une bombe. C'est comme une mine dans les champs. Nous tentons de collecter tous les appâts et les animaux empoisonnés le plus vite possible. Nous voulons saisir ce cercle vicieux et l'arrêter", explique Ela Kret du WWF Grèce, qui patrouille dans la réserve de la forêt de Dadia avec son malinois, Kiko. "Au début, nous pensions que nous patrouillerions trois fois par semaine et dans des zones spécifiques mais nous avons compris que c'était comme jouer à la loterie. Vous avez autant de chances de trouver un appât empoisonné en choisissant vos heures et vos lieux de patrouille au hasard", dit-elle.

Répondre à des demandes d'intervention (du service des forêts, d'autorités en charge de parcs ou de citoyens inquiets) réduit le risque que Kiko travaille sans récompense, ce qui réduirait sa motivation.

En Hongrie, Falco "trouve tout oiseau et animal mort", explique Gabor. "Chaque année, il apprend de nouvelles choses." C'est un travail dangereux. Le régime est très important parce que Falco ne doit pas identifier les appâts comme de la nourriture. "Il ne mange que de la nourriture sèche, dont la composition convient spécifiquement aux chiens sportifs, c'est-à-dire avec une forte teneur en protéines, en graisses et en vitamines", dit Gabor. Ce travail peut aussi être stressant pour le maître-chien, surtout les jours où l'on trouve de grands nombres d'oiseaux et d'animaux morts. C'est dangereux parce que le chien est libre lorsqu'il travaille. "Il faut être en bonne forme parce que parfois, il faut courir", explique Ela Kret.

Ela et Kiko travaillent en étroite collaboration avec le Service forestier de Soufli et avec l'autorité de gestion de la Réserve des forêts de Dadia, pour récolter des preuves. "Si on récolte un échantillon potentiellement empoisonné, il faut faire attention à la façon dont on le conserve, dont on le donne à un vétérinaire et à la façon d'analyser l'échantillon, pour pouvoir constituer un dossier solide devant un tribunal", dit M. Dimitris Vasilakis, PhD, responsable au Service forestier de Soufli, en charge de la gestion des forêts et des espèces sauvages du Parc national de Dadia. "L'analyse toxicologique doit être faite dans un laboratoire public certifié, par exemple."

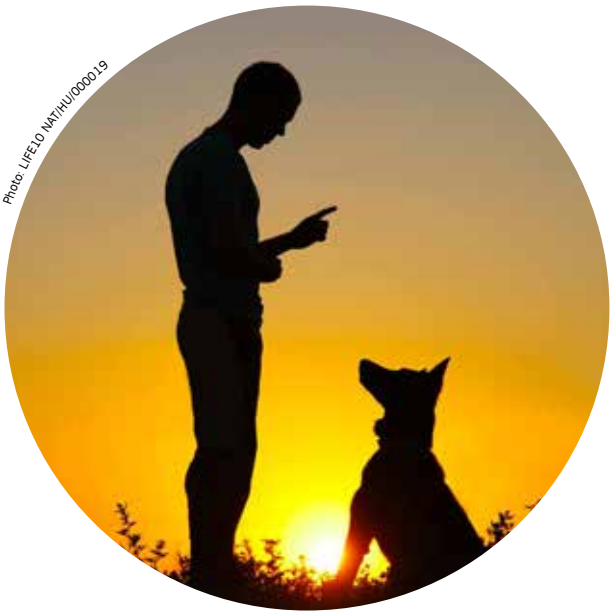


Photo: LIFE10 NAT/HU/000019

Les chiens policiers obtiennent-ils de meilleurs résultats?

Les différentes unités cynophiles de détection de poisons ont une formation et des méthodes de travail similaires, mais elles peuvent être gérées par des types d'organisations très différentes, parfois même au sein d'un même pays. Ainsi, en Grèce, il existe des unités gérées par la Société ornithologique hellène et la Fédération de chasse de Crète (payées par le Musée national de Crète), ainsi que par le WWF Grèce. Certaines organisations amènent aussi des chiens de maîtres-chiens spécialisés, en sous-traitance.

M. Vasilakis, PhD, et ses collègues du Service forestier de Soufli pensent qu'il serait beaucoup plus efficace aux fins de l'application de la loi que les unités cynophiles de détection de poisons soient gérées par le Service forestier national, car elles auraient plus d'autorité et des protocoles standardisés.

Tant en Espagne qu'au Portugal, c'est la gendarmerie qui gère les unités cynophiles de détection de poisons créées à l'origine dans le cadre de projets LIFE. "Je me suis rendu compte qu'il y avait une très grande différence entre le nombre d'incidents d'empoisonnement détectés par les unités cynophiles et le nombre de cas portés devant les tribunaux", dit le Lieutenant Colonel Costa Pinto, de la Garde républicaine nationale portugaise (GNR), qui gère actuellement, avec l'appui de LIFE, six unités cynophiles de détection de poisons formées selon les normes FRONTEX adaptées. Selon lui, faire faire le travail par des unités cynophiles de la police plutôt que par des chiens appartenant à des ONG crée un lien plus efficace avec les enquêtes et a un plus grand effet dissuasif. Cela garantit aussi que les unités continueront à travailler après la fin du financement du projet LIFE (voir pp. 53-54).

Photo: © 2016 – LIFE14 NAT/PT/000855/GNR. All rights reserved.
Licensed to the European Union under conditions.

1

Problème:
Les procureurs et les juges n'ont pas suffisamment de moyens pour faire respecter les directives européennes sur la protection de la nature. C'est particulièrement le cas dans les pays méditerranéens et dans des parties de l'Europe orientale.

Solution:
Un projet LIFE soutient le travail du Réseau des procureurs européens pour l'environnement, afin de rendre l'application des lois relatives à l'environnement plus cohérente dans toute l'Europe.

Résultat:
ENPE crée de nouveaux outils de formation pour les procureurs et les juges. "S'ils reçoivent une meilleure formation, acquièrent plus de confiance en eux pour gérer les enquêtes, ils enquêteront plus et engageront plus de poursuites", dit le secrétaire général du RPEE, Lars Magnusson. Ce projet élabore en outre une base de données de bonnes pratiques et sensibilise toute la chaîne de l'application des lois.

Pour en savoir plus, voir page 50.

2

Problème:
Pour poursuivre avec succès les auteurs d'infractions liées aux espèces sauvages, la police doit avoir des moyens et des protocoles pour enquêter.

Solution:
Le Bureau hongrois d'investigation (NNI) a créé une sous-unité de neuf personnes spécialisées dans la criminalité environnementale. Cette équipe a été un des partenaires des projets HELICON et PannonEagle Life et a enquêté sur des cas d'empoisonnements massifs ou d'abattages illégaux d'espèces strictement protégées, telles que l'aigle impérial.

Résultat:
Via le projet LIFE, le NNI a élaboré des protocoles pour enquêter sur la criminalité liée aux espèces sauvages et a donné des formations à environ 250 policiers. Ce travail a abouti à des poursuites fructueuses dans cinq affaires.

Pour en savoir plus, voir page 52.

3

Problème:
Most anti-poison dog units La plupart des unités cynophiles de détection de poisons sont gérées par des ONG ou par des agences en charge de l'environnement. Bien qu'elles puissent avoir un impact positif dans les enquêtes sur des infractions liées aux espèces sauvages, elles n'ont pas le même pouvoir d'appliquer la loi que les unités cynophiles de la police.

Solution:
Deux projets LIFE menés au Portugal ont travaillé avec les unités cynophiles de la police nationale pour enquêter sur des cas suspects d'empoisonnement d'espèces protégées.

Résultat:
Six unités cynophiles ont été créées pour couvrir les quatre sites majeurs du réseau Natura 2000 au Portugal. La police nationale maintiendra en place les unités cynophiles et élargira leur champ d'action après la clôture des projets LIFE.

Pour en savoir plus, voir page 53.

Chapitre 4

Mise en œuvre et poursuites

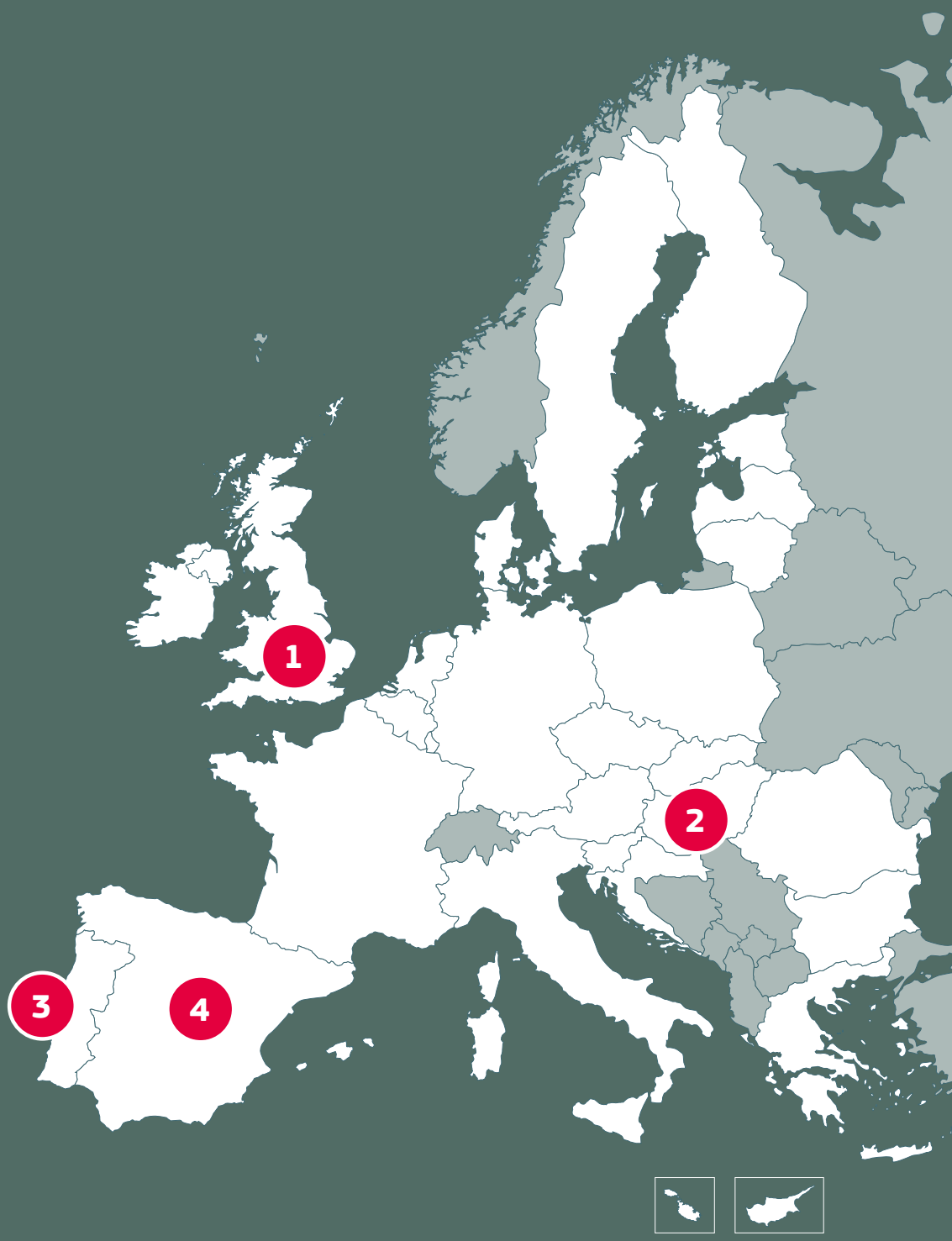
4

Problème:
Peu de cas d'empoisonnement illégal d'espèces sauvages sont portés devant les tribunaux et aboutissent à des condamnations.

Solution:
Le projet LIFE VENENO NO a encouragé une coopération étroite entre les organisations de préservation des oiseaux, les enquêteurs et des professionnels du monde judiciaire. Il a aussi élaboré un protocole pour les laboratoires d'analyses toxicologiques car ces analyses constituent les preuves les plus importantes dans un procès.

Résultat:
Le projet a permis de saisir le tribunal dans 24 affaires d'empoisonnement illégal d'oiseaux. Ces procès ont abouti à quelque 13 condamnations, avec des sentences allant jusqu'à deux ans d'emprisonnement. Ce projet a aussi élaboré des plans d'action pour combattre les empoisonnements, plans qui ont servi de base au plan d'action contre les empoisonnements illégaux dans toute l'UE, établi par le Réseau européen contre la criminalité environnementale.

Pour en savoir plus, voir page 55.



Créer la capacité de poursuivre les auteurs d'infractions liées aux espèces sauvages

1

Lars Magnusson est secrétaire général du Réseau des procureurs européens pour l'environnement. Un projet LIFE intitulé ENPE soutient le travail du réseau visant à rendre l'application des lois relatives à l'environnement plus cohérente dans toute l'Europe. Ce travail implique de donner aux procureurs et aux juges les connaissances et la confiance requises pour engager des poursuites dans de telles affaires.

Interpol et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement estiment le coût de la criminalité environnementale internationale à quelque 188 milliards d'euros par an. Des niveaux élevés de criminalité environnementale peuvent être en partie attribués à l'inefficacité et à l'inefficience des poursuites et des sanctions. La criminalité liée aux espèces sauvages (selon les Directives Habitats et Oiseaux ou les réglementations de la CITES) est notoirement difficile à poursuivre parce que, dans ce domaine, le droit est complexe et que les cercles criminels sont restreints, hautement organisés, fermés et difficiles à pénétrer.

Le Réseau des procureurs européens pour l'environnement (ENPE) a été fondé en 2012, dans le but de garantir que le droit environnemental soit appliqué de façon plus cohérente dans toute l'Europe. "C'est une organisation pour les procureurs qui veulent poursuivre des infractions liées à l'environnement, faciliter la coopération transfrontalière et permettre à d'autres procureurs d'entamer plus de poursuites contre des auteurs d'infractions environnementales", explique Lars Magnusson.

Depuis 2016, le réseau gère un projet LIFE (aussi intitulé ENPE), destiné à créer un réseau autonome de procureurs spécialisés en délinquance environnementale, à améliorer le partage d'informations sur la criminalité environnementale, la capacité de combattre la délinquance transnationale liée aux déchets, aux espèces sauvages et aux produits chimiques, ainsi que la cohérence des poursuites contre de tels actes.

Lars Magnusson préside le groupe de travail du réseau ENPE sur la criminalité liée aux espèces sauvages, groupe chargé d'examiner quatre thèmes majeurs: l'interprétation, l'application pratique, la collecte des preuves et la quantification des dommages à l'environnement causés par la non-application du droit relatif aux espèces sauvages.

"Le plus dur, c'est de mobiliser l'intérêt des organismes d'investigation des États membres pour donner la priorité à ces types d'infractions", dit M. Magnusson. Il reconnaît que certains pays peuvent avoir des priorités plus pressantes que l'abattage illégal d'oiseaux migrateurs, "mais il devrait y avoir un espace réservé à ce type d'affaires."

M. Magnusson souligne qu'en Suède, pays qui, comme le R.-U. et les Pays-Bas, dispose d'une unité spécialisée dans la criminalité environnementale au sein du parquet général, quelque 3 000 affaires de suspicion d'infractions liées à l'environnement sont traitées chaque année, dont environ 15% aboutissent à une mise en examen ou à une condamnation. "Notre but est de porter ce chiffre à 25%", dit-il. "Seul un petit pourcentage de ces affaires sont des infractions liées aux espèces sauvages."

Traiter les cas délicats

La complexité de ces affaires est un des obstacles à l'augmentation du nombre de poursuites. "C'est une législation complexe. Il se peut que des affaires finissent au bas de la pile sur le bureau du procureur. Nous voulons rédiger un guide pour aiguiller les procureurs dans la législation. Comment éviter les pièges de cette législation et expliquer toutes les dérogations et exemptions, parce qu'il y en a beaucoup. Nous voulons présenter différentes affaires au cours de cyberséminaires ou sous la forme de diapositives et faire comprendre aux procureurs que, moyennant une approche méthodique, ce n'est peut-être pas si complexe", explique M. Magnusson.

Il y a un projet d'élaborer une base de données de bonnes pratiques, notamment des affaires telles que les poursuites contre un braconnier qui avait tué des ibis chauves en Italie (voir pp. 27-29).

"Nous devons sensibiliser toute la chaîne d'application de la loi, depuis les inspecteurs jusqu'à la police, aux procureurs et aux juges", estime M. Magnusson. Pour faciliter ce processus, en septembre 2017, le ENPE a signé un protocole d'accord avec des organisations représentant les inspecteurs (IMPEL) et la police et d'autres agences chargées de l'application de la loi (EnviCrimeNet). Le Forum des juges de l'Union européenne pour l'environnement (EUFJE) était déjà partenaire du projet LIFE:"notre groupe de travail sur les poursuites et les sanctions est présidé par un juge", note M. Magnusson. "J'espère que ce protocole d'accord facilitera l'appui des différents États membres à notre travail et permettra une collaboration transfrontalière ouverte."

Photo: © 2016 – LIFE14 GIE/UK/000043. All rights reserved. Licensed to the European Union under conditions.

"Je pense que le facteur clé dans beaucoup de pays, ce sont les procureurs", ajoute-t-il. "S'ils reçoivent une meilleure formation, acquièrent plus de confiance en eux pour gérer les enquêtes, ils enquêteront plus et engagerons plus de poursuites."

"Je pense que le facteur clé dans beaucoup de pays, ce sont les procureurs", ajoute-t-il. "S'ils reçoivent une meilleure formation, acquièrent plus de confiance en eux pour gérer les enquêtes, ils enquêteront plus et engagerons plus de poursuites."

Le ENPE inclut des organisations membres de 15 pays. "Les pays manquants se situent dans le bassin méditerranéen et en Europe orientale", explique M. Magnusson. Le réseau s'est déjà élargi pour combler certaines de ces lacunes, en ajoutant de nouvelles organisations membres représentant la Grèce, l'Albanie et l'ex-République yougoslave de Macédoine au début de 2017. "J'espère que nous aurons encore plus de membres à la fin de ce projet. La participation à ce projet est gratuite."

Quantification des dommages: Actualiser la "tarification finlandaise"

Dans le cadre de sa mission consistant à identifier les obstacles et les solutions aux problèmes rencontrés par les procureurs et les juges en ce qui concerne la quantification des dommages, le projet ENPE étudie des façons d'attribuer aux espèces une valeur intrinsèque appropriée. Le travail réalisé à ce jour repose sur ce qu'il est convenu d'appeler la "tarification finlandaise" (voir encadré), un règlement de 2002 sur des lignes directrices pour la faune et la flore protégées, publiées par le ministère finlandais de l'Environnement[5].

"Cette tarification a été utilisée dans une affaire concernant des ramasseurs d'œufs en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni. Une personne condamnée en Finlande s'est vu imposer une amende de 225 000 € au total", explique M. Magnusson. En général, toutefois, il pense que "les sanctions actuelles ne sont pas suffisamment dissuasives".

5. http://www.finlex.fi/sv/laki/alkup/2002/20020009

Quelles seront les prochaines étapes?

"Nos membres ont estimé que la formation devait aborder en priorité les trafics d'espèces menacées. Notre prochaine tâche est d'élaborer le matériel pédagogique sur ce sujet. Nous organiserons en outre plus de conférences où des inspecteurs, des policiers et des procureurs présenteront leurs réussites", dit M. Magnusson. "Nous projetons par ailleurs d'organiser un atelier sur l'abattage d'oiseaux méditerranéens. Nous inviterons des procureurs de pays hors UE pertinents, tels que l'Égypte et le Liban, où beaucoup d'oiseaux sont tués."

Photo: LIFE03 NAT/S/000073

La tarification finlandaise

Exemples de valeurs intrinsèques attribuées, dans la réglementation finlandaise, à des animaux et plantes protégés:

- Phoque marbré du lac Saimao *(Phoca hispida saimensis)* **9 755€**
- Renard arctique *(Vulpes lagopus)* **7 400€**
- Aigle royal *(Aquila chrysaetos)* **4 877€**
- Faucon crécerelle *(Falco tinnunculus)* **1 009€**
- Butor étoilé *(Botaurus stellaris)* **589€**
- Grand corbeau *(Corvus corax)* **151€**
- Rouge-queue à front blanc *(Phoenicurus phoenicurus)* **17€**

2

Enquêtes de la police hongroise

Ákos Horváth est un policier du Bureau national hongrois d'investigation (NNI). Il a été chasseur professionnel avant de rejoindre la police.

Cette expérience s'est avérée utile pour combattre la criminalité liée aux oiseaux.

Photo: NEEMO EEIG/Stephen Nottingham

"Mon unité, spécialisée dans la criminalité environnementale, compte neuf détectives. Trois d'entre nous se consacrent aux animaux: un à la CITES, un aux reptiles et moi, à la criminalité liée aux oiseaux", dit M. Horváth.

Le NNI était un bénéficiaire associé du projet HELICON LIFE, qui visait à préserver les aigles impériaux en gérant les conflits entre hommes et aigles. La police a enquêté sur des affaires détectées par le projet HELICON et par le projet de suivi PannonEagle Life.

"Le NNI est appelé pour des empoisonnements massifs d'espèces sauvages ou lorsque des espèces strictement protégées sont touchées; ainsi, pour un aigle impérial, une enquête sur le terrain est toujours requise", dit M. Horváth. "Nous devons recueillir des preuves objectives et personnelles. Des preuves objectives sont, par exemple, l'appât empoisonné. Des preuves personnelles sont, par exemple, une confession."

"Les résultats toxicologiques constituent la base des condamnations et sont donc toujours à la base d'un procès", dit M. Horváth. Ils sont accompagnés d'une série d'autres preuves, dont celles recueillies par l'unité cynophile (voir pp. 46-47), des opérations d'écoutes téléphoniques et des images prises par des caméras-pièges. M. Horváth rappelle comment de bonnes preuves ont été recueillies, par exemple, par des caméras-pièges près des fermes d'élevage de faisans où des appâts empoisonnés avaient été trouvés.

Six affaires ont fait l'objet d'enquêtes pendant la durée du projet HELICON. Cinq ont mené à des poursuites et une est toujours en cours. M. Horváth explique comment l'équipe du projet a fourni aux procureurs et aux juges des informations sur l'impact environnemental significatif de l'empoisonnement et a replacé l'infraction dans son contexte en les aidant à comprendre que l'empoisonnement affecte l'ensemble des écosystèmes. "Ainsi, au fil du temps, des sanctions plus lourdes ont été prononcées, allant jusqu'à une condamnation à la prison avec sursis dans deux affaires."

Protocoles et formation

Le Protocole d'enquête de la police, un des trois protocoles publiés pendant le projet HELICON, énonce les procédures à suivre en cas de suspicion d'infraction liée à des oiseaux et résume les quatre articles du code pénal relatifs à la criminalité liée aux oiseaux: dommages à la nature, usage abusif de poisons, cruauté envers les animaux et braconnage. "J'ai rédigé le protocole pour les enquêtes de la police sur le terrain", dit M. Horváth. "Il a été téléchargé sur l'intranet de la police, de sorte que toutes les forces de police de Hongrie peuvent y accéder en cas d'empoisonnement d'oiseaux."

M. Horváth et d'autres membres de l'équipe LIFE ont organisé des journées de formation pour les policiers. "Nous avons organisé des journées de formation pour les 19 comitats de Hongrie", dit-il. "Environ 250 policiers ont été formés. Nous avons aussi formé des chasseurs." En outre, les policiers apprennent de nouvelles compétences, telles que l'identification d'oiseaux, sur le terrain, avec les gardes forestiers des parcs.

La formation de la police n'avait pas pour seul but de transmettre des connaissances et des compétences spécialisées. Une personne a été sélectionnée dans la force de police de chaque comitat pour gérer les infractions liées aux oiseaux, à la suite de la formation LIFE.

Leçons tirées

- Des protocoles clairs pour traiter les infractions liées aux espèces sauvages
- La formation de policiers
- Un policier affecté à la criminalité liée aux espèces sauvages dans la force de police de chaque région/comitat
- Une mise en réseau et des actions conjointes à un haut niveau entre la police, les procureurs et les juges

3

Enquêtes sur des empoisonnements illégaux au Portugal

Photo: © 2017 – LIFE14 NAT/PT/000855/Hugo Marques. All rights reserved. Licensed to the European Union under conditions.:

La Garde républicaine nationale portugaise (GNR) a créé quatre équipes cynophiles de détection de poisons dans le cadre de son partenariat avec deux projets LIFE. Ces chiens policiers opèrent dans les sites du réseau Natura 2000 du pays, où ils recueillent des preuves et préviennent des actes délictuels liés aux espèces sauvages.

LIFE Imperial (2014-2018) a financé la création de trois équipes cynophiles de détection de poisons au sein de l'unité du GNR en charge de la criminalité environnementale (SEPNA). Deux autres équipes cynophiles ont été créées dans le cadre de LIFE Rupis (2015-2019). Ces deux projets LIFE ont eu pour principaux objectifs de protéger, respectivement, l'aigle ibérique et le vautour percnoptère, au Portugal. Toutefois, d'après le Lieutenant Colonel Costa Pinto du GNR, ces projets contribuent non seulement à protéger des espèces spécifiques mais aussi des écosystèmes entiers en retirant les poisons de l'environnement et des chaînes alimentaires.

"LPN, le bénéficiaire du projet LIFE Imperial, nous a contactés pour nous demander si nous acceptions d'être partenaires de ce projet, ce qui nous convenait parfaitement", dit-il. "Nous répondions aux attentes en tant qu'unité de dressage de chiens de détection et, au GNR, nous devions améliorer notre capacité en tant qu'autorité en charge de l'application de la loi."

Suivre l'exemple espagnol

Pour créer des équipes cynophiles, le GNR s'est appuyé sur l'expérience acquise par le SEPRONA, le Service de protection de la nature de la Garde civile espagnole. Le projet LIFE VENENO NO a joué un rôle clé en aidant le SEPRONA à mettre au point des bonnes pratiques de dressage de chiens de détection capables de gérer différents types de poisons.

"De janvier à mars 2016, nous nous sommes formés avec la police espagnole parce que celle-ci a un paysage et des conditions similaires, surtout autour de Madrid, avec des températures très élevées", dit le Lieutenant Colonel Costa Pinto.

En suivant le modèle espagnol, le GNR a créé quatre équipes constituées chacune de deux unités cynophiles (au total, huit unités comprenant un maître-chien et un chien). Chaque équipe cynophile patrouille sur un site différent du réseau Natura 2000 couvert par les projets LIFE.

Les chiens ont été achetés auprès de sociétés spécialisées en Europe, avec des fonds du programme LIFE. "Nous achetons chaque chien pour 3 200 € et toute la formation spécialisée se fait ici au Portugal", explique le Lieutenant Colonel Costa Pinto. "Les chiens travaillent jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de huit ou neuf ans. Lorsque ce groupe de chiens atteint l'âge de six ans, nous devons commencer à préparer un nouveau groupe."

Une évolution majeure a été la création, au sein du GNR, d'une structure d'élevage de la prochaine génération de chiens. Ces chiens seront utilisés pour poursuivre le travail entamé dans le cadre des projets LIFE.

Photo: © 2017 – LIFE14 NAT/PT/000855. All rights reserved.
Licensed to the European Union under conditions.

Collecte de preuves

"Le GNR collecte et conserve les preuves, les envoie au laboratoire de toxicologie et fait rapport au procureur sur l'incident. Les unités cynophiles doivent continuer les recherches pour éviter de perdre du temps avec les formalités. En moyenne, nous effectuons plus de 120 patrouilles par an. Les patrouilles peuvent se faire jusqu'à 20h pendant l'été", dit le Lieutenant Colonel Costa Pinto. "L'important c'est d'identifier les modes d'empoisonnement. Nous nous efforçons de plus en plus de prendre quelqu'un en flagrant délit, par exemple, en train d'acheter des appâts. Nous tentons aussi d'améliorer la collaboration avec le personnel chargé des enquêtes criminelles, pour rassembler des preuves plus solides pour les procès."

Son collègue, le Capitaine Gonçalo Brito ajoute: "Idéalement, le chien physiquement le mieux adapté est l'hybride entre un berger belge et un berger allemand" Il note que les maîtres-chiens ont une expérience précédente dans les équipes cynophiles de détection de drogue mais resteront dans les unités de détection de poisons après la clôture des projets LIFE.

"Nous avons adapté le système européen de dressage de chiens de Frontex (Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes) à la réalité de notre pays", dit le Capitaine Gonçalo Brito. Par exemple, les chiens sont aussi dressés à aboyer pour signaler des appâts même sans poison, car on a découvert à plusieurs reprises que ce type d'appât peut contenir des clous, qui sont dangereux pour les animaux.

Sept incidents d'appâts empoisonnés ont été détectés à Castelo Branco et neuf à Beja, et les enquêtes sont en cours.

"Pour le moment, nous concentrons nos efforts sur l'enregistrement des incidents d'empoisonnement, dont les données sont ensuite collectées par la SEPNA, mais nous voulons que l'étape suivante s'intensifie, surtout en matière d'enquêtes criminelles", dit le Capitaine Gonçalo Brito.

"Le point clé est qu'à la fin des projets, nous aurons des chiens performants, capables de détecter un large spectre de poisons."

Les procès pour infractions liées aux oiseaux en Espagne sont porteurs de leçons pour l'UE

4

Le projet VENENO NO a aidé les autorités à saisir les tribunaux dans 24 cas d'empoisonnement illégal d'oiseaux.
Les procès ont abouti à 13 condamnations.
Le travail mené par ce projet a aussi été à la base d'un plan d'action destiné à combattre les empoisonnements illégaux dans toute l'UE.

Avant le projet LIFE, peu de cas impliquant des empoisonnements illégaux d'espèces sauvages étaient portés devant les tribunaux en Espagne. L'équipe du projet a réussi à promouvoir l'application de la loi et les poursuites grâce à une coopération étroite entre le bénéficiaire coordonnateur, SEO/BirdLife, les enquêteurs et les professionnels du monde judiciaire.

Une fois qu'il décide de saisir le tribunal, SEO/BirdLife recueille les preuves auprès de diverses sources, en collaboration avec les juristes et les autorités (notamment la Garde civile espagnole). L'équipe collabore aussi avec les procureurs spécialisés en criminalité environnementale afin de s'assurer que ceux-ci soient conscients des problèmes posés par les empoisonnements illégaux. En effet, chaque affaire sensibilise le monde de la justice et le grand public à la gravité des empoisonnements pour les oiseaux de proie et pour la biodiversité en général, en Espagne.

SEO/BirdLife prépare les informations, par exemple, sur le type d'appâts empoisonnés utilisés et sur le lieu où ceux-ci ont été trouvés (par ex. sur un site du réseau Natura 2000), ainsi que sur l'espèce concernée et sur son statut de protection.

Les rapports toxicologiques sont les preuves les plus importantes devant le tribunal, d'après le coordinateur du projet David de la Bodega. VENENO NO a contribué à renforcer l'efficacité de ces procédures en publiant un rapport complet sur les appâts empoisonnés (voir pp. 20-21) ainsi qu'un protocole destiné aux laboratoires de toxicologie.

Deux des plus graves affaires d'empoisonnement ont concerné six aigles ibériques (*Aquila adalberti*) dans la région de Castille-La Manche, et plus de 140 rapaces en Navarre.

Obtenir des condamnations

Dans certaines affaires, les condamnations prononcées ont abouti à des peines de prison de jusqu'à deux ans.

En Espagne, les infractions pénales sont aussi évaluées en termes de responsabilité civile, de sorte que les infractions liées aux espèces sauvages tiennent aussi compte de la valeur des animaux. SEO/BirdLife a fait valoir que la responsabilité civile devrait tenir compte de la valeur de conservation d'oiseaux tués illégalement, par rapport aux populations régionales totales, et aussi de l'investissement public dans la protection de l'espèce, par exemple l'investissement des projets LIFE.

Dans le cas des six aigles empoisonnés en Castille-La Manche, chaque animal a été évalué à 60 000 €. Le juge a augmenté la sévérité de l'amende parce qu'il a tenu compte de l'importance de la conservation de cette espèce lorsqu'il a établi la responsabilité civile.

Un procès entendu dans le nord de l'Espagne en 2015, pour empoisonnement de 11 milans royaux (Milvus milvus) et d'autres espèces sauvages a abouti à une condamnation à deux ans de prison et à une amende pour responsabilité civile de 90 270 €, majorée d'une amende de 28 500 €, dont le montant sera utilisé pour assurer le suivi des milans royaux pendant trois en en Cantabrie. Le fermier jugé coupable a aussi été interdit de chasse et d'activités agricoles pour plusieurs années. À l'époque, ce fut la plus lourde peine jamais prononcée dans ce type d'infraction en Espagne.

M. de la Bodega pense que des condamnations établissent un précédent qui sert d'important moyen de dissuasion pour l'avenir. D'après les rapports les plus récents, certaines Communautés autonomes espagnoles — dont l'Andalousie, l'Aragon et les Îles Canaries — ont réduit le nombre de cas d'empoisonnement ces dernières années. Dans d'autres Communautés, notamment en Castille-Léon et en Castille-La Manche, le nombre d'empoisonnements reste très élevé.

Créer un plan d'action européen sur la criminalité liée aux espèces sauvages

Un des principaux résultats du projet LIFE VENENO NO a été l'élaboration de plans d'action européens pour lutter contre les empoisonnements. Ceux-ci ont été à la base d'un plan d'action destiné à combattre les empoisonnements illégaux dans toute l'UE, plan qui a été élaboré par le Réseau européen contre la criminalité environnementale.

"Nous avons vu qu'un plan d'action est un engagement pris pour que les administrations mettent en place des actions minimales contre les empoisonnements, et les administrations réagissent à cela en Espagne", dit M. de la Bodega.

En fait, presque toutes les Communautés autonomes d'Espagne ont adopté ou révisé des plans d'action pour lutter contre les empoisonnements, ce qui prouve que le problème de l'usage illégal de poisons est remonté dans les priorités politiques du pays. Toutefois, l'Europe dans son ensemble devrait mettre en œuvre des mesures du plan d'action, selon M. de la Bodega. "Les résultats et extrants obtenus par la mise en œuvre de plans d'action ont été cruciaux en Espagne et il serait très utile pour l'Europe d'adopter des plans d'action de ce type."

Le Réseau européen contre la criminalité environnementale (ENEC) a adopté des propositions pour un Plan d'action européen de lutte contre l'empoisonnement illégal d'espèces sauvages. Ce document propose, pour tous les États membres, une stratégie coordonnée destinée à prévenir, dissuader, surveiller et, in fine, poursuivre les cas d'empoisonnement illégal d'espèces sauvages au sein de l'Union européenne, où l'usage illégal de poison continue à poser un grave problème pour la préservation des espèces sauvages.

Héritage de longue durée

L'impact du projet VENENO NO est aussi garanti par la poursuite du financement d'initiatives de suivi par des sources privées. Après le projet LIFE, l'ONG a envoyé une proposition pour un nouveau projet sur la criminalité environnementale au programme de justice pénale en Espagne. Les efforts ont abouti à des résultats tangibles: depuis le début du projet en 2010, le nombre d'affaires d'empoisonnement en Espagne a diminué. "La collecte de données sur les empoisonnements nous a permis de nous faire une très bonne idée de ce qui se passe en Espagne" dit M. de la Bodega.

L'impact du projet peut aussi être mesuré par le nombre de condamnations pour infractions liées aux espèces sauvages. VENENO NO a identifié 24 cas, pour lesquels 13 condamnations ont été obtenues. Six affaires sont toujours en instance. Vu que seulement 70 condamnations, environ, ont été prononcées depuis que l'utilisation d'appâts empoisonnés a été criminalisée en Espagne en 1995, on peut à l'évidence affirmer que le projet LIFE a fait augmenter le taux de condamnation.

Des financements supplémentaires après le projet LIFE ont aussi permis à l'ONG de poursuivre ses formations de responsables environnementaux. Ces formations comblent les "graves lacunes" des différentes forces de police dans ce domaine et ont accru la motivation de ceux qui y participent, estime M. de la Bodega. "Pour beaucoup d'administrations, la criminalité liée aux espèces sauvages n'est pas grave et beaucoup de responsables et de policiers ne sont pas vraiment formés pour enquêter sur ces types d'infractions."

Mais il met en garde du travail qui reste à faire. "Il faut améliorer les moyens utilisés pour enquêter sur des infractions environnementales, créer une unité de médecine médico-légale pour soutenir la police de l'environnement et garantir l'accès des ONG aux procès portant sur des infractions environnementales."

SEO/BirdLife continue par ailleurs à sensibiliser à l'importance des plans d'action et de la formation et M. de la Bodega est encouragé de constater que d'autres initiatives prennent le relais, dont des projets LIFE tels que HELICON, qui cible la persécution de l'aigle impérial en Hongrie (voir pp. 14-17). "Dans chaque projet visant à combattre les empoisonnements, le plan d'action et la formation de VENENO NO sont considérés comme une des principales actions à mettre en œuvre", dit-il.

Sélection de projets de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages

Le tableau ci-dessous comprend une sélection de projets LIFE sur l'abattage illégal d'animaux sauvages.
Pour plus d'informations sur les projets individuels, consultez la base de données en ligne à l'adresse suivante:
http://ec.europa.eu/environment/life/project/Projects/index.cfm.

Référence	*Titre du Projet*
EMPOISONNEMENT	
LIFE97 NAT/NL/004210	*Black vulture Conservation in a European Network*
LIFE98 NAT/E/005351	*Conservation of the european black vulture in the SPAs of Madrid*
LIFE00 NAT/E/007340	*Black vulture conservation in Mallorca and in other ZEPAs in Spain*
LIFE00 NAT/IRL/007145	*The re-introduction of Golden eagle into the Republic of Ireland*
LIFE02 NAT/GR/008497	*Conservation of birds of prey in the Dadia Forest Reserve, Greece*
LIFE03 NAT/F/000103	*Recovery plan for the Egyptian vulture in South-Eastern France*
LIFE04 NAT/ES/000056	*Preliminary actions and reintroduction of the bearded vulture*
LIFE04 NAT/ES/000067	*The conservation of guirre in Spas of the Fuerteventura island*
LIFE07 NAT/E/000742	*Conservation of Mediterranean priority species in Castille-La Mancha*
LIFE07 NAT/IT/000436	*A new strategy against the poisoning of large carnivores and scavengers raptors*
LIFE08 NAT/E/000062	*Action to fight illegal poison use in the natural environment in Spain*
LIFE08 NAT/P/000227	*Enhancing Habitat for the Iberian lynx and black vulture in the Southeast of Portugal*
LIFE10 NAT/BG/000152	*Urgent measures to secure survival of the Egyptian vulture (Neophron percnopterus) in Bulgaria and Greece*
LIFE10 NAT/ES/000570	*Recovering the historic distribution range of the Iberian lynx (Lynx pardinus) in Spain and Portugal*
LIFE10 NAT/HU/000019	*Conservation of imperial eagles by managing human-eagle conflicts in Hungary*
LIFE12 NAT/ES/000322	*Conservation of the bearded vulture and its contribution to eco-system services*
LIFE12 NAT/IT/000807	*Implementation of coordinated wolf conservation actions in core areas and beyond*
LIFE13 NAT/ES/001130	*Natural feeding habitat restoration for cinereus vulture and other avian scavengers in central Spain*
LIFE13 NAT/FR/000093	*Reduction of the human threats affecting the bearded vulture*
LIFE13 NAT/IT/000311	*Italian emergency strategy for fighting illegal poisoning and minimize its impact on bear, wolf and other species*
LIFE13 NAT/PL/000060	*Conservation of nest zone protected birds in the selected Natura 2000 sites in Lubelszczyzna region*
LIFE13 NAT/PT/001300	*Conservation of the Spanish imperial eagle (Aquila adalberti) in Portugal*
LIFE14 NAT/FR/000050	*Restoration of connections between the Alpine and Pyrenean populations of bearded vulture (Gypaetus barbatus)*
LIFE14 NAT/IT/000484	*Implementation of best practices to rescue griffon vultures in Sardinia*
LIFE14 NAT/NL/000901	*Conservation of black and griffon vultures in the cross-border Rhodopes mountains*
LIFE14 NAT/PT/000855	*Egyptian vulture and Bonelli's eagle Conservation in Douro/Duero Canyon*
LIFE15 NAT/HU/000902	*Conservation of the eastern imperial eagle by decreasing human-caused mortality in the Pannonian Region*
TRAFIC D'ESPÈCES SAUVAGES	
LIFE11 INF/AT/000902	*Joint actions to raise awareness on overexploitation of Danube sturgeons in Romania and Bulgaria*
LIFE15 GIE/AT/001004	*Sustainable protection of lower Danube sturgeons by preventing and counteracting poaching and illegal wildlife trade*
PIÉGEAGE	
LIFE07 INF/MT/000554	*Changing cultural attitudes to Trapping in order to facilitate implementation of the Birds Directive in Malta*
LIFE11 INF/CY/000863	*An awareness-raising campaign in Cyprus for appreciating biodiversity in our life*
LIFE13 NAT/CY/000176	*Improving lowland forest habitats for Birds in Cyprus*
LIFE14 NAT/IT/001017	*Measures for the conservation of Bonelli's eagle, Egyptian vulture and Lanner falcon in Sicily*
CHASSE ILLÉGALE	
LIFE08 NAT/BG/000277	*Ensuring Conservation of Priority Bird Species and Coastal Habitats at the Bourgas Natura 2000 Wetland Sites*
LIFE10 NAT/GR/000638	*Safeguarding the LWf-goose fennoscandian population in key wintering and staging sites within the European flyway*
LIFE11 INF/IT/000253	*A safe haven for wild birds: Changing attitudes towards illegal killing in North Mediterranean for European Biodiversity*
LIFE13 NAT/UK/000258	*Conserving the hen harrier (Circus cyaneus) in northern England and southern and eastern Scotland*
LIFE13 NAT/IT/000728	*Strategies to minimize the impact of free ranging dogs on wolf conservation in Italy*
LIFE12 NAT/BG/001218	*Preserve Key Forest Habitats of the Lesser Spotted Eagle (Aquila pomarina) in Bulgaria*
TOUS LES CRIMES LIÉS AUX ESPÈCES SAUVAGES	
LIFE14 GIE/GR/000026	*Promoting awareness of wildlife crime prosecution and liability for biodiversity damage in Natura 2000 areas in Crete*
LIFE14 GIE/UK/000043	*European Network of Prosecutors for the Environment*
LIFE15 GIE/PL/000758	*You have right to effective protection of nature*

Un certain nombre de publications LIFE sont disponibles sur le site internet LIFE:
http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/index.htm
Un certain nombre d'exemplaires imprimés de certaines publications LIFE sont disponibles et peuvent être commandés gratuitement à l'adresse suivante: *http://ec.europa.eu/environment/life/publications/order.htm*

LIFE "L'Instrument Financier pour l'Environnement" / The financial instrument for the environment

Le programme LIFE constitue l'instrument financier de l'UE pour l'environnement et l'action pour le climat.

Période de référence 2014-2020

Financement communautaire disponible d'environ 3,46 milliards d'euros

Répartition des fonds

Sur les 3,46 milliards € alloués à LIFE, 2,59 milliards € sont destinés au sous-programme "environnement" et 0,86 milliard au sous-programme "action pour le climat". Au moins 2,8 milliards € (soit 81 % du budget total) sont affectés à des projets LIFE financés au travers de subventions à l'action ou d'instruments financiers innovants. Environ 0,7 milliard € est consacré aux projets intégrés. En outre, au moins 55 % des ressources budgétaires allouées aux projets soutenus par le biais de subventions à l'action dans le cadre du sous-programme pour l'environnement seront destinées à des projets en faveur de la conservation de la nature et de la biodiversité. Un maximum de 0,62 milliard sera utilisé directement par la DG Environnement et la DG Action pour le climat dans le cadre de l'élaboration des politiques et des subventions de fonctionnement.

Types de projets

Des subventions à l'action pour les sous-programmes Environnement et Action Climat sont disponibles pour les types de projets suivants:

> Projets "traditionnels" – il peut s'agir de projets de meilleures pratiques, de démonstration, de projets pilotes ou d'information, de sensibilisation et de diffusion dans l'un ou l'autre des domaines prioritaires suivants: LIFE Nature et biodiversité; LIFE Environnement et utilisation rationnelle des ressources; LIFE Gouvernance et information en matière d'environnement; LIFE Action pour le climat – Atténuation du changement climatique; LIFE Action pour le climat – Adaptation au changement climatique; LIFE Action pour le climat – Gouvernance et information en matière de climat.

> Projets préparatoires – ces projets visent à satisfaire certains besoins spécifiques en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques et législations de l'Union en matière d'environnement et de climat.

> Projets intégrés – ces projets mettent en œuvre, sur un vaste territoire des stratégies ou des plans relatifs à l'environnement ou au climat rendus obligatoires par une législation spécifique de l'Union en la matière.

> Projets d'assistance technique – ces projets assurent le soutien financier pour aider les candidats à préparer des projets intégrés.

> Projets de renforcement des capacités – ces projets prévoient un soutien financier pour les activités requises aux fins du renforcement des capacités des États membres, y compris les points de contact nationaux ou régionaux LIFE, en vue de leur permettre de participer plus efficacement au programme LIFE.

Informations supplémentaires

De plus amples informations sur LIFE sont disponibles à l'adresse http://ec.europa.eu/life.

Comment présenter une demande de financement LIFE

La Commission européenne organise des appels à propositions annuels.
Tous les détails peuvent être obtenus à l'adresse http://ec.europa.eu/environment/life/funding/life.htm

Contact

European Commission – Directorate-General for the Environment – B-1049 Brussels (env-life@ec.europa.eu).
European Commission – Directorate-General for Climate Action – B-1049 Brussels (clima-life@ec.europa.eu).
European Commission – EASME – B-1049 Brussels (easme-life@ec.europa.eu).

Internet http://ec.europa.eu/life, www.facebook.com/LIFE.programme, twitter.com/lifeprogramme

LIFE Publication / LIFE et la criminalité liée aux espèces sauvages

Office des publications